



**United Nations Office for the
Coordination of Humanitarian Affairs**



United Nations Fund for Population



**CONDITIONS DE VIE ET DE RETOUR DES PERSONNES DÉPLACÉES
INTERNES ET DES FAMILLES D'ACCUEIL
EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
*RAPPORT FINAL***

Juillet 2008

**Étude réalisée sur financement CERF avec l'Appui Technique de NRC/IDMC et de
l'Ecole Nationale des Statistiques et d'Economie Appliquée**



RÉDACTEURS ET CONTRIBUTEURS

Léon Konandé MUDUBU
Glebelho Lazare SIKA
Antoine Nsungu BANZA
Jean Faustin PIAMALE
Macoumba THIAM

Basile O. TAMBASHE (UNFPA)
Raymond GOULA (UNFPA)
Anne DAVIES
Mirkka HENTTONEN

Citation recommandée

Enquête PDIS-RCA. 2007. *Conditions de vie et de retour des personnes déplacées internes (PDI) et des familles d'accueil en République Centrafricaine : Rapport d'étude*. UNFPA/RCA, Bangui, 92 pages.

Le coup de force du 25 octobre 2002 a déclenché des conflits armés qui ont affecté l'ensemble du territoire centrafricain, et plus sévèrement les préfectures au nord du pays. L'extension des conflits à cette « zone rouge » a rendu inaccessibles les infrastructures sociales de base (formations sanitaires, établissements scolaires) qui sont restées fermées suite au pillage et au manque de personnel. Cette situation a rendu impossible les ravitaillements des pharmacies et des hôpitaux en médicaments essentiels, ainsi que l'organisation des enseignements dans les établissements scolaires.

Ces conflits ont surtout provoqué des déplacements de populations à l'intérieur du pays. Ces mouvements massifs de femmes et d'hommes fuyant leurs villages constituent sans aucun doute l'un des problèmes humanitaires majeurs auxquels le Gouvernement centrafricain continue de faire face.

Plusieurs missions d'évaluation rapide ont été effectuées par les agences du Système des Nations Unies (SNU) et les ONG humanitaires pour avoir une idée précise sur l'ampleur du phénomène. Les conditions de vie des populations affectées, y compris celles des populations hôtes, n'ont fait l'objet, jusqu'ici, que d'explorations rapides. Des études plus approfondies, adaptées au contexte de déplacements diffus de la population dans les familles d'accueil ou en brousse sont nécessaires non seulement parce qu'elles permettent de mieux cibler les actions urgentes, mais aussi parce qu'elles contribuent à définir des politiques destinées à mettre en place des stratégies durables susceptibles d'apporter des réponses appropriées et adaptées à la situation.

Le présent rapport de l'enquête sur « Les conditions de vie et de retour des personnes déplacées internes (PDI) et des familles d'accueil » vient opportunément combler ce vide. Bien qu'elle ne soit pas une opération exhaustive, cette enquête nous livre des indications fort intéressantes et des pistes de solutions capables de répondre à la situation. Pour la première fois en Centrafrique, la problématique des personnes déplacées internes est mieux appréhendée de manière plus approfondie en termes de protection et d'intervention.

Le profil sociodémographique des personnes déplacées internes est assurément l'un des résultats les plus attendus de cette enquête. L'étude révèle qu'au moment de l'opération, le nombre des PDI s'élevait à 124.535, contre 888.235 personnes de retour et que le groupe d'âge 15-39 est marqué par un important déficit d'hommes dû probablement à leur enrôlement dans les mouvements/bandes armées, ou aux tueries sélectives lors des attaques des villages, ou encore à l'émigration vers le Tchad et le Cameroun. En tout état de cause, seule la sociologie des conflits peut nous livrer le secret de ces mouvements complexes.

Les résultats de l'enquête mettent aussi le lecteur devant des faits ahurissants, dépeignant la vulnérabilité, la fragilité et les conditions de vie inhumaines des PDI, souvent exacerbées par la violence extrême qu'elles subissent, les vols et pillages, la destruction de leurs maisons, la difficulté de leur réinsertion dans la communauté. C'est pourquoi le rapport recommande avec justesse qu'en termes d'assistance aux PDI, un accent particulier soit mis sur les personnes déplacées revenues et les personnes déplacées réinstallées. Cette assistance comprendrait l'aide d'urgence et post-urgence avec un accent particulier sur les produits alimentaires et non alimentaires, l'eau potable, l'assainissement, l'accès aux soins de santé de base, y compris les services de lutte contre le VIH/SIDA, les IST et la tuberculose, l'aide psychosociale aux victimes de violence basée sur le genre, et les activités facilitant la reconstruction du cadre de vie.

Je rend hommage à John Holmes pour le travail remarquable qui a permis de disposer des ressources CERF nécessaires (\$195,000) pour la réalisation de cette étude combien importante, mais sur la pertinence de laquelle d'aucuns s'interrogent au moment où il est plus qu'urgent de fournir aux populations en détresse de la nourriture, des médicaments, etc.

Ce travail n'aurait été possible sans les efforts conjugués des agences du SNU (PNUD, UNICEF, UNHCR, OMS, UNFPA, FAO) et OCHA dont les différentes contributions ont permis d'améliorer le matériel de collecte (questionnaires et équipements) et l'analyse des résultats. Qu'elles trouvent ici, à travers ces quelques mots, l'expression de notre profonde gratitude pour cet exemple éloquent de solidarité inter-agences.

Je tiens particulièrement à exprimer ma reconnaissance à M. Toby LANZER, Coordonnateur Humanitaire et Représentant Résident du Programme des Nations Unies pour le Développement en République Centrafricaine qui, non seulement a mis à notre disposition \$71,221 des fonds ERF pour boucler le gap du financement, mais aussi a prodigué des conseils nombreux et précieux pour la réalisation de l'enquête.

J'adresse également mes vifs remerciements à l'École Nationale de la Statistique et d'Économie Appliquée d'Abidjan (ENSEA) et à l'Internal Displaced Monitoring Council (IDMC) pour leur précieux appui technique à travers Mme Anne Davies et M. Lazare Sika qui nous ont aidés dans la réalisation de cette étude combien complexe.

Nous exprimons en outre notre reconnaissance à tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à la réussite de cette enquête dont les résultats sont particulièrement expressifs et éloquents : préfets, Sous-préfets, autorités municipales, chefs des différentes communautés, consultants, enquêteurs, chefs d'équipe et superviseurs. Et comment oublier les personnes déplacées internes elles-mêmes et l'ensemble des populations de la zone étudiée qui ont courageusement participé à cette recherche ? Espérons que ce travail fera mieux connaître tous les drames qu'elles ont vécus, et que leur calvaire ne sera qu'un vague souvenir du passé !

*Basile O. Tambashe, PhD
Représentant de l'UNFPA*

TABLE DES MATIÈRES

Rédacteurs et contributeurs	ii
Avant – propos	iii
Table des matières	v
Liste des abréviations	ix
Liste des tableaux	xi
Liste des graphiques et figures	xiii
Résumé exécutif	xiv
Introduction	1
I. Contexte et justification	2
II. Liens avec l'undaf et le programme pays 2007-2011	3
PARTIE I : Objectifs, Définitions des concepts et Méthodologie	4
I. Objectifs	5
1.1 Objectif général	5
1.2 Objectifs spécifiques	5
II. Définition des principaux concepts	5
III. Méthodologie de l'enquête	6
3.1 Zone d'enquête	6
3.2 Échantillonnage	6
3.2.1 Type d'enquête et mode de tirage de l'échantillon	7
3.2.2 Détermination de la taille de l'échantillon et ventilation dans les strates	8
3.3 Supports de collecte	8
3.3.1 Fiche de dénombrement	8
3.3.2 Questionnaire ménage	9
3.3.3 Questionnaire individuel des PDI de 12 ans ou plus	9
3.4 Recrutement et formation du personnel	9
3.4.1 Recrutement et formation du personnel de collecte	9
3.4.2 Composition des équipes	10
3.5 Déroulement de la collecte	11
3.5.1 Déploiement des équipes sur le terrain	11
3.5.2 Reconnaissance des limites des AD et dénombrement des ménages	11
3.5.3 Sélection des ménages échantillon	11
3.5.4 Administration des questionnaires ménages et PDI	11
3.6 Traitement et analyse des données	12
3.6.1 Dépouillement manuel et codification	12
3.6.2 Saisie et traitement des données	12
3.7 Détermination des facteurs d'extrapolation et des coefficients de pondération	12
3.7.1 Calcul du facteur d'extrapolation pour estimer le volume global des PDI	13
3.7.2 Calcul des coefficients de pondération des fichiers Ménage, Individu et PDI	13
3.8 Difficultés rencontrées et solutions envisagées	14
3.8.1 Difficultés liées à la logistique	14
3.8.2 Insécurité et impraticabilité des routes	14
3.8.3 Leçons apprises	15
Partie ii : Présentation des résultats	16
I. Taux de couverture de l'enquête	17

II.	Estimation de l'effectif de la population de la zone d'étude et des déplacés et classification des pdi en « accueillies », « Réinstallées » et « Retournées »	17
2.1	Volume et répartition spatiale de la population de la zone d'étude.....	17
2.2	Volume, répartition spatiale et poids des PDI actuelles dans la zone d'étude.....	18
2.2.1	Volume et répartition spatiale des PDI actuelles	18
2.2.2	Poids des PDI actuelles dans la population de la zone d'étude	19
2.3	Volume et répartition spatiale des PDI de retour dans la zone d'étude	20
2.4	Catégorisation des PDI selon le sexe et le milieu de résidence	21
2.5	Catégorisation des PDI selon la préfecture	22
	Vue d'ensemble sur l'estimation de l'effectif de la population et des déplacés dans la zone d'étude et sur la classification des PDI.....	22
III.	Profil sociodémographique, socioculturel et socioéconomique des pdi et de la population hôte	23
3.1	Profil sociodémographique	23
3.1.1	Répartition des PDI et de la population hôte par sexe et âge : une majorité de femmes et d'enfants déplacés.....	23
3.1.2	Répartition des PDI et de la population hôte selon le statut matrimonial par sexe 24	
3.2	Profil socioculturel.....	25
3.3	Profil socioéconomique.....	26
	Vue d'ensemble sur le profil des PDI et de la population hôte.....	27
IV.	Caractéristiques des ménages selon qu'ils accueillent ou non des pdi	28
4.1	Taille et typologie des ménages	28
4.1.1	Taille des ménages.....	28
4.1.2	Typologie des ménages.....	29
4.2	Caractéristiques des logements.....	30
4.2.1	Statut d'occupation et coût du loyer.....	30
4.2.2	Type de logement	30
4.2.3	Nombre de pièces occupées par le ménage	31
4.2.4	Principal lieu d'aisance	31
4.2.5	Principale source d'approvisionnement en eau de boisson.....	32
4.2.6	Mode d'éclairage	32
4.3	Équipement des ménages	32
	Vue d'ensemble sur les caractéristiques des ménages	33
V.	Situation sanitaire et scolarisation des enfants dans les ménages.....	34
5.1	Situation sanitaire des ménages.....	34
5.1.1	Morbidité plus fréquente dans les ménages avec PDI	34
5.1.2	Prédominance du paludisme, des diarrhées et des infections respiratoires.....	35
5.1.3	Forte implication des parents biologiques dans les soins.....	35
5.2	Situation de la scolarisation des enfants.....	36
5.2.1	Une faible fréquentation scolaire des enfants.....	36
5.2.2	Prise en charge des frais scolaires par les parents biologiques.....	37
5.2.3	Manque de moyens financiers : principale raison de la non-fréquentation scolaire. L'insécurité aussi mise en cause par les ménages avec PDI	37
	Vue d'ensemble sur la situation sanitaire et de scolarisation des enfants des ménages...	38
VI.	Accueil des pdi dans les ménages et retombées dans les dépenses.....	39
6.1	Nombre de PDI accueillies dans les ménages depuis 2006.....	39
6.2	Démarches entreprises pour l'accueil des PDI dans les ménages.....	40
6.3	Perceptions relatives à l'accueil des PDI	40
6.4	Changement dans les dépenses des ménages.....	40
	Vue d'ensemble sur l'accueil des PDI dans les ménages et retombées dans les dépenses des ménages.....	41

VII. Itinéraire migratoire et réinsertion sociale des différentes catégories de personnes déplacées.....	42
7.1 Motifs du départ de la localité d'origine.....	42
7.2 Présence d'au moins un autre déplacé dans le ménage	44
7.3 Analyse de la situation spécifique des PDI retournées.....	45
7.3.1 Période de retour des PDI dans la localité d'origine : encore des incertitudes.....	45
7.3.2 Principales raisons de retour des PDI dans la localité d'origine	46
7.3.3 Conditions d'accueil dans la localité d'origine	47
7.3.4 Conditions de vie depuis le début de la crise	48
7.4 Analyse de la situation spécifique des PDI réinstallées.....	49
7.4.1 Période de création du ménage dans la localité actuelle	49
7.4.2 Raisons de création du ménage dans la localité actuelle	50
7.4.3 Conditions d'accueil dans la localité de réinstallation	52
7.4.4 Évolution des conditions de vie des réinstallées	53
7.4.5 Accès des PDI réinstallées à leur résidence d'origine	54
7.4.6 Motivations d'un retour éventuel dans la localité d'origine	55
7.5 Analyse de la situation spécifique des PDI accueillies	55
7.5.1 Période d'accueil des PDI dans le ménage	55
7.5.2 Principales raisons du choix du ménage d'accueil par les PDI accueillies	55
7.5.3 Conditions d'accueil des PDI dans le ménage	56
7.5.4 Évolution des conditions de vie des PDI accueillies suite à la crise	56
Vue d'ensemble sur l'itinéraire migratoire et les conditions de réinsertion des PDI	57
VIII. Cohésion sociale et aide/assistance aux pdi et aux ménages affectés	58
8.1 Participation des PDI à la vie communautaire/associative	58
8.1.1 Intérêt manifeste des PDI à la vie communautaire et associative	58
8.1.2 Prédominance de l'affiliation à des associations/communautés religieuses	60
8.2 Aide et assistance des autres ménages et des proches aux populations affectées par la crise.....	61
8.2.1 Aide/Assistance en provenance d'autres ménages.....	61
8.2.2 Aide/Assistance en provenance des proches.....	61
8.3 Aide et assistance extérieure aux populations affectées par la crise	62
8.3.1 Ampleur de l'aide	62
8.3.2 Provenance de l'aide extérieure	63
8.3.3 Nature de l'aide extérieure reçue.....	63
Vue d'ensemble sur la cohésion sociale et l'aide/assistance aux PDI et aux ménages affectés.....	64
IX. Conditions sécuritaires, dommages subies par les pdi et préoccupations exprimées ..	65
9.1 Situation sécuritaire perçue par les PDI.....	65
9.1.1 Perception des PDI sur la situation sécuritaire dans leur lieu de résidence	65
9.1.2 Raisons de l'insécurité perçue.....	66
9.2 Violences subies par les PDI ou leurs membres de leur famille	66
9.2.1 Prévalence déclarée des violences subies par un membre de la famille des PDI	66
9.2.2 Lieu où ont été perpétrées les violences	67
9.3 Nature des violences subies.....	67
9.4 Pertes matérielles ou en vie humaine subies par les PDI.....	68
9.4.1 Importance des PDI ayant subi de perte	69
9.4.2 Nature des pertes subies.....	69
9.5 Propositions/préoccupations des PDI en matière de protection	70
Vue d'ensemble sur les conditions sécuritaires, les dommages subies par les PDI et leurs préoccupations	72
Conclusion générale.....	74
Rappel des objectifs et de la méthodologie.....	75

Synthèse des principaux résultats.....	75
Recommandations	79
Références bibliographiques.....	xvi
Annexes	I
ANNEXE 1 : OUTILS DE COLLECTE.....	II
II. QUESTIONNAIRE MENAGE	III
QUESTIONNAIRE MENAGE	III
INSTRUCTION POUR ENQUETEUR/ENQUETRICE - LIRE A HAUTE VOIX.....	VIII
III. QUESTIONNAIRE PERSONNE DEPLACÉE	XI
ANNEXE 2 : METHODOLOGIE DE L'ECHANTILLONNAGE	XVI
ANNEXE 3 : LISTE DES SUPERVISEURS, CHEFS D'EQUIPE, ENQUETEURS, AGENTS DE CODIFICATION ET AGENTS DE SAISIE.....	XXXVI

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AD	Aire de Dénombrement
APRD	Armée populaire pour la restauration de la démocratie
BCR	Bureau Central du Recensement
CERF	<i>Central Emergency Response Fund</i>
COOPI	Coopération Italienne
CM	Chef de ménage
CPAP	<i>Country Programme Action Plan</i>
CSPRO	<i>Census and Survey Processing system</i> (Logiciel de saisie de données)
DGS	Direction Générale de la Statistique de l'Université de Lomé
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
ENSEA	École Nationale Supérieure de Statistique et d'Économie Appliquée
FACA	Forces Armées Centrafricaines
FAO	<i>Food and Agriculture Organisation</i> (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture)
FDPC	Front Démocratique pour le Peuple Centrafricain
FOMUC	Force Multinationale de Centrafrique
HCR	Haut Commissariat pour les Réfugiés
IDMC	<i>Internal Displaced Monitoring Council</i>
INS	Institut National de la Statistique
IST	Infection Sexuellement Transmissible
OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires)
OIM	Organisation Internationale pour la Migration
OMD	Objectif du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
NRC	Norwegian Refugee Council
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PDI	Personne Déplacée Interne
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RCA	République Centrafricaine
RDC	République Démocratique du Congo
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitation
SIDA	Syndrome d'Immunodéficience Acquise
SNU	Système des Nations Unies
UFDR	Union des forces démocratiques pour le rassemblement
UNDAF	<i>United Nations Development Assistance Framework</i> (Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement)
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNHAS	United Nations Humanitarian Air Service
UNHCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés

UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
URD	Unité de Recherche Démographique de Lomé
VIH	Virus d'Immunodéficience Humaine

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 01 :	Répartition (effectif) de l'échantillon des AD et des ménages à enquêter par préfecture et milieu de résidence -----	8
Tableau 02 :	Répartition (Effectif et %) de la population totale de la zone d'étude par préfecture selon le milieu de résidence-----	17
Tableau 03 :	Répartition (en %) des PDI actuelles vivant dans la zone au moment de l'enquête par préfecture selon le milieu de résidence -----	19
Tableau 04 :	Poids démographique des PDI actuelles dans les populations des préfectures par milieu de résidence (% des PDI dans la population)-----	20
Tableau 05 :	Répartition (en %) des PDI de retour dans la zone d'étude par préfecture selon le milieu de résidence-----	21
Tableau 06 :	Répartition (en %) des déplacés par préfecture selon la catégorie d'appartenance ----	22
Tableau 07 :	Pourcentage de femmes parmi les PDI actuelles, les PDI retournées et les non déplacés par groupe d'âge -----	24
Tableau 08 :	Répartition (en %) des PDI actuelles, des PDI retournées et des non déplacés âgés de 15 ans et plus selon le statut matrimonial par sexe-----	25
Tableau 09 :	Répartition (en %) des PDI actuelles, des PDI retournées et des non déplacés selon certaines caractéristiques socioculturelles par sexe -----	26
Tableau 10 :	Répartition (en %) des PDI actuelles, des PDI retournées et des non déplacés selon certaines caractéristiques socioculturelles par sexe -----	27
Tableau 11 :	Tailles moyenne et médiane des ménages selon qu'ils accueillent ou non des PDI et selon le sexe du chef de ménage -----	29
Tableau 12 :	Répartition (en %) des ménages par typologie des ménages selon le type de ménages -----	29
Tableau 13 :	Coûts moyen et médian (en FCFA) du loyer mensuel du logement par type de ménages et selon le sexe du chef de ménage -----	30
Tableau 14 :	Répartition (en %) des ménages par nombre moyen de personnes par pièce selon le type de ménage -----	31
Tableau 15 :	Répartition (en %) des ménages par principale source d'approvisionnement en eau de boisson selon le type de ménage-----	32
Tableau 16 :	Pourcentage de ménages possédant différents biens d'équipement selon la présence ou non de PDI dans le ménage -----	33
Tableau 17 :	Fréquence des épisodes morbides parmi les membres des ménages enquêtés selon le type de ménage -----	34
Tableau 18 :	Pourcentage des membres des ménages enquêtés qui ont été souvent ou quelques fois malades par type de maladies dont ils ont souffert -----	35
Tableau 19 :	Pourcentage des malades qui citent différents types de personnes/structures ayant pris en charge le coût des soins et selon le type de ménage dans lequel ils vivent-----	35
Tableau 20 :	Répartition (en %) des membres des ménages enquêtés âgés de 6-24 ans et plus selon la fréquentation scolaire et par type de ménages et sexe de l'enfant-----	37
Tableau 21 :	Pourcentage d'enfants pour lesquels différents types de personnes/structures ont pris en charge les frais scolaires selon le type de ménage dans lequel ils vivent -----	37
Tableau 22 :	Raisons de la non fréquentation scolaire des 6-24 ans au cours de l'année 2006-2007 par type de ménage (% d'enfants non scolarisés pour lesquels la raison est évoqué)-----	38
Tableau 23 :	Nombres moyen et médian de PDI accueillies dans les ménages depuis 2006 selon que le ménage comptait déjà une PDI ou non et selon le sexe du chef de ménage-----	39
Tableau 24 :	Nombres moyen et médian de PDI accueillies dans les ménages depuis 2006 selon le type de ménage et la préfecture -----	39
Tableau 25 :	Répartition (%) des ménages ayant accueilli des PDI depuis 2006 selon la démarche qui a permis l'accueil et selon que le ménage comptait déjà une PDI ou pas -----	40
Tableau 26 :	Répartition (%) des chefs de ménage selon leurs perceptions sur l'accueil des personnes déplacées dans les ménages pat type de ménage -----	40
Tableau 27 :	Répartition des chefs de ménage selon leurs perceptions du changement dans les dépenses du ménage pour plusieurs postes de dépense -----	41
Tableau 28 :	Répartition (%) des PDI par préfecture selon les principaux motifs de départ de la localité d'origine -----	43

Tableau 29 :	Répartition (en %) des PDI de 1é ans et plus réinstallées selon le degré d'acception dans la localité d'accueil par milieu de résidence et par sexe -----	52
Tableau 30 :	Répartition (en %) des PDI de 12 ans et plus réinstallées selon leur opinion sur l'évolution de leurs conditions de vie suite à la crise par milieu de résidence et par sexe-----	53
Tableau 31 :	Pourcentage de PDI participant à une vie communautaire / associative selon certaines de leur caractéristiques-----	59
Tableau 32 :	Répartition (en %) des PDI selon le type de communauté / association auxquels elles appartiennent par préfecture -----	60
Tableau 33 :	Pourcentage de PDI ayant reçu une aide extérieure selon certaines de leurs caractéristiques-----	62
Tableau 34 :	Pourcentage de PDI ayant reçu de l'aide extérieure selon la provenance de l'aide par préfecture -----	63
Tableau 35 :	Pourcentage de PDI assistés selon la nature de l'aide extérieure reçue par préfecture-----	64
Tableau 36 :	Pourcentage de PDI ayant affirmé qu'un membre de leur famille a subi des violences par lieu où la violence a été perpétrée et selon le type de PDI-----	67
Tableau 37 :	Pourcentage de PDI ayant affirmé qu'un membre de leur famille a subi des violences par nature de la violence subie et selon le type des PDI -----	68
Tableau 38 :	Pourcentage de PDI qui déclarent avoir subi une quelconque perte (matérielle ou en vie humaine) au cours de la crise selon la catégorie et le sexe des PDI -----	69
Tableau 39 :	Répartition (en %) des PDI par nature de la perte subie citée en 1 ^{ère} position selon la catégorie des PDI et le sexe -----	69
Tableau 40 :	Répartition (en %) des PDI selon la préoccupation majeure citée en 1 ^{ère} position par catégorie de PDI -----	71
Tableau 41 :	Répartition (en %) des PDI selon la préoccupation majeure citée en 2 ^{nde} position par catégorie de PDI -----	71
Tableau 42 :	Répartition (en %) des PDI selon la préoccupation majeure citée en 3 ^{ème} position par catégorie et sexe des PDI -----	72

LISTE DES GRAPHIQUES ET FIGURES

Graphique	Page
<u>Graphique 01.</u> Localisation de la zone d'étude	06
<u>Graphique 02.</u> Pourcentage de la population de la zone d'étude vivant en milieu urbain par préfecture	17
<u>Graphique 03.</u> Pourcentage des PDI de la zone d'étude vivant en milieu urbain par préfecture	18
<u>Graphique 04.</u> Pourcentage des PDI de retour dans la zone d'étude vivant en milieu urbain par préfecture	19
<u>Graphique 05 :</u> Répartition des PDI de 12 ans et plus selon la catégorie par milieu de résidence	20
<u>Graphique 06 :</u> Pyramide des âges de la population des PDI actuelles (accueillies et réinstallées)	22
<u>Graphique 07 :</u> Pyramide des âges de la population des PDI retournées	22
<u>Graphique 08 :</u> Répartition des ménages selon le type de logement et selon qu'ils accueillent ou non une PDI	28
<u>Graphique 09 :</u> Répartition des ménages selon le type de lieu d'aisance et selon qu'ils accueillent ou non une PDI	29
<u>Graphique 10 :</u> Motifs évoqués par les PDI de 12 ans et plus pour justifier le départ de leur localité d'origine	40
<u>Graphique 11 :</u> Répartition des déplacés de 12 ans et plus selon le motif du départ par catégorie de PDI	41
<u>Graphique 12 :</u> Pourcentage de PDI qui vivent dans un ménage accueillant une autre PDI par préfecture	41
<u>Graphique 13 :</u> Pourcentage de PDI vivant dans un ménage accueillant une autre PDI par sexe selon la catégorie de PDI	42
<u>Graphique 14 :</u> Répartition des PDI retournées selon la période de retour par préfecture	43
<u>Graphique 15 :</u> Répartition des PDI retournées selon le motif du retour par préfecture	43
<u>Graphique 16 :</u> Répartition des PDI retournées selon le type d'accueil reçu au lieu d'origine par préfecture	44
<u>Graphique 17 :</u> Répartition des PDI retournées selon le type d'accueil reçu au lieu d'origine par sexe et milieu de résidence	45
<u>Graphique 18 :</u> Répartition des PDI 12 ans et plus retournées selon leur perception de l'évolution des conditions de vie dans leur lieu d'origine par préfecture	45
<u>Graphique 19 :</u> Répartition des PDI retournées selon leur perception de l'évolution des conditions de vie dans leur lieu d'origine depuis le début de la crise par sexe et milieu de résidence	46
<u>Graphique 20 :</u> Pourcentage des PDI réinstallées par milieu de résidence selon la période de fondation du ménage dans la localité actuelle	47
<u>Graphique 21 :</u> Répartition des PDI de 12 ans et plus selon la période de réinstallation par préfecture	47
<u>Graphique 22 :</u> Répartition des PDI de 12 ans et plus réinstallées selon la raison de la réinstallation par milieu de résidence	48
<u>Graphique 23 :</u> Répartition des PDI de 12 ans et plus réinstallées selon la raison de la réinstallation par préfecture	48
<u>Graphique 24 :</u> Répartition des PDI de 12 ans et plus réinstallées selon leur degré d'acceptation dans leur nouvelle localité par préfecture	49
<u>Graphique 25 :</u> Répartition des PDI de 12 ans et plus réinstallées selon leur perception de l'évolution de leurs conditions de vie suite à la crise par préfecture	50
<u>Graphique 26 :</u> Répartition des PDI réinstallées selon l'accès à leur résidence d'origine	51
<u>Graphique 27 :</u> Répartition des PDI accueillies selon la période d'accueil dans le ménage par milieu de résidence	52
<u>Graphique 28 :</u> Répartition des PDI accueillies selon leur perception de l'évolution de leurs conditions de vie suite à la crise	53
<u>Graphique 29 :</u> Pourcentage de PDI ayant bénéficié de l'aide/assistance d'un proche par préfecture	58
<u>Graphique 30 :</u> Pourcentage de PDI ayant bénéficié de l'aide/assistance d'un proche par préfecture	63

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'étude visait à fournir au Gouvernement et aux agences et ONG humanitaires des informations sur le volume, la répartition spatiale et le profil des personnes déplacées internes (PDI) suite aux crises militaro-politiques qui secouent une partie du pays de manière récurrente depuis 2002 ainsi que sur leurs conditions de vie et celles des populations hôtes pour un meilleur ciblage des interventions en leur faveur. Une enquête par sondage stratifiée à deux degrés a permis de recueillir des données sur la population générale, les PDI et les ménages des sept préfectures du pays les plus concernées par l'instabilité militaro-politique. Il s'agit de la Nana-Mambéré, l'Ouham-Pendé, l'Ouham, la Nana-Grébizi, le Bamingui-Bangoran, la Haute-Kotto et enfin la Vakaga. L'enquête a eu lieu auprès de 5.328 ménages dont les chefs ont été interviewés ainsi que 8.499 PDI âgés de 12 ans et plus vivant dans ces ménages.

Les données recueillies permettent d'estimer à 1.341.493 la population vivant dans les sept préfectures au moment de l'enquête, à 124.535 le nombre de PDI actuelles (accueillies et réinstallées) vivant dans la zone et à 888.235 le nombre de PDI retournées dans ladite zone depuis 2002. Moins du quart de la population totale vit en milieu urbain et est majoritairement concentrée dans l'Ouham et l'Ouham-Pendé (entre 70 et 80 % d'eux).

Les PDI actuelles représentent près du dixième (9,3 %) de l'ensemble de la population vivant dans les sept préfectures. Elles sont 12 % de la population urbaine et 8 % en milieu rural. De fortes disparités existent entre préfectures puisque 17 % de la population de la Haute-Kotto sont des déplacés, 12 % dans la Vakaga et l'Ouham-Pendé et moins de 9 % ailleurs.

Les PDI vivant dans la zone de l'étude se répartissent en retournées (89 %), réinstallées (10,6 %) et accueillies (0,6 %). Cette prédominance des retournées traduit une volonté des PDI de regagner leur localité d'origine en cas de rétablissement de la sécurité. Les retours sont plus observés dans le Bamingui-Bangoran, l'Ouham-Pendé et la Nana-Grébizi (plus de 9 PDI sur 10 dans ces préfectures sont des retournées). La réinstallation des PDI est très fréquente dans la Nana-Mambéré (69 % des PDI dans la préfecture sont des réinstallées), et dans une moindre mesure dans la Haute-Kotto, la Vakaga et l'Ouham (entre 11% et 28 % de réinstallées). Enfin, les accueillies sont proportionnellement significatifs parmi les PDI de la Nana-Mambéré (11 %) et de la Haute-Kotto (4,5 %).

L'analyse du profil sociodémographique, socioculturel et socioéconomique des PDI actuelles, des PDI retournées et des non déplacés fait apparaître quelques différences entre ces différents groupes qui portent la marque de l'impact des crises.

Il est ainsi apparu un déficit d'hommes parmi les PDI actuelles entre 15 et 39 ans (entre 54 et 59 % de femmes), un déficit de filles parmi les PDI actuelles de sexe féminin, un déficit d'enfants parmi les PDI retournées, et un déficit particulièrement prononcé d'hommes de 20-24 ans parmi les PDI de sexe masculin. L'important déficit d'hommes aux âges adultes pourrait s'expliquer en partie par l'enrôlement des hommes de cette tranche d'âge dans les mouvements armés, les tueries sélectives lors des attaques des villes et villages, ou l'émigration vers le Tchad et le Cameroun. Il se pourrait également que les ménages aient opté de faire partir en priorité les femmes (et les enfants) dans les zones plus sécuritaires. Par ailleurs, les PDI retournées sont plus nombreux à vivre actuellement en union et moins en célibataires que les autres, traduisant probablement leur volonté de se construire (ou reconstruire) une nouvelle vie plus stable.

Le profil socioculturel révèle que les PDI sont majoritairement d'obédience chrétienne suivies des musulmans. La population de la zone d'étude est majoritairement analphabète (entre 28 et 40 % seulement savent lire et écrire) et faiblement instruite (entre 49 et 54 % n'ont jamais

fréquenté l'école). Les retournées et les femmes sont les plus analphabètes et les moins instruits suivis des PDI actuelles, les non déplacés étant les mieux lotis.

Enfin, il ressort de l'analyse que les crises ont eu un impact négatif sur l'activité économique, impact qui se ressent plus parmi les PDI actuelles (73 % seulement d'entre eux ont une occupation contre 85 % des retournées et 81 % des non déplacés). Le plus grand dynamisme économique des PDI retournées serait une preuve de plus de leur volonté de surmonter les épreuves traversées et de rebâtir leur vie. L'écrasante majorité des occupés (plus des trois quarts) évoluent dans le secteur agricole, et travaillent pour leur propre compte (entre 84 % et 90 %), qu'ils soient hommes ou femmes, déplacés ou non. Le salariat est plutôt répandu parmi les PDI actuelles hommes (15 % sont salariés) et les hommes non déplacés (12 %).

Dans les sept préfectures étudiées, près de 7 % des ménages ont accueilli des PDI depuis le début de la crise (2002). Les ménages dirigés par les hommes et les ménages urbains sont proportionnellement plus nombreux à être dans cette situation. Parmi les ménages qui ont accueilli des déplacés, 88 % en ont reçu entre une et dix. Le nombre moyen de PDI accueillies est de 6, sans grande différence selon le sexe du chef de ménage. Les différences selon la préfecture sont par contre très prononcées : au moins 10 PDI accueillies depuis 2002 en moyenne par ménage dans la Vakaga, le Bamingui-Bangoran et l'Ouham contre 4 environ dans la Nana-Mambéré et la Nana-Grébizi.

L'accueil des PDI dans le ménage a le plus souvent été le fruit de la seule initiative de la personne déplacée elle-même (un peu plus de la moitié des cas), mais a quelques fois résulté d'une entente familiale ou d'un entretien entre le CM et la personne à accueillir. Il est toutefois remarquable de relever que dans le quart des ménages qui ne comptaient pas de PDI, c'est le chef de ménage tout seul qui a pris l'initiative d'en accueillir. Ceci témoigne du caractère spontané de la solidarité des populations des zones d'accueil à l'endroit de leurs compatriotes déplacées. Cependant même si les populations sont disposées à accueillir des PDI, mais cette disposition semble avoir des limites. En effet, l'arrivée des PDI dans le ménage est positivement perçue dans la majorité des ménages où il n'y avait pas auparavant des PDI (71 %), mais elle l'est beaucoup moins dans les ménages où vit déjà une PDI (46,5 %).

La quasi-totalité des chefs de ménage ayant accueilli des PDI ont déclaré avoir effectué des dépenses en faveur de ces derniers. Les postes dont la hausse a le plus été évoqué sont le déplacement/transport, l'alimentation, l'habillement, l'énergie/électricité, la santé et dans une moindre mesure l'éducation/scolarisation. Globalement, 62 % des chefs de ménages ayant accueilli des PDI estiment que le surplus de dépenses était important, mais peu d'entre eux (entre 10 % et 20 %) attribuent cette hausse à la présence de déplacés dans le ménage ou à l'insécurité/conflit. Ils sont 60 % à penser que l'augmentation de leurs dépenses est liée au renchérissement du coût de la vie de manière générale.

Les résultats de l'analyse des caractéristiques des ménages révèlent que les ménages accueillant des PDI vivent globalement dans une plus grande précarité que les ménages n'en accueillant pas, en termes de standing du logement, du type de lieu d'aisance, des biens et équipements possédés et de la taille et composition des ménages.

La question sécuritaire est ressortie comme le tout premier motif des déplacements des populations fuyant les zones de conflit. Quelques spécificités régionales apparaissent cependant. Par exemple, les risques de famine ont été évoqués par une forte proportion de PDI dans l'Ouham-Pendé (31 %) et presque pas du tout dans l'Ouham (moins de 1 %). Le risque d'enrôlement forcé dans les groupes armés a fait fuir un grand nombre parmi les PDI enquêtés dans la Nana-Mambéré (22 %), le Bamingui (15 %) et l'Ouham-Pendé (10 %).

Concernant la réinsertion sociale des PDI, la majorité des PDI retournées a regagné sa localité d'origine entre 2002 et 2006, suite au retour de l'accalmie dans la localité d'origine ou à l'aggravation de l'insécurité dans la localité de refuge. De même, les PDI accueillies ont dans leur majorité (72 %) intégré leur ménage d'accueil entre 2006 et 2007. L'accueil est plus récent en milieu rural et dans la Haute-Kotto et la Nana-Mambéré. La quasi-totalité d'entre elles a avancé des raisons sociales (liens familiaux ou amicaux, conseils/initiatives des proches...) pour justifier le choix porté sur le ménage d'accueil. Par contre les deux tiers des PDI qui se sont réinstallées l'ont fait récemment (entre 2006 et 2007), surtout celles du milieu urbain et du Bamingui. La réinstallation des PDI en ville est motivée plus par des garanties de sécurité tandis qu'en milieu rural elle tient essentiellement à l'élan de solidarité sociale.

Pour la plupart des PDI, le retour dans la localité d'origine, la réinstallation et l'accueil dans les ménages en zone hôte se sont effectués dans de bonnes conditions car les neuf dixièmes d'entre elles ont déclaré avoir été bien acceptées. Toutefois, la réinstallation a connu un succès plus mitigé dans la Vakaga et l'Ouham-Pendé (moins de 70 % des réinstallées bien acceptés) et pour les femmes en ville (78 % de bien acceptées) comparée à la campagne (93 %).

De l'avis de l'écrasante majorité des PDI, les crises militaro-politiques qui ont secoué le pays ont entraîné une dégradation de leurs conditions de vie. Cependant, et contre toute attente, des proportions élevées d'entre elles estiment qu'il y a eu amélioration : 12 % parmi les retournées (ils sont 28 % dans l'Ouham et la Vakaga), 17 % parmi les réinstallées (20 % chez les femmes contre 14 % chez les hommes, 18 % en milieu rural contre 14 % en milieu urbain, plus de 30 % dans la Vakaga et l'Ouham), et 10 % chez les accueillies. Ces résultats soulèvent beaucoup d'intrigues et méritent des investigations supplémentaires.

Près du tiers des réinstallées a déclaré n'avoir jamais eu accès à sa résidence laissée dans la zone d'origine et 38 % n'y ont eu accès que rarement. Les PDI réinstallées qui n'avaient jamais effectué de visites dans leur résidence d'origine évoquent principalement l'insécurité, le fait que l'habitat avait été détruit et enfin les contraintes imposées par la scolarisation des enfants. Parmi les PDI réinstallées qui comptent déménager après la crise, le choix de leur nouvelle destination serait principalement guidé par de meilleures conditions de vie et plus d'opportunités d'emploi dans les zones où elles comptent ultimement s'installer et/ou par une détérioration du climat de sécurité dans la zone de résidence actuelle. Comme l'on pouvait s'y attendre, leur intention de retourner un jour dans leur localité d'origine est conditionnée essentiellement par l'amélioration de la situation sécuritaire sur place ou sa détérioration dans la localité d'accueil.

L'analyse montre que sur le plan individuel, les PDI dans leur déplacement forcé ne sont pas restées les bras croisés. Pour s'assurer une meilleure protection, défendre leurs intérêts et trouver des solutions à leurs problèmes communs, elles se sont orientées vers les communautés/associations. Sept PDI âgées de 12 ans ou plus sont membres d'une association ou d'une communauté. Les principales formes d'associations vers lesquelles elles se sont tournées sont de type religieux (neuf PDI sur dix adhèrent à une communauté de ce type), et dans une moindre mesure des groupements agropastoraux, des clubs sportifs, des associations de quartier et des associations des jeunes.

Face à l'ampleur des besoins, les concours proposés se sont avérés nettement insuffisants. Aux dires des PDI, très peu d'entre elles ont bénéficié d'une aide/assistance de la part des ménages de l'entourage, des proches (parents, amis, collègues) et de sources extérieures (agences et ONG humanitaires, État, administration locale, communautés religieuses...). En effet, moins d'un quart (22 %) des ménages qui n'accueillaient pas de personnes déplacées au moment de l'enquête et un tiers de ceux qui en hébergeaient ont apporté une assistance aux familles qui étaient en difficulté du fait de la crise. Moins du cinquième des PDI (18 %) a

affirmé avoir bénéficié du soutien des proches (parents, amis, collègues et autres). Concernant la manifestation de la solidarité extérieure aux PDI, elle n'est pas très développée non plus. Dans l'ensemble, seulement 17 % des PDI ont affirmé avoir bénéficié d'une aide ou d'un appui d'une structure ou organisation depuis le déclenchement de la crise. Des déclarations des PDI, il résulte que l'aide extérieure est essentiellement concentrée dans les préfectures de la Vakaga (82 % des PDI en ont bénéficié), et à un degré moindre à la Nana-Grébizi (30 %). Nulle part ailleurs la proportion de PDI ayant bénéficié d'une aide extérieure n'a atteint les 12 %. L'aide/assistance a profité beaucoup plus aux PDI se trouvant dans les centres urbains (24 %), aux personnes en rupture d'union (20,1 %), aux musulmans (38 %), aux chômeurs (24 %), aux femmes au foyer (27 %) et aux instruits (19 %). Il n'apparaît par contre pas de différence selon le genre et l'âge.

Pour ceux qui en ont bénéficié, l'aide/assistance concerne essentiellement le domaine sanitaire et alimentaire. Elle est venue principalement des organisations humanitaires internationales. Dans une moindre mesure, les parents, les communautés religieuses et les ONG nationales sont également cités comme donateurs de l'aide reçue par les personnes déplacées. L'État n'est intervenu que de manière marginale.

Les PDI continuent à ne pas se sentir en sécurité, même parmi celles qui ont préféré retourner dans leur localité d'origine. En effet seul un peu plus de la moitié des retournées chefs de ménage déclare qu'il se sent en sécurité contre 77 % des PDI CM réinstallées. Chez les PDI non chefs de ménage, environ 56 % pensent être en sécurité avec de grandes différences selon la catégorie : 53 % chez les retournées, 76 % chez les PDI réinstallées et 90 % chez les accueillies. Pour l'ensemble des PDI qui ne se sentent pas en sécurité, tant dans leur zone d'origine que dans leur nouvel environnement de vie, trois raisons sont principalement avancées : la criminalité et les violences (citées par 76 % d'entre elles), les intimidations (67 %) et enfin le traitement discriminatoire (16 %).

Concernant les violences subies, environ deux PDI de 12 ans et plus sur cinq ont déclaré qu'un membre de leur famille a été victime de violence lors de la crise. Chez les PDI accueillies hommes, cette proportion dépasse les trois quarts. En général, les violences ont été perpétrées à domicile, en brousse, au cours d'un déplacement et, dans une moindre mesure, lors de la détention ou dans la rue. Les violences subies par les proches des PDI sont variées mais les plus citées sont les violences physiques, les vols/pillages des biens, les menaces verbales et enfin le viol des jeunes filles et femmes.

Pour ce qui est des dommages que les conflits ont directement causé aux PDI interviewées, les sept dixièmes d'entre elles ont déclaré avoir subi une perte, matérielle ou en vie humaine. Toutes les préfectures sont touchées même si les proportions varient très sensiblement, de 31 % dans la Vakaga à 82 % dans l'Ouham-Pendé. Une proportion très élevée de PDI de 12 ans et plus (16 %) a ainsi rapporté le décès/assassinat d'un membre de leur famille (conjoint, enfant ou autre membre). Plus du quart des accueillies (26 %) a été ainsi endeuillé.

On a demandé à chaque enquêté d'exprimer trois préoccupations en rapport avec sa survie en les classant par ordre d'importance. Les préoccupations avancées sont de plusieurs ordres et touchent à tous les secteurs de la vie : sécurité physique et matérielle, économie, éducation, santé, habitat, famille, culture. Les préoccupations touchant le secteur de l'économie viennent en tête, car exprimées par plus de deux PDI sur cinq. Au plan social, la reconstruction du logement et l'accès aux services essentiels (éducation des enfants, soins de santé et eau potable) viennent en seconde position des préoccupations exprimées par les PDI.

A la lumière des résultats obtenus par la présente étude, quelques recommandations s'adressant aussi bien aux autorités administratives et politiques centrafricaines qu'à toute la communauté humanitaire peuvent être formulées. Elles suggèrent en général des actions rapides pour améliorer les conditions de survie et le cadre de vie des personnes déplacées.

Réactivation et organisation des associations des personnes déplacées internes

Dans la perspective de mieux impliquer les PDI dans la recherche de solutions à leurs problèmes à travers une approche participative, il serait judicieux de recenser, réactiver, organiser et consolider les associations de personnes déplacées dans les préfectures. Ceci serait facilité par la forte disposition des PDI à s'impliquer dans les activités associatives et communautaires, comme l'ont montré les résultats.

Amélioration des conditions de vie des personnes déplacées internes

Les principales conséquences des conflits sur les populations sont habituellement les déplacements forcés de populations, les destructions et pertes de biens, la généralisation de la pauvreté, la perturbation de la scolarité des enfants, l'insécurité alimentaire, les problèmes de santé... Les données de la présente étude l'ont confirmé pour le cas de la RCA. Les populations aspirent à retourner chez elles et à reconstruire une nouvelle vie dans la paix et la sécurité. Compte tenu du dénuement dans lequel vivent les déplacés et de la faiblesse de l'aide qui leur est octroyée, l'État, le SNU et les ONG devraient agir en synergie pour identifier les voies et moyens d'améliorer les conditions de vie des PDI dont une bonne partie des problèmes est désormais bien identifiée par la présente étude. A titre d'exemple, sur le plan sanitaire, des unités de soins mobiles pourraient intervenir dans les zones rurales alors que dans les villes, des subventions et des dons en médicaments pourraient être octroyés aux centres communautaires de santé urbains pour une prise en charge de proximité et la réduction des frais de déplacement des malades. Afin de renforcer le soutien aux ménages d'accueil, il serait souhaitable d'accroître la distribution des produits alimentaires et d'hygiène surtout.

Retour et sécurisation des PDI réinstallées et accueillies

Sur le plan sécuritaire, la mise en œuvre effective des pourparlers de la paix et le redéploiement de l'armée nationale dans les zones affectées seraient un catalyseur pour le retour des PDI. Les raisons sécuritaires sont ressorties comme la cause principale de la fuite des PDI et le rétablissement de la sécurité comme une condition importante pour le retour dans leur localité d'origine.

Réconciliation et reconstruction de la cohésion sociale

La mise en place de panel formel de discussions réunissant tous les leaders communautaires, politiques et administratifs en vue de la définition d'un plan de sensibilisation des populations à la paix et à la concorde nationale devrait pouvoir accélérer le processus de réconciliation. Le règlement définitif de la question sécuritaire passe nécessairement par cette réconciliation et la promotion de la culture de la paix entre tous les Centrafricains.

INTRODUCTION

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La République Centrafricaine (RCA) couvre une superficie de 623.000 Km². Elle est frontalière avec la République Démocratique du Congo (RDC), la République du Congo, le Cameroun, le Tchad et le Soudan. Selon les projections du troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitation de 2003 (RGPH), en 2007 la RCA compte 4.216.664 habitants, dont plus de 60 % vivent en milieu rural. L'économie du pays repose essentiellement sur les activités agricoles, forestières et minières. Cependant, la pauvreté est généralisée avec plus de 67 % de la population qui vivent en dessous du seuil de pauvreté nationale.

Depuis 1996, le pays est confrontée à une série de crises militaro-politiques presque ininterrompue qui a entraîné d'énormes pertes en vie humaines, affaibli le système de production des ménages et provoqué dans certains cas leur dislocation. Malgré la mise en place d'un régime démocratique suite aux élections multipartites libres en 2004 et 2005 devant favoriser la réconciliation et l'unité nationales, la situation sociopolitique continue de se dégrader avec l'émergence de groupes rebelles au Nord du pays qui affrontent régulièrement les forces armées nationales. Cette partie du pays qui comprend les préfectures de l'Ouham, l'Ouham-Pendé, la Nana-Grébizi, le Bamingui-Bangoran et la Vakaga fait frontière avec le Tchad et le Soudan (principalement le Darfour) et concentre, à elle seule, plus de 26 % de la population centrafricaine.

L'impact direct de cette crise est la « prise en otage » de la population civile. Celle-ci est prise entre les feux croisés des différentes parties en conflit : les différents mouvements rebelles (APRD¹, UFDR², FDPC³) qui affrontent les forces armées centrafricaines (FACA). Ainsi, en tentant de prendre ou de garder le contrôle des zones pour plusieurs motifs (position de force lors des négociations, contrôle des productions illicites, contrôle des zones ou couloirs géostratégiques, etc.), les parties en conflit cherchent à contrôler de façons différentes les populations des zones concernées. Les enjeux du conflit se sont traduits malheureusement par une série d'impacts directs sur les populations, particulièrement celles les plus vulnérables que sont les personnes âgées, les femmes et les enfants.

D'une part, ces conflits ont eu pour conséquences les intimidations, les menaces, les séquestrations, les homicides et même des massacres et entraîné des déplacements massifs et forcés de populations, en particulier des femmes et filles enceintes ou allaitantes, des enfants de moins de cinq ans, des enfants en âge scolarisable, des personnes âgées, des handicapés physiques... Ces déplacements sont estimés par le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies (OCHA) à plus de 230.000 personnes en 2007. D'autre part, ils ont précarisé les conditions de vie des populations civiles en fuite par la destruction des logements, le vol du bétail et d'autres biens de première nécessité.

Contrairement à d'autres pays où les personnes déplacées internes (PDI), c'est-à-dire les personnes contraintes à fuir leur localité pour se réfugier dans un autre endroit à l'intérieur du pays, sont regroupées dans des camps où vivent dans des familles d'accueil, en République Centrafricaine, la situation se présente autrement. Dans la plupart des cas observés, les individus sont dispersés dans les campements de culture sans un minimum de protection et quelques uns vivent dans des familles d'accueil. Les rapports de mission des ONG locales ou internationales (COOPI, Croix Rouge Internationale) et des agences du système des Nations Unies (SNU) tels que l'UNICEF, le PAM, OCHA et le HCR dans ces zones de conflits montrent que les déplacés internes vivent dans un dénuement extrême au

¹ APRD : Armée populaire pour la restauration de la démocratie

² UFDR : Union des forces démocratiques pour le rassemblement

³ FDPC : Front Démocratique pour le Peuple Centrafricain

point que leur survie même est menacée. Elles sont privées d'eau potable, d'alimentation saine, de logement décent, de vêtements adéquats et de services de santé de qualité (elles se soignent le plus souvent avec des feuilles, des racines et d'écorces). Du fait de la pression résultant du regroupement anarchique, les PDI sont exposées aux maladies contagieuses, aux viols et grossesses non désirées et précoces (chez les femmes et les jeunes filles) les exposant ainsi aux risques d'infections sexuellement transmissibles (IST), y compris le VIH/SIDA. Par ailleurs, les enfants en fuite ont soit arrêté de fréquenter l'école suite au manque d'enseignants et aux pillages ou destructions des bâtiments pédagogiques et des documents et matériels didactiques, soit fréquentent des établissements de fortune créés pour la circonstance par les agences ou ONG humanitaires.

Les données disponibles à l'heure actuelle donnent quelques informations sur les besoins globaux des PDI en termes de santé, d'éducation, d'alimentation et de protection. Cependant, elles sont non seulement limitées à quelques sous-préfectures seulement (Paoua, Markounda, Kaga-Bandoro et Birao), mais fournissent peu d'informations détaillées sur l'effectif des PDI, leurs profils sociodémographiques, leurs conditions de vie et celles des populations hôtes, autant d'informations indispensables à l'élaboration, la mise œuvre, le suivi et l'évaluation de programmes spécifiques pour venir en aide à ces populations en détresse.

II. LIENS AVEC L'UNDAF ET LE PROGRAMME PAYS 2007-2011

Le Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (UNDAF) 2007-2011 prévoit dans le cadre du renforcement de la gouvernance démocratique et du respect des droits humains, une réponse collective du SNU dont l'objectif est d'instaurer un environnement de paix, de sécurité et de prospérité économique. Cette réponse suppose la disponibilité de données sociodémographiques désagrégées selon le genre, les groupes sociaux et les régions.

A cet effet, la réalisation de la présente étude est une contribution à la capacité de réponse des agences du SNU dans le cadre du volet humanitaire. Elle participe également à la réalisation du produit 2 de la composante Population et Développement *du Country Programme Action Plan* (CPAP) 2007-2011, particulièrement la « Disponibilité et l'utilisation de la base des données multisectorielles pour le suivi et l'évaluation du DSRP⁴ et des OMD⁵, ainsi que des politiques, plans et programmes sectoriels de développement ».

Le rapport est structuré en trois grandes parties. La première porte sur les objectifs de l'étude, la définition des concepts et la méthodologie adoptée. La seconde partie présente les résultats tandis que la dernière est composée de la conclusion suivie des recommandations.

⁴ DSRP : Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté

⁵ OMD : Objectif du Millénaire pour le Développement

PARTIE I :
OBJECTIFS, DÉFINITIONS DES CONCEPTS ET
MÉTHODOLOGIE

I. OBJECTIFS

1.1 Objectif général

L'étude vise à mettre à la disposition du Gouvernement centrafricain et des agences internationales une base de données fiable sur les personnes déplacées internes pour un meilleur ciblage des interventions en leur faveur.

1.2 Objectifs spécifiques

- Estimer l'effectif des PDI, notamment les femmes en âge de procréer, les enfants de moins de cinq ans, les enfants scolarisables, les personnes du troisième âge et les handicapés physiques).
- Déterminer les caractéristiques sociodémographiques des PDI (structure par âge et sexe, niveau d'instruction, occupation, etc.).
- Cerner leurs conditions de vie ainsi que celles des familles d'accueil.
- Identifier leurs besoins spécifiques en termes d'alimentation, de santé, de scolarisation des enfants.
- Identifier les perceptions des PDI par rapport aux perspectives de leur retour.
- Identifier les actions à entreprendre pour la prise en charge effective des PDI.

II. DÉFINITION DES PRINCIPAUX CONCEPTS

Personne déplacée interne (PDI). Selon la définition des Nations Unies, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays sont « des personnes ou des groupes de personnes qui ont été forcés ou contraints à fuir ou à quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituel, notamment en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme ou pour en éviter les effets, et qui n'ont pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un État ». Dans le cas de la présente étude, les déplacements internes font référence à ceux causés par les crises militaro-politiques survenus dans le pays depuis 2002.

Personne déplacée interne accueillie. Est considérée dans le cadre de cette étude PDI accueillie toute PDI dont la localité de résidence avant la crise diffère de celle de la résidence à l'enquête et qui vit dans un ménage qu'il ne dirige pas et qui n'est pas dirigé par une PDI.

Personne déplacée interne retournée. L'étude retient comme PDI retournée, toute personne qui a été déplacée interne à un moment donné suite aux crises militaro-politiques survenues depuis 2002 et dont la localité de résidence avant le début de la crise (village/quartier ou commune) correspond à celle de résidence au moment de l'enquête, qu'il soit chef de ménage ou membre simple du ménage.

Personne déplacée interne réinstallée. Elle est définie ici comme toute PDI qui, avant la crise, résidait dans une localité différente de celle de résidence à l'enquête, et qui est elle-même chef de ménage ou appartient à un ménage dont le chef est identifié comme PDI.

Personne déplacée interne actuelle. C'est une PDI accueillie ou une PDI réinstallée.

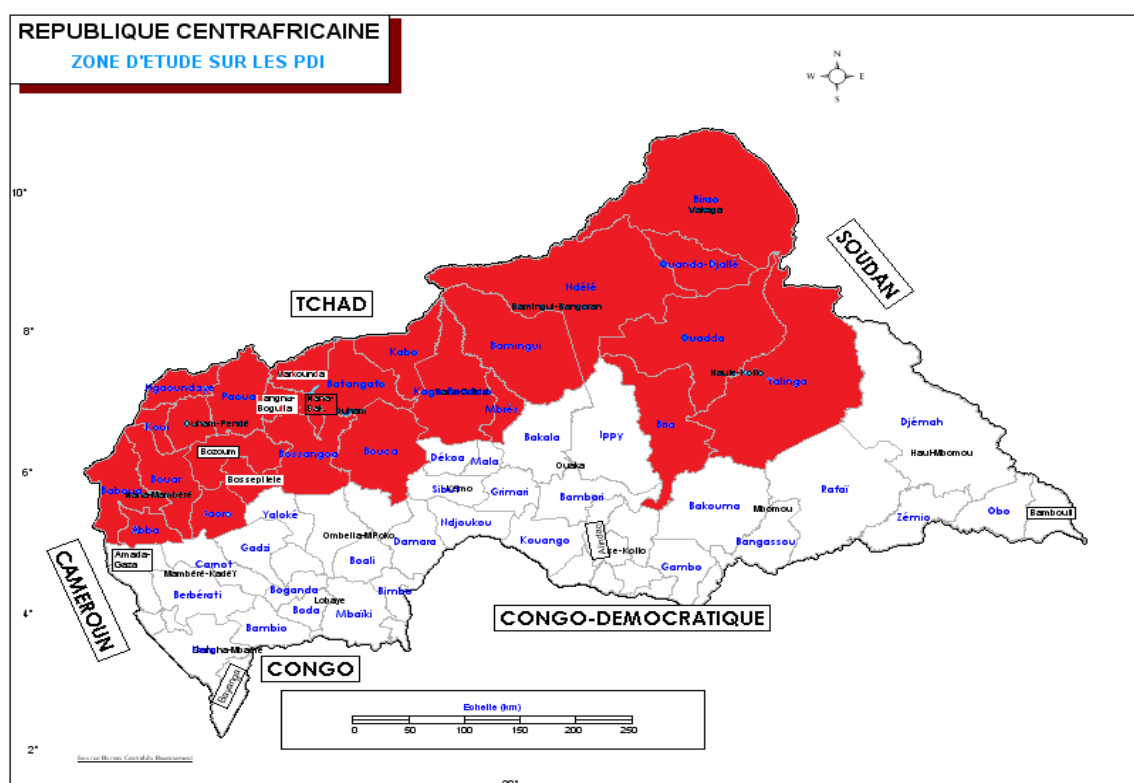
III. MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE

Cette partie décrit la méthodologie adoptée par l'étude. Elle comporte huit sections portant respectivement sur : la délimitation de la zone d'enquête ; l'échantillonnage ; les supports de collecte ; le recrutement et la formation du personnel de terrain ; le déroulement de la collecte sur le terrain ; la saisie et le traitement des données ; la détermination des facteurs d'extrapolation et des coefficients de pondération ; et les difficultés rencontrées sur le terrain et les solutions adoptées pour y faire face.

3.1 Zone d'enquête

L'étude s'est déroulée dans la partie nord-est de la RCA constituée des sept préfectures affectées par les récents conflits militaro-politiques : Nana-Mambéré, Ouham-Pendé, Ouham, Bamingui-Bangoran, Haute-Kotto, Vakaga et Nana-Grébizi (cf. carte ci-dessous). Les foyers de vives tensions dans la zone sont particulièrement localisés dans les sous-préfectures de Paoua (Ouham-Pendé), Markounda, Batangafo, Kabo (Ouham), Ndélé (Bamingui-Bangoran), Ouadda, Sam-Ouandja (Haute-Kotto), Birao (Vakaga) et dans la Commune de Ouandago (Nana-Grébizi).

Graphique 01 : Localisation de la zone d'étude



3.2 Échantillonnage

Le processus d'échantillonnage comporte deux étapes. La première étape consiste à déterminer le type d'enquête qu'on veut mener compte tenu des objectifs de l'étude et des contraintes de terrain. C'est à cette étape qu'est décidé le procédé par lequel sera tiré l'échantillon. La seconde étape consiste à déterminer la taille de l'échantillon à tirer pour atteindre les objectifs de l'étude. Cette détermination prend en compte deux types d'exigence. La première est une exigence technique qui, se basant sur les lois statistiques, permet de calculer l'effectif minimal (EM) d'unités de sondage à tirer pour pouvoir procéder à

des extrapolations. La seconde exigence est liée aux réalités du terrain. Pour diverses raisons, le nombre prévu d'unités de sondages à enquêter (par exemple les ménages) ne sera pas entièrement et effectivement enquêté. Il peut s'agir par exemple du refus de certains chefs de ménage d'être enquêtés, de ménages qui ont déménagé ou que les enquêteurs n'ont pu retrouver, de ménages dont tous les membres sont absents. Pour tenir compte de cette couverture qui sera incomplète, on ajuste l'effectif minimal EM à un effectif plus grand qui permet de compenser les cas perdus. D'autres ajustements peuvent aussi être faits (des arrondis par exemple) pour obtenir la taille définitive de l'échantillon de l'étude.

3.2.1 Type d'enquête et mode de tirage de l'échantillon

Pour atteindre les objectifs de l'étude, on a eu recours à une enquête par sondage stratifié avec deux degrés de tirage. Cette approche est l'une des plus utilisées dans les grandes enquêtes par sondage auprès des ménages. Elle a l'avantage d'être simple à mettre en œuvre et de permettre d'améliorer la précision des indicateurs tout en respectant les exigences d'ordre statistique.

Le tirage de l'échantillon se fait en cascade. On définit d'abord les strates, c'est-à-dire le niveau géographique retenu pour la présentation des indicateurs, ensuite on sélectionne les unités qui seront tirées en premier lieu (unité de sondage primaire ou grappes) et enfin on sélectionne les unités à tirer en second lieu à l'intérieur de chaque unité primaire tirée. Ces unités sont appelées unités de sondage secondaires.

Les strates : Dans le cas de la présente étude, les strates sont constituées des préfectures désagrégées par milieu de résidence (urbain/rural). Le milieu urbain de chacune des 7 préfectures couvertes par l'étude constitue une strate, pareil pour le milieu rural de chaque préfecture. On a donc au total 14 strates. Les strates sont le niveau géographique le plus désagrégué pour lequel les résultats peuvent être présentés. On ne peut donc extrapoler les informations tirées de l'échantillon pour présenter des résultats au niveau d'une sous-préfecture, d'une commune ou d'un quartier.

Les unités primaires de sondage : Il s'agit ici des aires de dénombrement (AD) qui résultent du découpage de l'ensemble du territoire national en petits territoires constitués chacun d'environ 200 ménages (soit environ 800 habitants en milieu rural et 1.000 en milieu urbain). Ce découpage a été effectué à partir des travaux de la cartographie censitaire réalisés de 1999 à 2000 et mise à jour dans le cadre du troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitation de 2003 (RGPH). Ce découpage a donné un maillage complet du territoire national par 3.428 AD identifiables sur des cartes et dont la liste constitue l'unique base de sondage de référence au niveau national pour les opérations de collecte de grande envergure. C'est à partir de cette liste que sera tiré l'échantillon des AD de l'étude. La sélection des AD échantillons est appelé tirage au premier degré. A l'intérieur de chaque strate, les AD échantillons seront tirés avec une probabilité proportionnelle à leur taille afin d'augmenter la chance d'identifier les PDI.

Les unités secondaires de sondage : Il s'agit des ménages. Une fois que les AD ont été sélectionnées, on procédera pour chacune d'elle à la reconnaissance de ses limites physiques sur le terrain grâce à une carte. On comptera ensuite de manière exhaustive les ménages qui s'y trouvent et on dénombrera toute la population qui y réside grâce à une fiche de dénombrement. C'est à partir de la liste des ménages de l'AD ainsi constituée (mise à jour par rapport à la liste contenue dans la base de sondage) que seront tirées les ménages échantillons au sein desquels se déroulera l'enquête. La sélection des ménages est appelée tirage au second degré. Le mode de sélection des ménages utilisé ici est le tirage systématique simple à probabilité égale, c'est-à-dire un tirage au hasard pour lequel les ménages ont chacun une chance égale d'être tiré. Chaque ménage tiré sera enquêté à l'aide

d'un questionnaire adressé au chef de ménage ou son répondant. Chacune des PDI âgées de 12 ans ou plus présents dans le ménage sera par la suite interviewée grâce à un questionnaire individuel. La fiche de dénombrement, le questionnaire ménage et le questionnaire individuel PDI seront présentés à la section 3.3 sur les supports de collecte.

3.2.2 Détermination de la taille de l'échantillon et ventilation dans les strates

La question fondamentale de l'échantillonnage est d'identifier le nombre minimal de ménages et d'individus à enquêter à partir desquels les résultats pourront être valablement extrapolés à l'ensemble de la zone d'étude. Faute de données de base sur les PDI, les résultats de l'enquête réalisée par OCHA en mars 2007, qui donne un chiffre estimatif de 220.000 PDI dans les sept préfectures concernées par l'étude, ont été utilisés pour déterminer la taille de l'échantillon. Partant de cette base, il a été retenu de toucher environ 10 % de cet effectif, soit environ 22.000 PDI.

La mise en œuvre de l'échantillonnage nécessite de déterminer d'abord la taille de l'échantillon des ménages avant celle des AD. La formule $m = \frac{n}{MOYPDI * \xi}$ permet de déterminer la taille minimale de l'échantillon des ménages à enquêter, où m est le nombre de ménages à enquêter, n le nombre de PDI échantillons, MOYPDI le nombre moyen de PDI par ménage et ξ le taux de réponse.

L'application de la formule avec n=22.000, MOYPDI=3 et $\xi=90\%$ donne 8.148 ménages à enquêter dans l'ensemble de la zone d'étude. Ce nombre de ménages-échantillon a été ajusté ensuite à 8.320 afin d'obtenir 40 ménages par AD (20 ménages avec PDI et 20 ménages sans PDI), soit au total 208 AD. Afin d'assurer la représentativité de l'échantillon dans les deux milieux urbain et rural, on a sur-échantillonné légèrement le milieu urbain. Le tableau ci-dessous donne la répartition finale de l'échantillon des ménages et des 208 AD par préfecture et milieu de résidence dans lesquels l'enquête devait se dérouler.

Tableau 01 : Répartition (effectif) de l'échantillon des AD et des ménages à enquêter par préfecture et milieu de résidence

Préfectures	Aire de dénombrement			Ménage		
	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
Nana-Mambéré	8	27	35	320	1.080	1.400
Ouham-Pendé	8	27	35	320	1.080	1.400
Ouham	12	23	35	480	920	1.400
Nana-Grébizi	8	25	33	320	1.000	1.320
Bamingui-Bangoran	3	22	25	120	880	1.000
Vakaga	4	16	20	160	640	800
Haute-Kotto	8	17	25	320	680	1.000
Ensemble	51	157	208	2.040	6.280	8.320

3.3 Supports de collecte

Les supports de collecte utilisés sont de trois types : la fiche de dénombrement des ménages des AD ; le questionnaire ménage ; et le questionnaire individuel des PDI de 12 ans ou plus.

3.3.1 Fiche de dénombrement

La fiche de dénombrement est le premier support de collecte utilisé sur le terrain, c'est-à-dire durant la phase de dénombrement de l'ensemble des ménages des AD. A chaque AD

correspond une fiche. Elle permet d'identifier les ménages contenant des personnes déplacées et d'avoir l'effectif des PDI dans les AD sélectionnés. Elle comporte les éléments suivants : le numéro du ménage ; le nom et le sexe du chef de ménage ; le nombre de personnes résidant dans le ménage (la taille du ménage) ; le nombre de déplacés retournés ; et le nombre de déplacés accueillis depuis le début de la crise et le nombre de déplacés présents au moment de l'enquête. Elle donne une indication sur les ménages qui seront sélectionnés pour l'enquête ménage et individuel PDI.

3.3.2 Questionnaire ménage

Il est administré au chef de ménage ou à son répondant. Il permet de collecter des informations sur chaque ménage sélectionné ainsi que sur chacune des personnes qui y résident. Ces informations permettront de faire ressortir l'impact de la crise sur les conditions de vie du ménage. Le questionnaire comporte quatre modules : i) caractéristiques sociodémographiques des membres du ménage ; ii) caractéristiques et commodités du logement principal ; iii) équipement du ménage ; et iv) conditions de vie du ménage (personnes déplacées du ménage, variation dans les habitudes de consommation, transferts du ménage, activités et cohésion sociales).

3.3.3 Questionnaire individuel des PDI de 12 ans ou plus

Le questionnaire individuel des déplacés s'adressait uniquement aux PDI de 12 ans ou plus et visait à retracer l'itinéraire migratoire et l'insertion sociale et à cerner les aspects de la protection (violences subies, pertes enregistrées suite à la crise, participation à la vie associative) et de la cohésion sociale à partir des déclarations des PDI.

3.4 Recrutement et formation du personnel

3.4.1 Recrutement et formation du personnel de collecte

Les équipes de collecte étaient composées de superviseurs, de chefs d'équipe et d'enquêteurs. Le recrutement des superviseurs et chefs d'équipe était fait à Bangui et celui des enquêteurs localement dans les zones d'étude. La stratégie de recruter et former localement les enquêteurs se justifiait par la nécessité d'avoir des agents qui maîtrisent les zones d'enquête, connaissent le lieu de retranchement des PDI et la langue locale pour faciliter la communication avec les enquêtés.

La formation des superviseurs et des chefs d'équipe était assurée à Bangui, la capitale du pays, du 13 au 15 juin 2007 par l'équipe de coordination de l'étude composée d'un coordonnateur national et de deux consultants internationaux. Au total, 29 participants ont pris part à la formation parmi lesquels les 14 meilleurs (7 superviseurs et 7 chefs d'équipe) ont été retenus



à l'issue d'un test organisé à la fin de la formation.

Les 14 superviseurs et chefs d'équipe ont été retenus pour participer à l'enquête pilote qui a eu lieu du 16 au 19 juin à Kaga-Bandoro (Nana-Grébizi). Cette localité a été choisie par rapport à la présence des PDI pour s'assurer de l'efficacité de la démarche en testant tous les outils de collecte. Une seule AD a été identifiée et subdivisée en quatre parties placées chacune sous la responsabilité d'un chef d'équipe. Les leçons tirées de l'exploitation des informations de l'enquête pilote ont permis de reformuler certaines questions dont la compréhension posait problème. L'équipe de coordination assurait le rôle de supervision. Les superviseurs et les chefs d'équipe ont ensuite formé sur place les enquêteurs recrutés localement



3.4.2 Composition des équipes

Au total 44 agents ont participé à la réalisation des travaux de terrain. Chaque équipe était composée de 7 personnes dont un superviseur, un chef d'équipe, 3 enquêteurs et un chauffeur. L'équipe déployée dans la Vakaga n'ayant pas de véhicule était composée, quant à elle, de 6 personnes. En effet, compte tenu des contraintes géographiques (inondations, absence de réseau routier...) le superviseur, le chef d'équipe et un enquêteur originaire de la Vakaga ont emprunté un des vols de *United Nations Humanitarian Air Service* (UNHAS) pour rejoindre Birao. Une fois arrivés, ils ont loué un véhicule sur place pour réaliser l'enquête.

Les superviseurs avaient pour tâches de :

- prendre contact avec les autorités politiques et administratives, les ONG nationales et internationales;
- recruter et former les agents enquêteurs ;
- organiser la collecte sur le terrain, et
- tirer les ménage-échantillons.

Les chefs d'équipe avaient pour tâches principales de :

- localiser et délimiter l'AD ;
- suivre quelques entretiens sur le terrain ;
- veiller à la qualité des entretiens et au bon remplissage des questionnaires ;
- codifier ou reporter toutes les questions dans les cases réservées à cet effet, et
- remplir la fiche de dénombrement.

Les enquêteurs étaient chargés quant à eux de :

- procéder en compagnie de toute l'équipe, à la reconnaissance de la zone de travail ;
- administrer les questionnaires aux chefs de ménage et aux PDI éligibles.

3.5 Déroulement de la collecte

La collecte des données s'est déroulée du 04 juillet au 05 septembre 2007 et comportait quatre phases : le déploiement des équipes sur le terrain ; la reconnaissance des limites des AD et le dénombrement des ménages ; la sélection des ménages échantillons ; et l'administration des questionnaires aux ménages et aux PDI de 12 ans et plus.

3.5.1 Déploiement des équipes sur le terrain

Les équipes étaient déployées par vague : la première vague était partie sur le terrain le 4 juillet, la seconde, deux jours plus tard et la dernière, l'équipe de Vakaga, le 15 juillet. Ce déploiement en cascade est lié aux difficultés de mobilisation des véhicules 4x4 et de réservation de places aux agents de la Vakaga sur le vol UNHAS qui dessert hebdomadairement Birao.

3.5.2 Reconnaissance des limites des AD et dénombrement des ménages

Avant le dénombrement proprement dit, les équipes de terrain ont procédé à la reconnaissance des limites physiques des AD échantillons à partir d'une carte (échelle 1/200.000) mise à leur disposition par le Bureau Central du Recensement (BCR). Toutes les localités et les sites habités (hameaux, campements, etc.) d'une AD sélectionnée ont été systématiquement visités par les enquêteurs avec l'appui de guides recrutés dans les villages noyaux. Au total 36.156 ménages ont été dénombrés par les enquêteurs sur le terrain.

3.5.3 Sélection des ménages échantillon

A l'issue des travaux de dénombrement deux listes étaient constituées : l'une contenant les ménages avec PDI et l'autre les ménages sans PDI pour servir de bases de sondage pour le tirage des ménages. Cette différenciation devait permettre de comparer les conditions de vie des deux types de ménage. Les ménages-échantillon (40 par AD dont 20 sur chacune des listes constituées) ont été sélectionnés en procédant à un tirage systématique simple ou le

pas de sondage K est donné par la formule $K = \frac{M}{n}$ où M est le nombre de ménages dénombrés dans l'AD et n le nombre de ménages échantillons à tirer sur chaque liste, nombre fixé à 20.

Cependant sur le terrain, l'équipe de l'étude a été confrontée à des situations où certaines AD comptaient moins de 20 ménages ayant des déplacés. Dans de tels cas de figure des consignes avaient été données pour que tous les ménages déplacés soient enquêtés. Pour combler le déficit de ménages constaté dans les AD en question, des ménages supplémentaires étaient tirés.

3.5.4 Administration des questionnaires ménages et PDI

Une fois que les ménages ont été tirés, les enquêteurs devaient administrer aux chefs des ménages échantillons ou à leur répondant le questionnaire ménage. Le questionnaire ménage permettait, entre autres, d'identifier les PDI présents dans le ménage et âgés de 12 ans au moins. A chacune de ces PDI était administré le questionnaire individuel PDI par interview direct.

3.6 Traitement et analyse des données

Le traitement des données a été réalisé en deux phases : une phase de codification manuelle et une phase de saisie informatique.

3.6.1 Dépouillement manuel et codification

La codification consiste en : un dépouillement des questions ouvertes (celle dont les réponses sont retranscrites dans les questionnaires sous forme de phrase), au regroupement des réponses en unités de sens et en l'affectation d'un code numérique à chacune de ces unités ; un contrôle de cohérence (logique entre les réponses) et de la nomenclature des localités (sous-préfecture, commune, village/quartier), des professions et des ethnies et nationalité. Pour faciliter le travail des agents de codification, un manuel élaboré à cet effet a été mis à leur disposition. Ce manuel a été complété par la nomenclature des questions résultant du dépouillement manuel lors de l'atelier de formation des enquêteurs.

3.6.2 Saisie et traitement des données

La saisie proprement dite a été faite avec le logiciel CPro (*Census and Survey Processing System*). Deux masques de saisie ont été élaborés : le premier pour la fiche de dénombrement, et le second pour les deux autres questionnaires (Ménage et PDI) afin de mieux contrôler les identifiants géographiques. Une fois les données saisies, elles ont été apurées et les fichiers obtenus ont été convertis en format SPSS (*Statistical Package for the Social Sciences*) pour la tabulation. L'ensemble des données de l'enquête ont été consignées dans quatre fichiers : un fichier dénombrement ; un fichier ménage ; un fichier individu ; et un fichier des déplacés de 12 ans ou plus.

Le fichier dénombrement contient les informations sur l'ensemble des ménages dénombrés par AD : nombre total des membres du ménage, sexe du chef de ménage, nombre de déplacés retournés, effectif cumulé de PDI accueillies depuis l'éclatement de la crise en 2002 au jour de l'enquête, nombre de PDI actuellement présents dans le ménage, ainsi que des informations sur l'éligibilité du ménage. C'est ce fichier dénombrement qui sera utilisé pour l'estimation du volume de la population et des PDI de la zone d'étude.

Les fichiers ménage et individu découlent des informations contenues dans le questionnaire ménage. Pour des raisons de commodité d'analyse, les informations de type communautaire ou collectif sont concentrés dans le fichier ménage. C'est le cas des informations relatives aux conditions de vie des ménages, les biens et équipements possédés par le ménage, etc. Par contre, les informations individuelles comme l'âge, le sexe, les aspects relatifs à la santé des membres du ménage ou la scolarisation sont consignées dans le fichier individu.

Le fichier des PDI de 12 ans ou plus contient les informations recueillies dans le questionnaire individuel administré aux PDI de 12 ans ou plus.

3.7 Détermination des facteurs d'extrapolation et des coefficients de pondération

Le mérite des enquêtes par sondage réside dans la possibilité d'extrapoler les résultats obtenus auprès d'un échantillon à l'ensemble de la zone couverte par l'étude. Pour ce faire, il faut disposer des facteurs d'extrapolation et des coefficients de pondération. Les facteurs d'extrapolation concernent exclusivement les données de dénombrement (contenues dans le fichier dénombrement) en vue d'estimer le volume de la population de la zone et des PDI (actuelles et les retournées). Les coefficients de pondération sont quant à eux calculés pour les trois autres fichiers de données (ménage, individus et PDI) dans l'optique de corriger les

distorsions introduites par l'échantillonnage de façon à ce que les résultats reflètent la réalité de l'ensemble de la zone d'étude.

3.7.1 Calcul du facteur d'extrapolation pour estimer le volume global des PDI

Pendant la phase préparatoire de l'enquête, et sur la base du nombre de ménages attendus, il a été calculé pour chaque strate (préfecture croisée avec le milieu de résidence), la chance pour un ménage d'une AD donnée de faire partie de l'échantillon. Cet exercice a conduit à la détermination des coefficients d'extrapolation des ménages. L'application de ces coefficients exige des mesures correctives tenant compte du fait que certaines AD (au total 10 sur 208) n'ont pas été visitées par les enquêteurs pour des raisons d'insécurité et d'impraticabilité des routes. De même, la taille de certaines AD avait soit augmenté soit diminué de sorte que l'effectif des ménages ou de la population n'est pas resté le même au moment du passage des enquêteurs. L'extrapolation doit tenir compte de ces réalités de terrain. Les facteurs d'extrapolation corrigés sont le produit des coefficients d'extrapolation initialement calculés par l'inverse du produit des taux de couverture des AD et des ménages. En d'autres termes tous les ménages, population ou PDI d'une AD échantillon sont multipliés par le facteur d'extrapolation correspondant. Les coefficients d'extrapolation varient de 0,880 à 49,789.

Pour l'estimation des ménages : $MENest_h = \sum_i WEXTRA_{hi} * MENDEN_{hi}$

Pour l'estimation de la population : $POPest_h = \sum_i WEXTRA_{hi} * POPDEN_{hi}$

Pour l'estimation des PDI : $PDIest_h = \sum_i WEXTRA_{hi} * PDIDEN_{hi}$

$WEXTRA_{hi}$ est le coefficient d'extrapolation des ménages pour la strate h et l'AD i.

$MENDEN_{hi}$ est le nombre de ménages dénombrés dans l'AD i de la strate h.

$POPDEN_{hi}$ est l'effectif total des membres des ménages dénombrés dans l'AD i de la strate h.

$PDIDEN_{hi}$ est l'effectif total des PDI dénombrées dans l'AD i de la strate h.

3.7.2 Calcul des coefficients de pondération des fichiers Ménage, Individu et PDI

La méthode de calcul des coefficients de pondération des trois fichiers cités ci-dessus est presque identique à l'approche classique des enquêtes par sondage. Le calcul des coefficients de pondération tient compte des probabilités d'inclusion des unités primaires (en réalité les coefficients de pondération sont l'inverse des probabilités d'inclusion des unités primaires et secondaires). La différence en ce qui concerne l'enquête PDI est la nécessité de faire la distinction entre les ménages contenant au moins une personne déplacée et les autres. La raison en est que dans une AD, les ménages n'ont pas les mêmes probabilités d'appartenir à l'échantillon.

A partir des données issues de la fiche de dénombrement on peut identifier clairement ces deux types de ménages. Sur cette base, le calcul des coefficients de pondération est effectué en distinguant les ménages avec PDI des ménages sans PDI. Une fois les coefficients de pondération calculés, ils sont fusionnés au fichier de données qui a par la suite été scindé en deux sous-fichiers « Déplacés » et « Non déplacés ». Au total deux types de coefficients de pondération sont calculés : le premier coefficient se rapporte aux fichiers ménage et individu, et le deuxième uniquement au fichier Déplacés.

3.8 Difficultés rencontrées et solutions envisagées

La collecte des données qui s'était déroulée du 04 juillet au 05 septembre 2007, donc pendant la saison pluvieuse, a souffert de quelques difficultés d'ordre logistique, sécuritaire et du fait de l'impraticabilité des routes.

3.8.1 Difficultés liées à la logistique

Sur le plan logistique la difficulté principale est celle de la mobilisation de véhicules adaptés aux conditions de terrain. En effet, à défaut des 4x4 marque *Hilux*, six véhicules *Galloper* ont été utilisés. Ces véhicules sont inadaptés surtout pour les préfectures de la Bamingui-Bangoran et de la Haute-Kotto pendant la saison des pluies.



Dans la Haute-Kotto particulièrement, le véhicule est tombé en panne dès que l'équipe a voulu se rendre à Sam-Ouandja pour y boucler la collecte avant que la période des grandes pluies ne s'installe dans la zone. Bien que privés de cet outil de travail, les enquêteurs ont néanmoins atteint la localité de Sam-Ouandja qu'ils ont enquêtée grâce à l'appui des équipes du PAM qui

ravitaillaient les réfugiés soudanais et les PDI installées dans la localité. Il est à signaler que le déplacement des enquêteurs entre les AD était très pénible car très souvent ils étaient obligés de parcourir de longues distances à motos, bicyclettes ou même à pieds pour collecter les informations. Par ailleurs, une fois la collecte terminée, le retour sur Ouadda (où il y avait 2 AD à couvrir) était impossible du fait que tous les véhicules qui étaient dans la ville avaient quitté pour éviter d'être bloqués par les inondations. Le bureau de l'UNFPA était obligé de les faire revenir directement à Bria par voie aérienne (vol UNHAS) après plusieurs tentatives de réservations. Pour rattraper le retard causé par l'impraticabilité de la route, une équipe de renfort composée de trois personnes a été envoyée sur le terrain.

En ce qui concerne l'équipe affectée dans le Bamingui-Bangoran, la panne du véhicule causée par l'embourbement a contraint les enquêteurs à l'arrêt du travail pendant une dizaine de jours. C'est suite à la deuxième mission de supervision que le véhicule a été réparé et permis de ce fait aux enquêteurs de poursuivre la collecte des données.

3.8.2 Insécurité et impraticabilité des routes

Le climat d'insécurité est entretenu dans la zone par les groupes rebelles, d'une part, et par les « coupeurs de route » appelés également « Zaraguina », d'autre part. Toutefois, l'insécurité la plus redoutable est celle causée par « les coupeurs de route » qui s'attaquent systématiquement aux véhicules pour dépouiller les occupants de leur argent ou de tout autre objet de valeur en leur possession. Quant aux rebelles, ils s'attaquent rarement aux véhicules lorsque ceux-ci sont équipés de fanions des Nations Unies ou d'une ONG humanitaire.

La présence des coupeurs de route a constitué un handicap majeur pour la collecte des données sur le terrain. En effet, sur 10 AD non couvertes, 8 ne l'ont pas été du fait de la

présence des coupeurs qui assiégeaient ou brûlaient les villages faisant fuir les habitants dans la brousse ou dans les villages environnants. Ces AD sont situées dans les communes de Niem-Yelewa (1) et Herman-Brousse (1) dans la préfecture de Nana-Mambéré ; de Maïkaga-Ouadda (2) dans la préfecture de la Haute-Kotto ; de Ouandja (3) dans la Vakaga ; et de Nanga-Boguila (1) dans l'Ouham. Les deux autres AD étaient abandonnées du fait des inondations, de l'absence de ponts sur certains axes et de l'état des véhicules inadaptés. Elles sont toutes deux localisées dans le Bamingui-Bangoran et la Haute-Kotto.

3.8.3 Leçons apprises

La collecte des données sur les PDI est un exercice nécessaire pour la gestion des programmes de population en situation de crise. Toutefois, c'est une opération délicate qui exige une bonne préparation et des stratégies de collecte tenant compte des réalités du terrain. Les quelques leçons suivantes peuvent être retenues :

- Le recrutement et la formation des agents sur le site même de l'enquête semblent être une pratique à encourager du fait que cette approche permet d'avoir des agents qui maîtrisent les langues locales, connaissent les lieux de retranchement des PDI et sont capables d'identifier les vraies PDI.
- Compte tenu de la dégradation de la plus grande partie du réseau routier, la collecte des données doit être programmée entre les mois de décembre et mars, période de saison sèche, donc propice à la circulation des véhicules.
- L'implication des autorités locales et religieuses est un facteur favorisant une meilleure mobilisation des populations.
- Le partenariat inter-agences et la collaboration avec les ONG tant nationales qu'internationale doivent être renforcés pour une meilleure mobilisation des ressources tant financières, matérielles qu'humaines et pour une optimisation de leur utilisation.

PARTIE II : PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

I. TAUX DE COUVERTURE DE L'ENQUÊTE

L'enquête visait à toucher 10 % de l'effectif estimé des PDI, soit 22.000 PDI, en enquêtant 8.320 ménages répartis dans 208 aires de dénombrement. Au total 198 AD sur 208 ont été couvertes, soit un taux de couverture de 95,2 %. Dans ces AD, 36.156 ménages ont été dénombrés, parmi lesquels 8.320 devaient être tirés pour constituer l'échantillon des ménages. Au total, ce sont 5.328 ménages qui ont été effectivement enquêtés, soit un taux de couverture de 64,0 %. La couverture était plus élevée en milieu urbain (70 %) qu'en milieu rural (62 %). Dans les ménages enquêtés, on a trouvé 9.619 PDI âgées de 12 ans ou plus qui y vivent et donc qui sont éligibles à l'enquête individuelle PDI. Parmi eux, 8.499 ont été enquêtés avec succès, soit un taux de réponse de 88,4 %.

Vu le contexte d'insécurité ayant prévalu au moment du déroulement de la collecte, ce niveau de couverture peut être considéré globalement acceptable.

II. ESTIMATION DE L'EFFECTIF DE LA POPULATION DE LA ZONE D'ÉTUDE ET DES DÉPLACÉS ET CLASSIFICATION DES PDI EN « ACCUEILLIES », « RÉINSTALLÉES » ET « RETOURNÉES »

Pour chacun des ménages dénombrés, on a recueilli l'information sur le nombre de personnes y résidant, l'effectif cumulé des PDI accueillies depuis le début de la crise (2002), le nombre de PDI présentes dans le ménage au moment de l'enquête et le nombre de PDI retournées. En extrapolant ces différents chiffres, grâce à la méthode présentée à la section 3.7 (page 12), on a obtenu une estimation de l'effectif :

- de la population totale de la zone d'étude au moment de l'enquête ;
- des PDI actuelles (accueillies et réinstallées) vivant dans la zone d'étude ; et
- des PDI de retour dans la zone depuis 2002.

Le présent chapitre présente le volume et la répartition spatiale (milieu de résidence et préfecture) de ces populations, ainsi que la classification des PDI en « retournées », « réinstallées » et « accueillies » (cf. chapitre sur la définition des concepts, page 5).

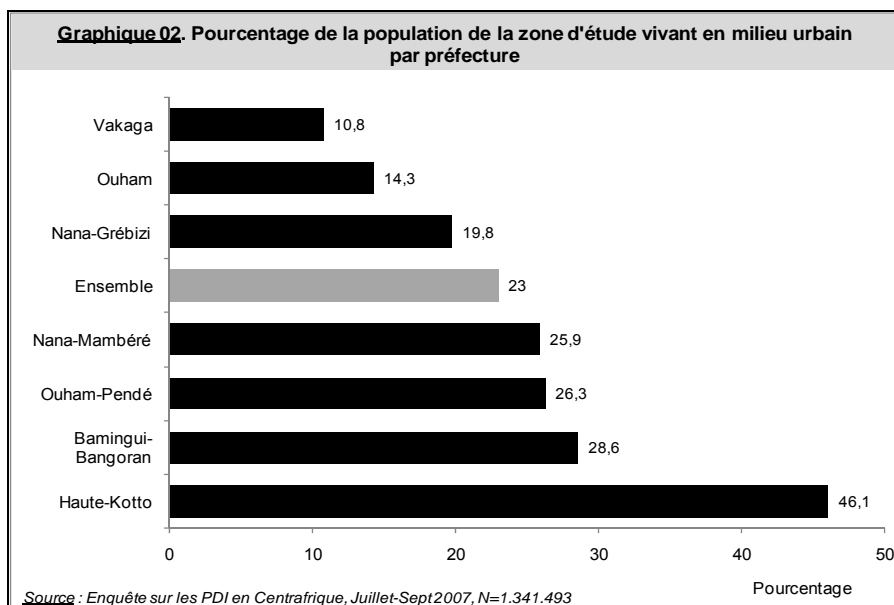
2.1 Volume et répartition spatiale de la population de la zone d'étude

La population vivant dans la zone d'étude au moment de l'enquête est estimée à 1.341.493 personnes. Elle est majoritairement concentrée dans 3 des 7 préfectures : Ouham-Pendé (un tiers de la population de la zone), Ouham (27,5 %) et Nana-Mambéré (17,5 %). Le Bamingui-Bangoran et la Vakaga sont les préfectures les moins peuplées avec respectivement moins de 4 % de la population totale.

Tableau 02 : Répartition (Effectif et %) de la population totale de la zone d'étude par préfecture selon le milieu de résidence

Préfectures	Urbain		Rural		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Nana-Mambéré	60.750	19,7	173.601	16,8	234.351	17,5
Ouham-Pendé	116.831	37,9	327.237	31,7	444.068	33,1
Ouham	52.738	17,1	316.328	30,6	369.067	27,5
Nana-Grébizi	23.635	7,7	95.476	9,2	119.110	8,9
Bamingui-Bangoran	12.368	4,0	30.911	3,0	43.279	3,2
Haute-Kotto	36.585	11,9	42.745	4,1	79.330	5,9
Vakaga	5.647	1,8	46.640	4,5	52.287	3,9
Ensemble	308.554	100	1.032.939	100	1.341.493	100

La population de la zone est essentiellement rurale ; moins du quart (23 %) vit en ville (Graphique 02). Le taux d'urbanisation varie cependant très sensiblement selon la préfecture. Il passe d'un minimum de 11 % dans la Vakaga et 14 % pour l'Ouham à un maximum de 46 % dans la Haute-Kotto. Il est compris ailleurs entre 20 et 29 %.



2.2 Volume, répartition spatiale et poids des PDI actuelles dans la zone d'étude

2.2.1 Volume et répartition spatiale des PDI actuelles

L'effectif des déplacés internes présents dans les 7 préfectures au moment de l'enquête est estimé à 124.535 personnes. Les deux tiers d'entre elles se concentrent dans l'Ouham-Pendé (environ 52.000, soit 2 PDI sur 5) et dans l'Ouham (31.300 environ, soit un PDI sur 4). Ce sont les deux préfectures où persistent encore des foyers de tension. Ce sont également les deux préfectures les plus peuplées. La Haute-Kotto est la troisième zone de concentration des PDI avec 13.800 déplacés, soit un PDI sur dix. A l'opposé, la préfecture de la Bamingui-Bangoran accueille très peu de PDI en termes d'effectif (2.166) ainsi que la Vakaga (près de 6.400). Ces deux préfectures sont également les moins peuplées.

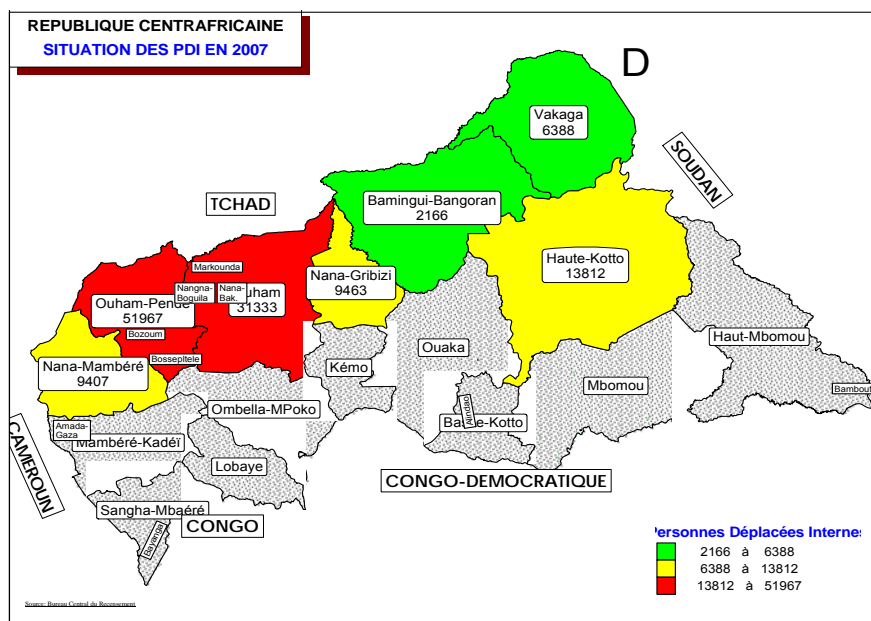
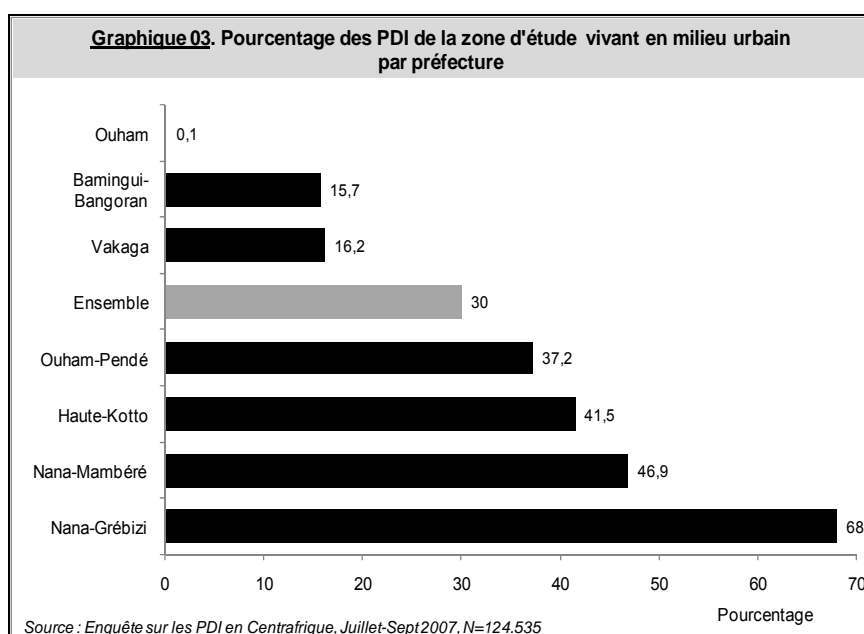


Tableau 03 : Répartition (en %) des PDI actuelles vivant dans la zone au moment de l'enquête par préfecture selon le milieu de résidence

Préfectures	Urbain		Rural		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Nana-Mambéré	4.416	11,8	4.990	5,7	9.407	7,6
Ouham-Pendé	19.314	51,8	32.653	37,4	51.967	41,7
Ouham	43	0,1	31.290	35,9	31.333	25,2
Nana-Grébizi	6.434	17,2	3.029	3,5	9.463	7,6
Bamingui-Bangoran	341	0,9	1.824	2,1	2.166	1,7
Haute-Kotto	5.736	15,4	8.076	9,3	13.812	11,1
Vakaga	1.036	2,8	5.352	6,1	6.388	5,1
Ensemble	37.320	100	87.215	100	124.535	100

La répartition des PDI par préfecture n'est pas la même en milieu urbain qu'en milieu rural (Tableau 03). Le cas de l'Ouham illustre bien cette différence puisque les PDI vivant en ville n'y représentent que 0,1 % des PDI citadines de la zone d'étude, tandis que celles vivant dans les campagnes représentent 36 % de l'ensemble des PDI du milieu rural. De même le poids des PDI du Bamingui et de la Vakaga augmente, mais plus légèrement, quand on passe du milieu urbain au milieu rural. Le contraire est observé dans les autres préfectures.

Les PDI vivent essentiellement en milieu rural. En effet les trois dixièmes d'entre eux sont en ville (Graphique 03). Cette répartition s'explique en grande partie par le fait que la population centrafricaine est en majorité rurale et même si la population fuit les foyers de tension, elle s'abrite et ou se retranche majoritairement dans les zones rurales, proches de leurs activités agro-pastorales. Néanmoins, la situation dans la Nana-Grébizi est exceptionnelle car les PDI vivant en milieu urbain y sont majoritaires (68 %). La présence des agences humanitaires, des ONG et de la FOMUC dans la ville constituerait un facteur attractif pour les PDI.



2.2.2 Poids des PDI actuelles dans la population de la zone d'étude

Pour mieux apprécier l'importance numérique des PDI dans les différentes préfectures, on a calculé le pourcentage qu'elles représentent dans la population. Il apparaît ainsi que les PDI représentent près d'un dixième (9,3 %) de l'effectif de la population de la zone d'étude, avec un poids plus important en milieu urbain (12 %) qu'en milieu rural (8 %). Par préfecture, c'est dans la Haute-Kotto que les PDI sont proportionnellement plus présentes puisqu'elles y

représentent 17 % de la population (Tableau 05). Leur présence est également significative dans la Vakaga et dans l'Ouham-Pendé (12 % de la population). Elles représentent moins de 9 % de la population des autres préfectures.

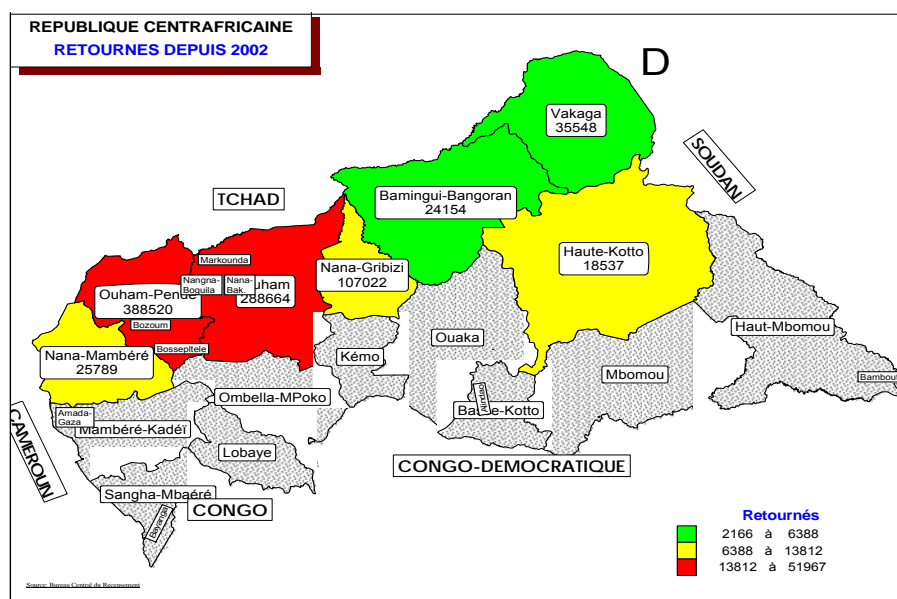
Tableau 04 : Poids démographique des PDI actuelles dans les populations des préfectures par milieu de résidence (% des PDI dans la population)

Préfectures	Urbain	Rural	Ensemble
Nana-Mambéré	7,3	2,9	4,0
Ouham-Pendé	16,5	10,0	11,7
Ouham	0,1	9,9	8,5
Nana-Grébizi	27,2	3,2	7,9
Bamingui-Bangoran	2,8	5,9	5,0
Haute-Kotto	15,7	18,9	17,4
Vakaga	18,3	11,5	12,2
Ensemble	12,1	8,4	9,3

Les différences sont cependant nettement plus marquées en considérant séparément le milieu urbain et le milieu rural. On s'aperçoit ainsi que le poids des PDI dans la population urbaine varie de 0,1 % dans l'Ouham à 27 % dans la Nana-Grébizi citadine. Les variations en milieu rural sont également importantes avec un minimum de 3 % dans la Nana-Mambéré et un maximum de 19 % dans la Haute-Kotto.

2.3 Volume et répartition spatiale des PDI de retour dans la zone d'étude

En utilisant la même méthode d'estimation que pour les PDI actuels à partir des données de dénombrement, on obtient un effectif estimé de 888.235 personnes déplacées internes retournées. Les PDI retournées vivent essentiellement dans l'Ouham-Pendé (44 % d'entre elles) et dans l'Ouham (32,5 %) et dans une moindre mesure dans la Nana-Grébizi

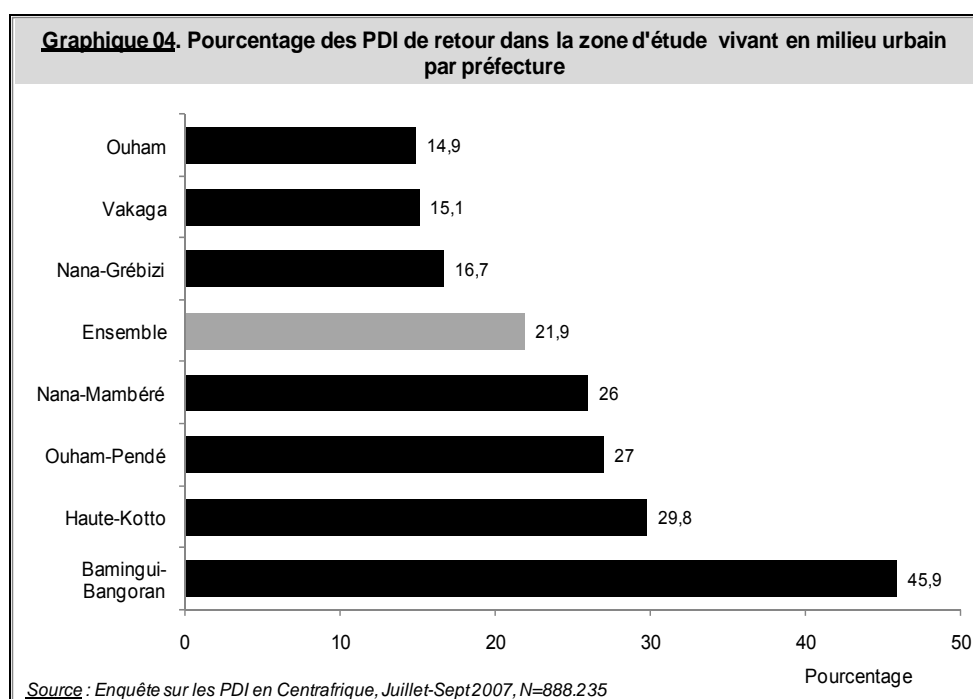


(12 %). Aucune autre préfecture de concentre plus de 4 % des PDI retournées. Cette même tendance est maintenu quel que soit le milieu de résidence.

Tableau 05 : Répartition (en %) des PDI de retour dans la zone d'étude par préfecture selon le milieu de résidence

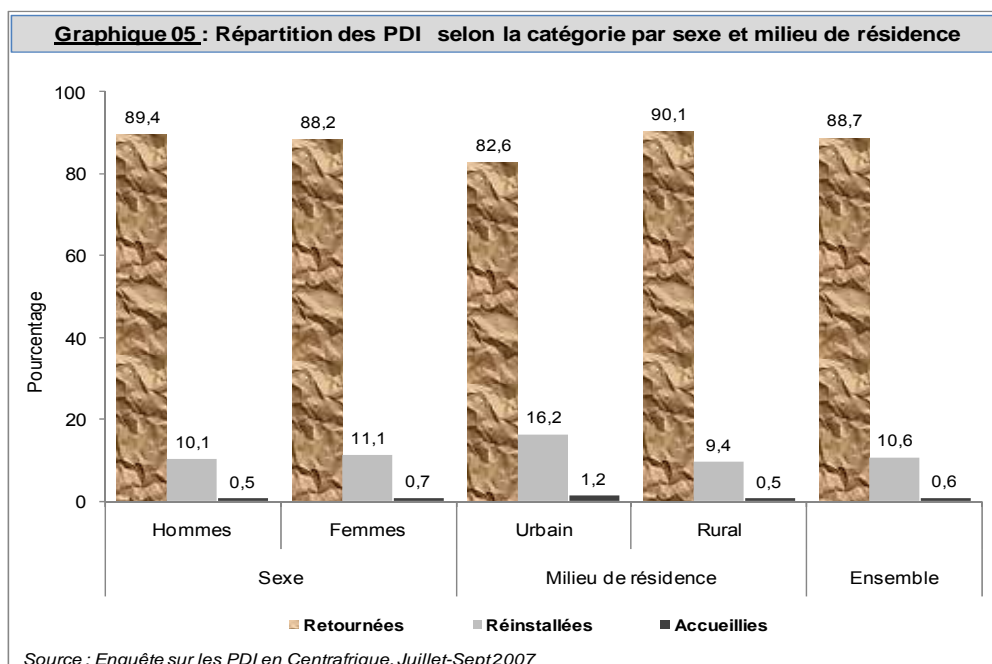
Préfectures	Urbain		Rural		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Nana-Mambéré	6.697	3,4	19.092	2,8	25.789	2,9
Ouham-Pendé	104.791	54,0	283.730	40,9	388.520	43,7
Ouham	42.872	22,1	245.792	35,4	288.664	32,5
Nana-Grébizi	17.843	9,2	89.180	12,8	107.022	12,0
Bamingui-Bangoran	11.083	5,7	13.071	1,9	24.154	2,7
Haute-Kotto	5.528	2,8	13.010	1,9	18.537	2,1
Vakaga	5.359	2,8	30.189	4,3	35.548	4,0
Ensemble	194.172	100	694.063	100	888.235	100

A l'image de la population générale et des PDI actuelles, les retournées vivent majoritairement en milieu rural (seuls 22 % résident dans les centres urbains). Toutefois le Bamingui se distingue nettement des autres préfectures avec 46 % des retournées recensés en ville. La Haute-Kotto se singularise aussi avec 30 % de PDI retournées vivant en milieu urbain. A l'opposé, cette proportion n'atteint guère 17 % dans l'Ouham, la Vakaga et la Nana-Grébizi.



2.4 Catégorisation des PDI selon le sexe et le milieu de résidence

Les PDI vivant dans la zone de l'étude se répartissent en retournées (89 %), réinstallées (10,6 %) et accueillies (0,6 %), sans différence sensible selon le sexe. Cette prédominance traduit une volonté des PDI de regagner leur localité d'origine en cas de retour de la sécurité. Le retour dans la localité d'origine est plus fréquent en zone rurale (90 %) que dans les centres urbains (83 %), probablement en raison de multiples opportunités que le milieu urbain offre à ses résidents, en termes notamment d'accès à l'emploi, aux soins de santé et à la scolarisation. Lesquelles opportunités constituent des facteurs d'intégration sociale, et donc de rétention des PDI dans leur localité d'accueil.



2.5 Catégorisation des PDI selon la préfecture

La classification des PDI varie très sensiblement selon la préfecture, même si partout les retournées demeurent largement majoritaire. Les retours sont plus observés dans le Bamingui-Bangoran, l'Ouham-Pendé et la Nana-Grébizi (plus de 9 PDI sur 10 dans ces préfectures sont des retournées). La réinstallation des PDI est très fréquente dans la Nana-Mambéré (69 % des PDI dans la préfecture sont des réinstallées), et dans une moindre mesure dans la Haute-Kotto, la Vakaga et l'Ouham (entre 11 et 28 % de réinstallées). Enfin les accueillies sont proportionnellement significatif parmi les PDI de la Nana-Mambéré (11 %) et de la Haute-Kotto (4,5 %).

Tableau 06 : Répartition (en %) des déplacés par préfecture selon la catégorie d'appartenance

Préfecture	Catégorie des déplacés			Total
	Retournées	Réinstallées	Accueillies	
Nana-Mambéré	18,9	69,3	11,8	100
Ouham-Pendé	92,9	6,5	0,6	100
Ouham	89,3	10,7	0,0	100
Nana-Grébizi	92,2	7,7	0,2	100
Bamingui-Bangoran	94,7	5,3	0,0	100
Haute-Kotto	67,4	28,0	4,5	100
Vakaga	84,3	15,5	0,2	100
Ensemble	88,7	10,6	0,6	100

Vue d'ensemble sur l'estimation de l'effectif de la population et des déplacés dans la zone d'étude et sur la classification des PDI

Les données recueillies permettent d'estimer à 1.341.493 la population vivant dans les sept préfectures au moment de l'enquête, à 124.535 le nombre de PDI actuelles (accueillies et réinstallées) vivant dans la zone et à 888.235 le nombre de PDI retournées dans ladite zone depuis 2002. Moins du quart de la population totale vit en milieu urbain et est majoritairement concentrée dans l'Ouham et l'Ouham-Pendé (entre 70 % et 80 % d'eux).

Les PDI actuelles représentent près du dixième (9,3 %) de l'ensemble de la population vivant dans les sept préfectures. Elles sont 12 % de la population urbaine et 8 % en milieu rural. De

fortes disparités existent entre préfectures puisque 17 % de la population de la Haute-Kotto sont des déplacés, 12 % dans la Vakaga et l'Ouham-Pendé et moins de 9 % ailleurs.

Les PDI vivant dans la zone de l'étude se répartissent en retournées (89 %), réinstallées (10,6 %) et accueillies (0,6 %). Cette prédominance des retournées traduit une volonté des PDI de regagner leur localité d'origine en cas de rétablissement de la sécurité. Les retours sont plus observés dans le Bamingui-Bangoran, l'Ouham-Pendé et la Nana-Grébizi (plus de 9 PDI sur 10 dans ces préfectures sont des retournées). La réinstallation des PDI est très fréquente dans la Nana-Mambéré (69 % des PDI dans la préfecture sont des réinstallées), et dans une moindre mesure dans la Haute-Kotto, la Vakaga et l'Ouham (entre 11 et 28 % de réinstallées). Enfin les accueillies sont proportionnellement significatifs parmi les PDI de la Nana-Mambéré (11 %) et de la Haute-Kotto (4,5 %).

III. PROFIL SOCIODÉMOGRAPHIQUE, SOCIOCULTUREL ET SOCIOÉCONOMIQUE DES PDI ET DE LA POPULATION HÔTE

L'analyse du profil sera faite en distinguant les PDI actuelles, les PDI retournées et les non déplacés et en désagrégeant les résultats par sexe.

3.1 Profil sociodémographique

Les aspects du profil sociodémographique qui sont analysés ici portent sur la répartition par sexe et âge et la répartition selon le statut matrimonial.

3.1.1 Répartition des PDI et de la population hôte par sexe et âge : une majorité de femmes et d'enfants déplacés

La répartition par sexe révèle un léger déficit d'hommes parmi les PDI actuelles et retournées puisque 52 % d'entre elles sont des femmes contre 51 % parmi les non déplacés (Tableau 07). Ce déficit est plus net parmi les PDI actuelles puisque 54 % d'entre elles sont des femmes. Selon



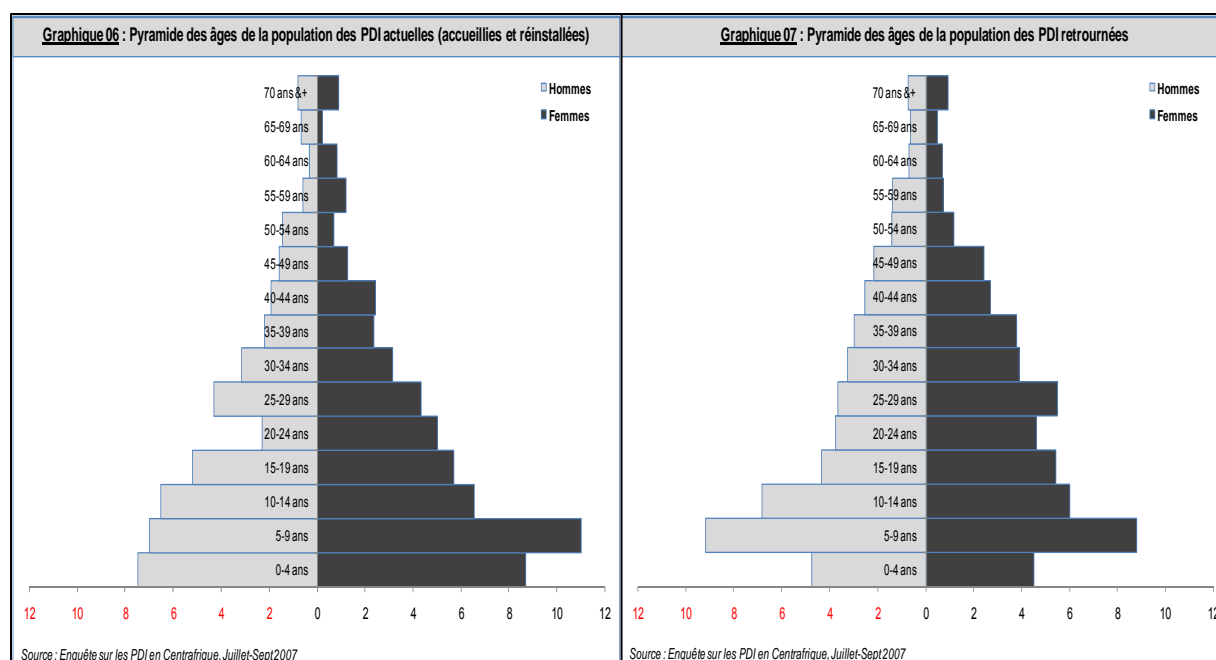
l'âge, on note que le déficit d'hommes est très marqué parmi les adultes de 15-39 ans constitué de femmes à 54-59 %. Cette situation est plus marquée parmi les retournées (Tableau 07 et Graphiques 06 et 07).

L'important déficit d'hommes aux âges adultes pourrait s'expliquer en partie par l'enrôlement des hommes de cette tranche d'âge dans les mouvements armés, les tueries sélectives lors des attaques des villes et villages, ou l'émigration vers le Tchad et le Cameroun. Il se pourrait également que les ménages aient opté de faire partir en priorité les femmes (et les enfants) dans les zones plus sécuritaires.

Tableau 07 : Pourcentage de femmes parmi les PDI actuelles, les PDI retournées et les non déplacés par groupe d'âge

Préfectures	Pourcentage de femmes			
	PDI actuelles	PDI retournées	Ensemble des PDI	Non déplacés
0-4 ans	53,7	48,5	49,2	50,3
5-9 ans	61,2	49,0	49,9	52,6
10-14 ans	50,0	46,8	47,0	48,8
15-19 ans	52,1	55,5	55,2	56,1
20-24 ans	68,3	55,0	56,0	54,1
25-29 ans	50,1	60,0	59,3	53,9
30-34 ans	49,8	54,4	54,1	54,8
35-39 ans	51,4	55,7	55,4	47,8
40-44 ans	55,8	51,3	51,6	40,1
45-49 ans	44,0	52,8	52,4	40,6
50-54 ans	32,4	45,4	44,5	49,6
55-59 ans	67,3	34,6	36,8	44,3
60-64 ans	70,4	49,9	51,3	47,3
65-69 ans	23,1	43,6	42,3	53,3
70 ans et +	53,2	55,9	55,7	47,6
Ensemble	54,3	51,6	51,8	50,8

Les pyramides des âges des deux groupes de PDI révèlent par ailleurs que la répartition par groupe d'âge est très irrégulière. On note un déficit d'enfants parmi les PDI retournées, un déficit de filles parmi les PDI actuelles de sexe féminin et un déficit particulièrement prononcé d'hommes de 20-24 ans parmi les PDI de sexe masculin.



3.1.2 Répartition des PDI et de la population hôte selon le statut matrimonial par sexe

La population de la zone d'étude âgée de 15 ans et plus vit majoritairement (plus des deux tiers) en union (Tableau 08). Les célibataires sont proportionnellement les plus nombreux après les mariés, suivis des veufs puis des divorcés et séparés. Ce schéma global demeure quel que soit le sexe aussi bien chez les PDI que les non déplacés. Des différences existent

cependant quant aux poids respectifs des différentes modalités du statut matrimonial selon le genre et la catégorie de population. Les PDI retournées sont plus nombreux à vivre actuellement en union (77 %) que les PDI actuelles (62 %) et les non déplacés (65 %) et sont deux fois moins nombreux à être célibataires. Peu d'entre eux sont actuellement divorcés ou séparés (5 %) comparativement aux autres (7 %). Par contre la prévalence du veuvage est la même dans les trois groupes (7 %). Ces différences entre groupes ne dépendent pas du sexe. La seule différence observée est la proportion de veufs un peu plus élevée chez les hommes déplacés actuels (3,7 %) contre 2,6 % chez les retournées et 2,5 % chez les non déplacés.

La plus grande propension des retournées à vivre en union et moins en célibataire traduirait leur volonté de se construire (ou reconstruire) une nouvelle vie plus stable.

A l'intérieur de chaque catégorie, les différences selon le sexe sont celles observées habituellement. Les femmes sont plus nombreuses à être actuellement en union, divorcés ou veuves, tandis que les hommes prédominent chez les célibataires. Ceci du fait du mariage plus précoce chez les femmes et de la plus grande facilité des hommes à se remarier en cas de rupture d'union.

Tableau 08 : Répartition (en %) des PDI actuelles, des PDI retournées et des non déplacés âgés de 15 ans et plus selon le statut matrimonial par sexe

Statut matrimonial	PDI actuelles			PDI retournées			Non déplacés		
	Hom-me	Fem-me	En-semble	Hom-me	Fem-me	En-semble	Hom-me	Fem-me	En-semble
Célibataire	31,0	16,2	23,1	17,3	8,2	12,4	28,9	14,0	21,3
Marié(e)	60,1	64,4	62,4	77,3	76,2	76,7	63,7	66,7	65,2
Veuf/ve	3,7	10,7	7,4	2,6	10,9	7,0	2,5	10,8	6,7
Séparé(e)/ Divorcé(e)	5,2	8,8	7,1	2,9	4,8	3,9	4,9	8,5	6,7
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100

3.2 Profil socioculturel

Trois aspects du profil socioculturel sont pris en compte ici : la religion, l'alphabétisation et le niveau d'instruction.

Concernant la religion, on observe que quelque soit le groupe, les protestants sont majoritaires (entre 55 % et 60 %), suivis des musulmans (23 à 26 %) et des catholiques (18 à 20 %). Les animistes, les adeptes des autres religions et les sans religion sont représentés dans des proportions négligeables (Tableau 09). Cette répartition ne varie pas selon le sexe. Par contre, les musulmans sont nettement moins représentés parmi les retournées (10 %) que parmi les PDI actuelles (26 %) et les non déplacés (23 %). Leur faible représentativité parmi les retournées est compensée par la forte présence des catholiques dans ce groupe (29 %) contre moins de 20 % dans les deux autres groupes.

Ces différences s'expliquent probablement par la plus grande implantation du catholicisme dans les zones où le processus de retour des PDI est bien enclenché et une moindre popularité dans les foyers de tension actuels.

A l'instar de la population centrafricaine de manière générale, celle vivant dans la zone d'étude est majoritairement analphabète (entre 28 et 40 % seulement savent lire et écrire) et faiblement instruite (entre 49 et 54 % n'ont jamais fréquenté l'école). Dans l'ordre, les retournées sont les plus analphabètes et les moins instruits suivis des PDI actuelles et des non déplacés. Les femmes apparaissent également plus défavorisées que les hommes, aussi bien parmi les déplacés que les non déplacés.

Tableau 09 : Répartition (en %) des PDI actuelles, des PDI retournées et des non déplacés selon certaines caractéristiques socioculturelles par sexe

Caractéristiques	PDI actuelles			PDI retournées			Non déplacés		
	Hom-me	Fem-me	En-semble	Hom-me	Fem-me	En-semble	Hom-me	Fem-me	En-semble
Religion									
Catholique	19,8	17,1	18,3	28,5	29,2	28,9	19,7	19,8	19,7
Protestante	50,1	59,4	55,2	60,3	59,4	59,8	54,3	57,2	55,8
Musulmane	29,2	22,9	25,8	9,8	10,2	10,0	24,0	21,4	22,7
Animiste/Autre religion	0,2	0,1	0,2	0,6	0,6	0,6	0,3	0,3	0,3
Sans religion	0,7	0,5	0,6	0,8	0,7	0,7	1,7	1,3	1,5
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Pourcentage d'alphabétisé(e)s des 6 ans et plus	52,6	22,4	36,1	41,3	16,6	28,4	54,6	26,0	40,0
Niveau d'instruction des 6 ans et plus									
Sans Instruction	35,7	62,6	50,5	36,1	70,0	53,8	32,9	63,6	48,6
Primaire	37,9	28,9	33,0	47,7	24,9	35,8	47,9	29,9	38,7
Secondaire et +	20,0	3,4	10,9	14,7	3,8	9,0	16,3	5,2	10,6
Programme formel	6,4	5,1	5,7	1,5	1,3	1,4	2,8	1,3	2,0
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100

3.3 Profil socioéconomique

Trois dimensions du profil socioéconomique sont considérées ici : le statut d'activité, la profession exercée actuellement et le statut dans la profession.

La participation à l'activité économique est intense puisque la grande majorité des personnes de 15 ans et plus étaient occupées au moment de l'enquête (Tableau 10). Il ressort cependant clairement que les troubles qui ont occasionné le déplacement de certaines populations à un impact négatif sur l'activité économique. En effet, alors que 85 % des retournées et 81 % des non déplacés étaient occupés, seuls 73 % des PDI actuelles l'étaient. La proportion parmi elles qui a déclaré être en chômage est également deux fois plus élevée (4 %) comparativement aux retournées (1 %) et aux non déplacés (2 %). Quel que soit le sexe, les hommes sont plus nombreux à être occupés et à être au chômage, les femmes non occupées et non au chômage se retrouvant généralement ménagère. Concernant cette dernière catégorie, elle est deux fois plus représentée parmi les PDI femmes actuelles (20 %) que chez les retournées (8 %) et les non déplacées (13 %).

Il ressort de cette analyse que les crises ont eu un impact négatif sur l'activité économique, impact qui se ressent plus parmi les PDI actuelles. Par contre, les PDI retournées sont apparues économiquement plus dynamiques que les PDI actuelles et les non déplacées, preuve une fois de plus de leur volonté de surmonter les épreuves traversées et de rebâtir leur vie sur le plan économique, en plus du plan social comme vu au point précédent.

Concernant la profession exercée, l'écrasante majorité des occupés (plus des trois quarts) évoluent dans le secteur agricole. Les retournées sont plus présents dans ce secteur (90 % des femmes et 92 % des hommes) que les PDI actuelles et les non déplacés (78 %). En outre, les femmes de ces deux derniers groupes se distinguent des hommes par leur moindre participation aux activités agricoles et leur plus grande présence dans le commerce.

Enfin, la plupart des occupés (entre 84 et 90 %) travaillent pour leur propre compte, qu'ils soient hommes ou femmes, déplacés ou non. Le salariat est plutôt répandu parmi les hommes déplacés actuels (15 % sont salariés) et les hommes non déplacés (12 %). Le troisième statut dans la profession le plus répandu parmi les occupés est celui d'aide familial ou d'apprenti, occupé par 4 à 6 % d'entre eux.

Tableau 10 : Répartition (en %) des PDI actuelles, des PDI retournées et des non déplacés selon certaines caractéristiques socioéconomiques par sexe

Caractéristiques	PDI actuelles			PDI retournées			Non déplacés		
	Hom-me	Fem-me	En-semble	Hom-me	Fem-me	En-semble	Hom-me	Fem-me	En-semble
Situation d'activité des 15 ans et +									
Occupé	79,7	67,7	73,3	86,3	83,1	84,6	83,7	78,3	80,9
Chômeur	5,6	2,2	3,8	1,8	0,6	1,1	2,6	1,3	1,9
Ménagère	0,0	20,0	10,7	0,0	8,0	4,3	0,0	12,8	6,5
Autre Inactif	14,6	10,1	12,2	11,9	8,4	10,0	13,7	7,6	10,6
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Profession actuelle des occupés de 15 ans et +									
Agriculteur-Éleveur	71,0	84,4	77,6	89,6	92,3	91,0	68,9	87,7	78,2
Personnel commercial-Vendeur	6,7	14,4	10,5	1,9	6,5	4,4	6,7	11,1	8,9
Ouvrier-Conducteur-Artisan	4,4	0,3	2,4	2,3	0,2	1,2	6,0	0,5	3,3
Administration publique et privée	7,9	0,4	4,2	3,9	0,6	2,2	5,6	0,4	3,1
Autres métiers	10,0	0,5	5,3	2,2	0,3	1,2	12,8	0,3	6,6
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Situation dans la profession actuelle des occupés de 15 ans et +									
Indépendant	79,1	91,8	85,4	90,3	93,7	92,1	84,4	95,4	89,8
Aide familial/Apprenti	5,1	7,3	6,2	3,5	5,1	4,3	3,7	3,6	3,6
Salarié	15,0	0,9	8,0	5,7	0,9	3,2	11,7	0,9	6,4
Employeur	0,5	0,0	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,0	0,1
Autre	0,4	0,0	0,2	0,3	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Vue d'ensemble sur le profil des PDI et de la population hôte

L'analyse du profil sociodémographique, socioculturel et socioéconomique des PDI actuelles, des PDI retournées et des non déplacés fait apparaître quelques différences entre ces différents groupes qui portent la marque de l'impact des crises.

Il est ainsi apparu un déficit d'hommes parmi les PDI actuelles entre 15 et 39 ans (entre 54 et 59 % de femmes), un déficit de filles parmi les PDI actuelles de sexe féminin, un déficit d'enfants parmi les PDI retournées, et un déficit particulièrement prononcé d'hommes de 20-24 ans parmi les PDI de sexe masculin.

L'important déficit d'hommes aux âges adultes pourrait s'expliquer en partie par l'enrôlement des hommes de cette tranche d'âge dans les mouvements armés, les tueries sélectives lors des attaques des villes et villages, ou l'émigration vers le Tchad et le Cameroun. Il se pourrait également que les ménages aient opté de faire partir en priorité les femmes (et les enfants) dans les zones plus sécuritaires. Par ailleurs, les PDI retournées sont plus

nombreux à vivre actuellement en union et moins en célibataires que les autres, traduisant probablement leur volonté de se construire (ou reconstruire) une nouvelle vie plus stable.



Le profil socioculturel révèle que les PDI sont majoritairement d'obédience chrétienne suivies des musulmans. La population de la zone d'étude est majoritairement analphabète (entre 28 et 40 % seulement savent lire et écrire) et faiblement instruite (entre 49 et 54 % n'ont jamais fréquenté l'école). Les retournées et les femmes sont les plus analphabètes et les moins instruits suivis des PDI actuelles, les non déplacés étant les mieux lotis.

Enfin, il ressort de l'analyse que les crises ont eu un impact négatif sur l'activité économique, impact qui se ressent plus parmi les PDI actuelles (73 % seulement d'entre eux ont une occupation contre 85 % des retournées et 81 % des non déplacés). Le plus grand dynamisme économique des PDI retournées serait une preuve de plus de leur volonté de surmonter les épreuves traversées et de rebâtir leur vie. L'écrasante majorité des occupés (plus des trois quarts) évoluent dans le secteur agricole, et travaillent pour leur propre compte (entre 84 et 90 %), qu'ils soient hommes ou femmes, déplacés ou non. Le salariat est plutôt répandu parmi les PDI actuelles hommes (15 % sont salariés) et les hommes non déplacés (12 %).

IV. CARACTÉRISTIQUES DES MÉNAGES SELON QU'ILS ACCUEILLENT OU NON DES PDI

Les résultats de l'analyse des caractéristiques des ménages (taille et typologie du ménage, caractéristiques du logement, équipement du ménage) selon qu'ils accueillent ou non une PDI vise à vérifier s'il existe une certaine précarité des conditions de vie en rapport avec la présence des personnes déplacées.

4.1 Taille et typologie des ménages

4.1.1 Taille des ménages

En moyenne, les ménages de la zone d'étude ont une taille de 5,1 personnes et la moitié d'entre eux compte au plus 5 membres (taille médiane). Ces tailles moyenne et médiane varient en fonction de la présence de PDI. Les ménages avec PDI sont de plus grande taille que les ménages sans PDI (5,6 personnes en moyenne contre 4,2). La même tendance demeure que le ménage soit dirigé par un homme ou une femme.

Tableau 11 : Tailles moyenne et médiane des ménages selon qu'ils accueillent ou non des PDI et selon le sexe du chef de ménage

Sexe du CM	Ménages sans PDI		Ménages avec PDI		Ensemble	
	Taille moyenne	Taille médiane	Taille moyenne	Taille médiane	Taille moyenne	Taille médiane
Masculin	4,5	4	5,9	5	5,4	5
Féminin	3,2	3	4,1	4	3,7	3
Ensemble	4,2	4	5,6	5	5,1	5

4.1.2 Typologie des ménages

A partir de la variable lien de parenté des membres résidents avec le chef du ménage, on a pu construire une structure familiale à huit modalités :

- ménage d'une seule personne (ménage isolé) ;
- ménage dont le chef est sans conjoint, sans enfant mais vit avec des collatéraux (frère, sœur, père, mère, neveu, nièce, cousin, cousine, etc.) ;
- ménage dont le chef vit avec ses enfants et est sans conjoint, ni collatéraux (ménage monoparental) ;
- ménage monoparental élargi aux collatéraux du chef de ménage ;
- ménage constitué d'un couple sans enfants, ni collatéraux ;
- ménage constitué d'un couple sans enfants, avec collatéraux ;
- ménage constitué d'un couple avec enfants, sans collatéraux (ménage nucléaire) ; et
- ménage constitué d'un couple avec enfants et collatéraux.

La typologie des ménages de la zone d'étude révèle que le type de ménage le plus fréquent est le ménage où le chef vit avec son (ses) conjoint(s) et ses enfants (44 %). Ils sont suivis par le même type de ménage élargi aux collatéraux (17 %). Les autres types de ménage représentent respectivement entre 3 et 9 % de l'ensemble des ménages. Le même schéma est globalement respecté qu'il s'agisse d'un ménage avec ou sans PDI, sauf les ménages constitués de couples sans enfants et ceux constitués du seul CM qui sont deux fois plus nombreux chez les ménages n'accueillant pas de PDI.

Tableau 12 : Répartition (en %) des ménages par typologie des ménages selon le type de ménages

Type de ménage	Ménages sans PDI	Ménages avec PDI	Ensemble
CM seul	13,3	6,0	8,4
CM + collatéraux	7,3	5,4	6,0
CM + enfants	9,5	8,0	8,5
CM + enfants + collatéraux	4,5	6,6	5,9
CM + époux(se)	10,3	5,6	7,2
CM + époux(se) + collatéraux	3,1	3,6	3,4
CM + époux(se) + enfants	39,2	46,0	43,8
CM + époux(se) + enfants + collatéraux	12,7	18,8	16,8
Total	100	100	100

4.2 Caractéristiques des logements

L'état et les caractéristiques d'un logement ainsi que ses commodités donnent une première idée des conditions de vie des ménages qui y résident. Des indicateurs ont été utilisés pour apprécier le confort du logement : statut d'occupation, coût du loyer, nombre de pièces occupées, type de construction, type de lieu d'aisance, sources d'approvisionnement en eau de boisson et mode d'éclairage.

4.2.1 Statut d'occupation et coût du loyer

Dans la zone d'étude, l'écrasante majorité des ménages est propriétaire de son logement (89 %) ou est logée gratuitement (7,4 %). Seuls 4 % des ménages sont locataires. Pour ces ménages, le loyer mensuel est d'environ 4.500 FCFA (Tableau 13). Il est moins plus élevé pour les ménages avec PDI que pour les ménages sans PDI (3.330 FCFA contre 5.276 FCFA en moyenne ou 2.000 FCFA contre 3.000 FCFA si l'on considère la médiane). Cette différence reflète en réalité le cas des ménages dirigés par les hommes, car en moyenne peu de différences du coût du loyer existent entre ménages avec ou sans PDI dirigés par une femme.

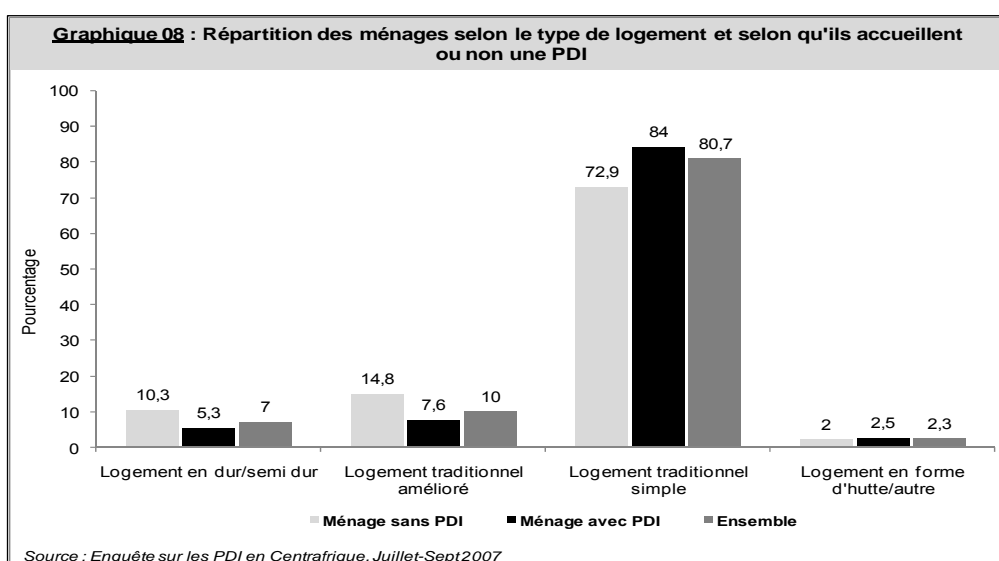
La différence du coût du loyer entre les deux types de ménages proviendrait probablement de la différence de standing de leur logement, comme le montre le point suivant.

Tableau 13 : Coûts moyen et médian (en FCFA) du loyer mensuel du logement par type de ménages et selon le sexe du chef de ménage

Type des ménages	Coût moyen par mois			Coût médian par mois		
	CM homme	CM femme	Ensemble	CM homme	CM femme	Ensemble
Ménages sans PDI	6.024	2.444	5.277	4.000	2.000	3.000
Ménages avec PDI	3.698	2.615	3.330	3.000	1.000	2.000
Ensemble	5.180	2.534	4.490	3.000	2.000	3.000

4.2.2 Type de logement

Du point de vue type de logement, les ménages avec PDI sont plus précaires que ceux n'accueillant pas de PDI. En effet, les logements considérés comme d'un standing élevé (en dur, semi-dur ou traditionnel amélioré) représentent environ le quart chez les ménages sans PDI, soit deux fois plus chez les ménages avec déplacés.



4.2.3 Nombre de pièces occupées par le ménage

L'analyse de la variable nombre de pièces du logement, permet de rendre compte du degré de promiscuité des membres du ménage en calculant le nombre de personnes par pièces occupée.

Contrairement aux attentes, la promiscuité résidentielle semble plus faible dans les ménages accueillant des personnes déplacées que dans les ménages sans PDI (Tableau 14). En effet dans 75 % des ménages avec PDI, une pièce est occupée en moyenne par 2 personnes au plus contre 65 % seulement des ménages sans PDI. Cette structure ne varie pas selon le sexe du chef de ménage.

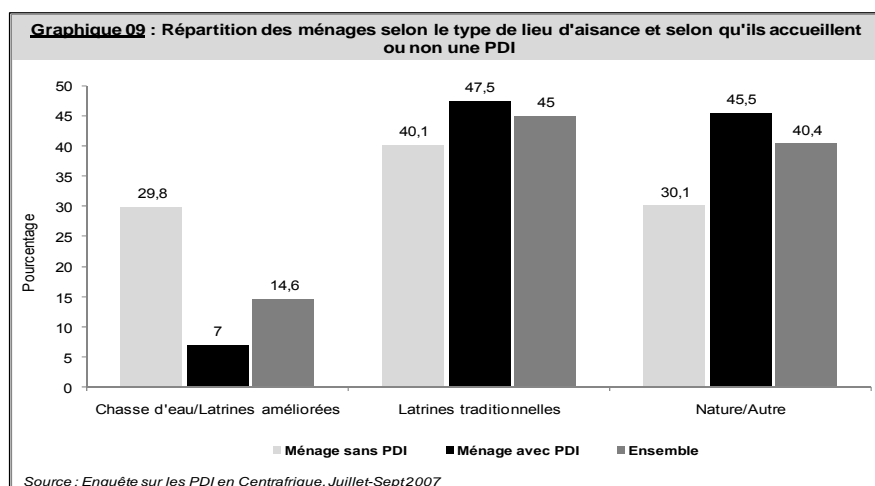
Tableau 14 : Répartition (en %) des ménages par nombre moyen de personnes par pièce selon le type de ménage

Nombre de personnes par pièce	Ménages sans PDI	Ménages avec PDI	Ensemble
Au plus une personne	27,0	30,9	29,6
1 à 2 personnes exactement	38,2	44,2	42,2
2 à 3 personnes exactement	20,1	16,9	17,9
3 à 5 personnes exactement	11,5	6,5	8,2
Plus de 5 personnes	3,3	1,5	2,1
Total	100	100	100

4.2.4 Principal lieu d'aisance

L'évacuation correcte des eaux usées et autres déchets issus de l'activité humaine permet d'éviter de nombreux problèmes sanitaires. Il a été demandé aux ménages le lieu d'aisance des individus qui y vivent afin d'estimer la proportion de ceux qui vivent dans des conditions sanitaires acceptables.

Les ménages de la zone d'étude utilisent en majorité les latrines traditionnelles non améliorées ou la nature (la brousse) comme principal lieu d'aisance (Graphique 09). Moins d'un ménage sur six (15 %) utilisent les toilettes avec chasse eau, les latrines à évacuation ou les latrines améliorées avec



ventilation. Le même schéma est observé dans les deux types de ménages (avec et sans PDI). Cependant les ménages avec PDI affichent une plus grande précarité en termes de lieu d'aisance. Ils sont 4 fois moins nombreux à utiliser les latrines améliorées comme lieu d'aisance (7 %) que les ménages sans PDI (30 %). Ces ménages utilisent principalement les latrines traditionnelles non améliorées ou la nature dans les proportions presque identiques (48 % et 46 % respectivement).

4.2.5 Principale source d'approvisionnement en eau de boisson

La principale source d'approvisionnement en eau de boisson varie selon que le ménage accueille ou non une PDI. De manière surprenante, il apparaît que les ménages avec PDI recourent à des sources plus saines que les ménages sans PDI (Tableau 15). En effet, les premiers s'approvisionnent majoritairement (63 %) auprès de puits à pompe et de forages alors que la principale source pour les seconds est constituée des puits, des sources non améliorées et des eaux de surface (49 %). Les deux types de ménages vivent pourtant dans le même environ géographique.



Tableau 15 : Répartition (en %) des ménages par principale source d'approvisionnement en eau de boisson selon le type de ménage

Principal source d'approvisionnement en eau de boisson	Ménages sans PDI	Ménages avec PDI	Ensemble
Robinet/Borne fontaine	3,5	2,7	3,0
Puits à pompe/forage	24,6	62,5	50,0
Puits/Source amélioré	23,3	5,9	11,7
Puits/source non amélioré, eau de surface, autre	48,6	28,9	35,3
Total	100	100	100

4.2.6 Mode d'éclairage

La disponibilité d'un mode d'éclairage satisfaisant fait partie des besoins essentiels d'un ménage. Son existence conditionne la satisfaction d'autres besoins, entre autres, la disponibilité d'équipements électroménagers.

Les deux principaux modes d'éclairage dans la zone d'étude sont la lampe à pétrole, utilisée par 65 % des ménages, et le bois de chauffe, auquel ont recours 45 %. Les autres modes d'éclairage (électricité, lampe à gaz et bougie) sont utilisés respectivement par 0,5 à 0,6 % des ménages. Cette tendance ne varie pratiquement pas selon que le ménage accueille ou non une PDI.

4.3 Équipement des ménages

Dans l'analyse des conditions de vie des ménages, les biens durables qu'ils possèdent occupent une place prépondérante car ils renseignent sur le niveau de vie du ménage et

sont aussi considérés comme une forme d'épargne du ménage mobilisable à tout moment pour faire face à des dépenses non prévues.

La présente enquête a retenu une liste de 12 biens d'équipement dont elle a vérifié l'existence de chacun dans les ménages enquêtés. Le tableau 16 synthétise les résultats. Il en ressort clairement que les ménages de la zone d'étude sont en général faiblement équipés en biens électroménagers. En effet, seuls trois biens ont été cités par au moins 20 % des ménages. Il s'agit de la radio, du fer à repasser et du vélo/bicyclette. Le réchaud à pétrole, le pousse-pousse et le foyer amélioré sont, quant à eux, cités par une proportion de ménages qui varie entre 6 % et 8 %. Par ailleurs, il est apparu que 45 % des ménages ne possèdent aucun des 12 biens d'équipement et moins d'un ménage sur quatre (23 %) possède un seul bien, qui est souvent la radio, le vélo ou la bicyclette.

Les ménages avec PDI apparaissent clairement moins bien équipés que les ménages sans PDI. En effet, quel que soit le bien considéré, à l'exception du pousse-pousse, ils sont moins nombreux à en disposer que les ménages sans PDI. La moitié d'entre eux ne dispose d'aucun des 12 biens retenus.

Tableau 16 : Pourcentage de ménages possédant différents biens d'équipement selon la présence ou non de PDI dans le ménage

Biens d'équipement	Ménage sans PDI	Ménage avec PDI	Ensemble
Radio	50,3	37,8	42,0
Télévision	1,9	0,2	0,7
Téléphone	6,0	0,7	2,5
Réfrigérateur/Congélateur	1,0	0,2	0,5
Vélo	22,2	23,7	23,2
Mobylette	2,6	2,1	2,3
Pousse-pousse	5,7	7,8	7,1
Foyer amélioré	11,9	3,3	6,1
Fer à repasser	27,6	22,9	24,4
Pirogue	1,7	1,6	1,6
Automobile	0,8	0,3	0,5
Réchaud à pétrole	14,1	5,0	8,0

Vue d'ensemble sur les caractéristiques des ménages

Les résultats de l'analyse des caractéristiques des ménages révèlent que les ménages accueillant des PDI vivent globalement dans une plus grande précarité que les ménages n'en accueillant pas. Ils sont de plus grande taille (5,6 personnes en moyenne contre 4,2) et ont plus tendance à être de type élargi aux collatéraux. Par contre, les ménages avec PDI qui louent leur logement paient un loyer moins cher que les ménages avec PDI. Cet écart différence proviendrait de la différence de standing entre les logements des deux types de ménages. En effet, les ménages sans PDI sont proportionnellement deux fois plus nombreux à occuper un logement considéré comme d'un standing élevé (en dur, semi-dur ou traditionnel amélioré). Ils sont 4 fois moins nombreux à utiliser les latrines améliorées (7 %) que les ménages sans PDI (30 %), les latrines traditionnelles non améliorées et la nature comme étant les deux principaux lieux d'aisance des deux types de ménages.

Contrairement aux attentes, la promiscuité résidentielle (nombre de personnes par pièce) semble plus faible dans les ménages accueillant des personnes déplacées. De même, ils s'approvisionnent en eau de boisson à partir de sources plus saines : 63 % puisent leur eau de boisson auprès des puits à pompe et des forages alors que la principale source pour les ménages sans PDI est constituée des puits, des sources non améliorées et des eaux de surface (49 % d'entre eux y ont recours). Par contre, ils ne se distinguent pas du point de

vue des principaux modes d'éclairage, qui sont dans la zone d'étude la lampe à pétrole utilisée par 65 % des ménages et le bois de chauffe auquel ont recours 45 %.

Les ménages avec PDI apparaissent clairement moins bien équipés car quel que soit le bien considéré, à l'exception du pousse-pousse, ils sont moins nombreux à en disposer que les ménages sans PDI. La moitié d'entre eux ne dispose d'aucun bien. Il faut noter cependant que les ménages de la zone d'étude sont dans l'ensemble faiblement équipés. Seuls trois biens sont possédés par au moins 20 % des ménages : la radio, le fer à repasser et le vélo/bicyclette.

V. SITUATION SANITAIRE ET SCOLARISATION DES ENFANTS DANS LES MÉNAGES

La crise qui a conduit certaines personnes à quitter leur localité de résidence pour aller chercher refuge ailleurs a eu des répercussions sur la composition des ménages de la zone d'accueil. On a observé par-ci des ménages accueillant des personnes déplacées au nom de la solidarité nationale, et par-là des ménages se réinstallant dans une nouvelle zone. Ces ménages, où l'on retrouve des personnes déplacées, peuvent présenter des caractéristiques particulières en matière de dépenses alimentaires, de santé, d'éducation, etc. L'objectif de cette partie est d'examiner la situation sanitaire et la scolarisation des enfants dans les ménages pour mieux apprécier l'impact des déplacements occasionnés par les crises militaro-politiques sur les conditions de vie des populations de la zone.

5.1 Situation sanitaire des ménages

La crise avec toutes ses conséquences a probablement des répercussions néfastes sur l'état de santé des populations des zones de conflit et des zones d'accueil. Bien que ne se basant sur aucun diagnostic clinique, l'enquête essaie d'apprécier la situation sanitaire de ces populations en demandant pour chacun des membres des ménages enquêtés la fréquence des épisodes morbides, le type de maladies dont il a souffert et en cas de recours thérapeutique, qui a pris en charge les frais liés aux soins.

5.1.1 Morbidité plus fréquente dans les ménages avec PDI

Les membres des ménages avec PDI sont plus nombreux à connaître souvent ou quelque fois des problèmes de santé (61 % d'entre eux) que ceux des ménages sans PDI (47 %). Ce pauvre état de santé des membres des ménages avec personnes déplacées a probablement une double cause. Il découlerait des conditions de vie qui se sont nettement dégradées pour tout le monde du fait de la crise, les plus nécessiteux ayant bien entendu payé un plus lourd tribut. La seconde cause probable se rapporterait à l'état psychologique des déplacés qui, accablés de toute part, seraient moins résistants aux affections morbides.

Tableau 17 : Fréquence des épisodes morbides parmi les membres des ménages enquêtés selon le type de ménage

Fréquence de morbidité	Ménages sans PDI	Ménages avec PDI
Souvent malade	10,5	12,6
Quelques fois malade	36,7	48,3
Rarement malade	39,0	23,0
Pas du tout malade	13,8	16,1
Total	100	100

Cette différence de morbidité entre les deux types de ménages ne dépend pas du sexe des membres du ménage, ni du milieu de résidence. Concernant la préfecture, celles qui se

distinguent de la tendance globale sont la Nana-Grébizi et la Vakaga où les membres des ménages sans PDI sont en moins bonne santé que ceux des ménages avec PDI.

5.1.2 *Prédominance du paludisme, des diarrhées et des infections respiratoires*

Les membres des ménages qui tombent souvent ou quelques fois malades souffrent généralement de trois affections : paludisme, diarrhées et infections respiratoires (Tableau 18). Les autres maladies ont été rarement citées. Dans les ménages sans PDI, 62 % des personnes qui ont été malades ont souffert de paludisme contre 48 % dans les ménages avec PDI. Les diarrhées ont affecté respectivement 54% et 43 % des malades des deux types de ménages. Les infections respiratoires, troisième problème de santé le plus cité, n'ont affecté que 11 % des malades dans les ménages sans PDI et 14 % de ceux des ménages avec PDI.

Tableau 18 : Pourcentage des membres des ménages enquêtés qui ont été souvent ou quelques fois malades par type de maladies dont ils ont souffert

Maladies	Ménages sans PDI	Ménages avec PDI
Paludisme	61,7	48,1
Diarrhée	53,9	42,6
Maladies respiratoires	10,9	13,7
Fièvre typhoïde	6,0	2,0
Malnutrition	1,3	3,1
Fièvre	0,1	0,1
Anémie	0,0	0,2
Coqueluche	0,0	0,0
Méningite	0,0	0,1
Rougeole	0,0	0,0
Trypanosomiase	0,0	0,1
Tuberculose	0,0	0,0
Autre maladie	25,6	39,1

La prévalence déclarée de ces maladies ne varie pas selon le sexe, la préfecture et le milieu de résidence. En revanche, elle varie sensiblement en fonction de l'âge. Les enfants de moins de cinq ans sont plus affectés par le paludisme, les diarrhées et les maladies respiratoires. Les adultes et personnes âgées souffrent, quant à eux, surtout de paludisme et de fièvre typhoïde.

5.1.3 *Forte implication des parents biologiques dans les soins*

La prise en charge du coût des soins des personnes malades dans les ménages a été souvent de la responsabilité première des parents biologiques (père/mère) lorsqu'il s'est agi des enfants et de soi-même (si c'était un adulte, chef de ménage surtout). Les parents éloignés interviennent aussi dans la prise en charge des frais de soins de santé des membres du ménage, mais moins souvent.

Cette structure varie quelque peu selon le type de ménages. Dans les ménages avec personnes déplacées, la prise en charge par soi-même est moins fréquente (25 %) que dans les ménages sans PDI (33 %). Par contre, les parents autres que biologiques y interviennent plus souvent (16,5 %) que dans les ménages sans déplacé (13 %).

Tableau 19 : Pourcentage des malades qui citent différents types de personnes/structures ayant pris en charge le coût des soins et selon le type de ménage dans lequel ils vivent

Personne/Structure ayant pris en charge les frais de santé	Ménages sans PDI	Ménages avec PDI
Soi-même	32,5	24,9
Père/mère	48,0	50,0
Autre parent	13,3	16,5
Communauté ethnique	0,1	0,1
Communauté religieuse	0,3	0,2
ONG	0,5	5,0
État/Mairie	1,2	1,3
Autre maladie	5,9	4,8

On peut déduire de ceci que malgré l'ampleur de la crise et son impact sur les conditions de vie des populations, la solidarité familiale constitue l'une des parades les plus efficaces contre les problèmes médicaux, l'exclusion et la pauvreté extrême des personnes déplacées.

5.2 Situation de la scolarisation des enfants

L'éducation pour tous fait partie des objectifs que se sont fixés les gouvernements des pays du monde appuyés par les agences du Système des Nations Unies (UNESCO et UNICEF en particulier) et par de nombreuses ONG. En République

Centrafricaine, cet objectif est fortement contrarié par les crises à répétition. En raison de l'inexistence d'administration dans les zones sous contrôle des rebelles et du climat d'insécurité qui y règne, les enseignants les ont massivement désertées. Il s'en est suivi la fermeture des écoles en dépit des efforts déployés pour y maintenir la scolarisation des enfants.



Dans les zones d'accueil, la poursuite de la scolarisation des enfants déplacés internes ne se fait pas toujours sans difficulté, puisque souvent si les écoles existent, elles sont surpeuplées. Dans certains cas, c'est plutôt le manque ou l'insuffisance de moyens matériels, une maladie ou encore des troubles imputables à la crise qui entravent la scolarisation des enfants déplacés.

Pour appréhender ces différents problèmes, pour chaque membre des ménages enquêté scolarisable, c'est-à-dire âgé de 6 à 24 ans, on a demandé s'il a été à l'école durant l'année scolaire en cours, les informations sur les aides éventuelles notamment, la prise en charge des frais scolaires, le cas échéant, ou les raisons de la non scolarisation, le cas contraire.

5.2.1 Une faible fréquentation scolaire des enfants

Les résultats de l'enquête montrent que contrairement aux attentes les enfants des ménages avec PDI ont été plus nombreux à fréquenter l'école au cours de l'année scolaire 2006-2007 que ceux des ménages sans PDI (42 % contre 36 %). Par contre on note l'inverse pour ce

qui est de la fréquentation scolaire les années antérieures (14 % pour les premiers contre 20 % pour les seconds). Il semblerait donc que la condition de déplacé ait favorisé la scolarisation des enfants, après que la crise les ait déscolarisés les années antérieures, et ceci probablement du fait de l'intervention des ONG humanitaires dans les zones d'accueil.

Tableau 20 : Répartition (en %) des membres des ménages enquêtés âgés de 6-24 ans et plus selon la fréquentation scolaire et par type de ménages et sexe de l'enfant

Fréquentation scolaire	Ménage sans PDI			Ménages avec PDI		
	Garçons	Filles	Ensemble	Garçons	Filles	Ensemble
Oui, cette année	45,4	27,5	35,7	51,8	32,7	42,1
Oui, les années passées	23,1	18,2	20,4	14,9	12,4	13,6
Non	31,5	54,3	43,9	33,3	54,8	44,3
Total	100	100	100	100	100	100

Quel que soit le type de ménage, les filles sont moins scolarisées que les garçons. Les proportions de scolarisés sont également plus faibles en milieu rural (42 %) qu'en milieu urbain (44 %) et dans la Nana-Mambéré et la Vakaga (33 % respectivement).

5.2.2 *Prise en charge des frais scolaires par les parents biologiques*

Le schéma global de la prise en charge des frais scolaires des enfants ne varie pas selon que le ménage accueille ou non des PDI (Tableau 21). Les frais scolaires sont supportés principalement par les parents biologiques (le père ou la mère de l'enfant) pour 64 % des enfants des ménages avec PDI et 54,5 % des ménages sans PDI. Les autres parents sont le second soutien à la scolarisation des enfants. Ils interviennent dans la scolarité d'environ 9 % des enfants, quel que soit le type dans le ménage dans lequel ils vivent. L'aide des autorités publiques et communautaires et des ONG restent faible, voire inexistante.

Tableau 21 : Pourcentage d'enfants pour lesquels différents types de personnes/structures ont pris en charge les frais scolaires selon le type de ménage dans lequel ils vivent

Personne/Structure ayant pris en charge les frais scolaires	Ménage sans PDI	Ménages avec PDI
Soi-même	1,4	1,6
Père/mère	54,5	64,4
Autre parent	9,5	8,6
Communauté ethnique	0,0	0,1
Communauté religieuse	0,2	0,2
ONG	0,1	1,0
État/Mairie	0,0	0,1
Autre	1,0	1,2

5.2.3 *Manque de moyens financiers : principale raison de la non-fréquentation scolaire. L'insécurité aussi mise en cause par les ménages avec PDI*

La proportion d'enfants n'ayant pas fréquenté l'école au courant de l'année scolaire 2006-2007 est très élevée (64 % chez les ménages sans PDI et 58 % chez les ménages avec PDI). En excluant de ce groupe les enfants qui n'ont jamais été scolarisés de leur vie (65 % des cas), il ressort que la principale raison de la non scolarisation des enfants au cours de l'année scolaire 2006-2007 est le manque de moyens financiers, surtout dans les ménages sans PDI. En effet, cette raison a été citée pour expliquer la non scolarisation de 54 % des enfants des ménages sans PDI et près de 38 % de ceux des ménages avec PDI. Vient ensuite le manque d'écoles, évoqué pour 12 % des enfants des ménages sans PDI et 14 % de ceux des ménages avec PDI. Il faut relever le pourcentage relativement élevé d'enfants des ménages avec PDI qui n'ont pas étudié du fait de l'insécurité (12 %). Les autres raisons

listées dans le tableau 22 ont été rarement évoquées (par moins de 10 %) sauf la catégorie « autres raisons », dont le contenu n'a malheureusement pas été spécifié.

Tableau 22 : Raisons de la non fréquentation scolaire des 6-24 ans au cours de l'année 2006-2007 par type de ménage (% d'enfants non scolarisés pour lesquels la raison est évoqué)

Raisons évoquées par les parents	Ménage sans PDI	Ménages avec PDI
N'a jamais été scolarisé	80,8	65,3
Manque d'écoles	12,2	14,3
Manque de moyens financiers	54,0	37,6
Enfant renvoyé de l'école	5,9	8,5
Enfant malade	1,0	5,1
Manque de places à l'école	0,1	1,0
Insécurité	1,1	12,4
Grossesse	2,4	0,6
Abandon	2,7	5,8
Décès des parents	0,0	0,0
Autres raisons	17,3	16,9

Vue d'ensemble sur la situation sanitaire et de scolarisation des enfants des ménages

L'objectif de cette partie était d'examiner la situation sanitaire et la scolarisation des enfants dans les ménages pour mieux apprécier l'impact des déplacements occasionnés par les crises militaro-politiques sur les conditions de vie des populations de la zone.

Il en est ressorti que les membres des ménages avec PDI sont plus nombreux à avoir des ennuis de santé (61 % d'entre eux) que ceux des ménages sans PDI (47 %). L'exception à cette tendance est relevée dans la Nana-Grébizi et de la Vakaga où les membres des ménages sans PDI sont en moins bonne santé que ceux des ménages avec PDI. Les enfants de moins de cinq ans sont plus affectés par le paludisme, les diarrhées et les maladies respiratoires tandis que les adultes et personnes âgées souffrent plutôt de paludisme et de fièvre typhoïde.

La prise en charge du coût des soins des personnes malades dans les ménages a été souvent de la responsabilité première des parents directs (père/mère) lorsqu'il s'est agi des enfants et de soi-même (si c'était un adulte, chef de ménage surtout). Cette structure varie quelque peu selon le type de ménages. Dans les ménages avec PDI, la prise en charge par soi-même est moins fréquente (25 %) que dans les ménages sans PDI (33 %). Par contre les parents autres que biologiques y interviennent plus souvent (16,5 %) que dans les ménages sans déplacé (13 %). On peut en déduire ainsi que malgré l'ampleur de la crise et son impact sur les conditions de vie des populations, la solidarité familiale constitue l'une des parades les plus efficaces contre les problèmes médicaux, l'exclusion et la pauvreté extrême des personnes déplacées.

Les résultats de l'enquête montrent que contrairement aux attentes, les enfants des ménages avec PDI ont été plus nombreux à fréquenter l'école au cours de l'année scolaire 2006-2007 que ceux des ménages sans PDI (42 % contre 36 %). Par contre, on note l'inverse pour ce qui est de la fréquentation scolaire les années antérieures (14 % pour les premiers contre 20 % pour les seconds). Il semblerait donc que la condition de déplacé a favorisé la scolarisation des enfants, après que la crise les ait déscolarisés les années antérieures, et ceci probablement du fait de l'intervention des ONG humanitaires dans les zones d'accueil.

Le schéma global de la prise en charge des frais scolaires des enfants ne varie pas selon que le ménage accueille ou non des PDI. Les frais scolaires sont supportés principalement

par les parents biologiques (le père ou la mère de l'enfant) pour 64 % des enfants des ménages avec PDI et 54,5 % des ménages sans PDI. L'aide des autorités publiques et des ONG reste faible, voire inexistante.

La principale raison de la non scolarisation des enfants au cours de l'année scolaire 2006-2007 est le manque de moyens financiers surtout dans les ménages sans PDI, suivi du manque d'écoles. Enfin, 12 % des enfants des ménages avec PDI ne sont pas scolarisés du fait de l'insécurité.

VI. ACCUEIL DES PDI DANS LES MÉNAGES ET RETOMBÉES DANS LES DÉPENSES

Les plus chanceux parmi les PDI ont trouvé refuge, dès leur arrivée, auprès de parents, d'amis, de collègues, etc. Les autres ont transité par des camps aménagés avant de trouver une famille d'accueil. Ce chapitre traite des démarches ayant abouti à l'accueil des PDI, du nombre de ménages ayant accueilli des PDI et de l'effectif reçu, des perceptions des chefs de ménage hôte sur cet accueil et sur les changements dans les dépenses de leur ménage.

6.1 Nombre de PDI accueillies dans les ménages depuis 2006

Près de 7 % des ménages ont accueilli des PDI depuis le début de la crise (2002), proportion plus élevée parmi ceux du milieu urbain et ceux dirigés par des hommes (Tableau 23). Parmi ces ménages, 88 % en ont reçu entre une et dix. Le nombre moyen de PDI accueillies est de 6 et le nombre médian de 4 personnes, sans grande différence selon le sexe du chef de ménage.

Tableau 23 : Nombres moyen et médian de PDI accueillies dans les ménages depuis 2006 selon que le ménage comptait déjà une PDI ou non et selon le sexe du chef de ménage

Type des ménages	Nombre moyen			Nombre médian		
	CM homme	CM femme	Ensemble	CM homme	CM femme	Ensemble
Ménages sans PDI	5,6	3,5	5,2	4	3	4
Ménages avec PDI	6,6	6,8	6,7	4	5	4
Ensemble	5,9	6,3	6,0	4	4	4

Les différences selon la préfecture sont par contre très prononcées. En effet, les ménages de la Vakaga, de Bamingui-Bangoran et de l'Ouham ont accueilli en moyenne au moins 10 personnes alors que ce nombre moyen tourne autour de 4 personnes dans les préfectures de la Nana-Mambéré et de la Nana-Grébizi.

Tableau 24 : Nombres moyen et médian de PDI accueillies dans les ménages depuis 2006 selon le type de ménage et la préfecture

Préfectures	Nombre moyen			Nombre médian		
	Ménages sans PDI	Ménages avec PDI	Ensemble	Ménages sans PDI	Ménages avec PDI	Ensemble
Nana-Mambéré	3,4	4,4	3,7	3,0	3,0	3,0
Ouham-Pendé	0	6,9	6,9	0	4,0	4,0
Ouham	0	9,7	9,7	0	5,0	5,0
Nana-Grébizi	0	3,9	3,9	0	3,0	3,0
Bamingui-Bangoran	10,1	8,9	9,3	4,1	5,5	5,0
Haute-Kotto	4,6	5,3	4,8	4,0	3,5	4,0
Vakaga	16,8	14,8	15,2	8,0	5,3	5,4
Ensemble	5,8	6,5	6,4	4,0	4,0	4,0

6.2 Démarches entreprises pour l'accueil des PDI dans les ménages

L'accueil des PDI dans le ménage a le plus souvent été le fruit de la seule initiative de la personne déplacée elle-même (53 % dans les ménages qui hébergeaient déjà une PDI et 51 % dans les autres). L'hébergement a été le fruit d'une entente familiale dans un cas sur cinq dans les ménages avec PDI et dans 17 % dans les ménages sans PDI. L'entretien entre le CM et la personne à accueillir a permis d'accueillir des PDI dans 17 % des ménages qui en avaient déjà.

Il est remarquable de relever que dans le quart des ménages qui ne comptaient pas de PDI, c'est le chef de ménage tout seul qui a pris l'initiative d'en accueillir. Ceci témoigne du caractère spontané de la solidarité des populations des zones d'accueil à l'endroit de leurs compatriotes déplacées.

Tableau 25 : Répartition (%) des ménages ayant accueilli des PDI depuis 2006 selon la démarche qui a permis l'accueil et selon que le ménage comptait déjà une PDI ou pas

Démarche pour l'accueil des PDI dans le ménage	Ménages sans PDI	Ménages avec PDI
Initiative du chef de ménage	24,0	6,4
Entretien entre CM et PDI	7,0	17,6
Entente familiale	17,3	21,2
Entente avec la communauté religieuse	0,0	1,9
Seule initiative du PDI	50,8	52,8
Autre	0,9	0,2
Total	100	100

6.3 Perceptions relatives à l'accueil des PDI

Les populations sont disposées à accueillir des PDI mais cette disposition semble avoir des limites à en croire les différences de perceptions exprimées par les chefs de ménage avec ou sans PDI. L'arrivée de PDI dans le ménage est positivement perçue dans la majorité des ménages où il n'y avait pas auparavant de PDI (71 %), mais elle l'est beaucoup moins dans les ménages où vit déjà une PDI (46,5 %). Ces ménages ont plus tendance à considérer l'arrivée d'autres PDI comme une charge supplémentaire (opinion exprimée par un tiers des chefs de ménage) tandis qu'un chef de ménage sur cinq s'est dit indifférent. Ces pourcentages sont beaucoup plus faibles parmi les chefs de ménage sans PDI (9 % et 13 % respectivement).

Tableau 26 : Répartition (%) des chefs de ménage selon leurs perceptions sur l'accueil des personnes déplacées dans les ménages par type de ménage

Perceptions sur l'accueil des PDI dans le ménage	Ménages sans PDI	Ménages avec PDI
Positivement	71,0	46,5
Mécontentement	5,1	0,7
Charges supplémentaires	9,3	31,9
Indifférent	12,9	20,9
Autre	1,8	0,0
Total	100	100

6.4 Changement dans les dépenses des ménages

La quasi-totalité des chefs de ménage ayant accueilli des PDI ont déclaré avoir effectué des dépenses en faveur de ces derniers. Ils ont par ailleurs noté des changements dans plusieurs postes de dépense du ménage, souvent à la hausse (Tableau 27). La hausse du

poste de dépense déplacement/transport est la plus évoquée par les chefs de ménage (78 % d'entre eux l'ont mentionné). Ils ont également été nombreux à déclarer une augmentation des dépenses liées à l'alimentation (70 %), l'habillement (67 %), l'énergie/électricité (64 %), la santé (62 %) et dans une moindre mesure à l'éducation/scolarisation (49 %). Une augmentation des dépenses de consommation d'eau, de loyer et des divers a été rapportée par au plus un chef de ménage sur cinq.

Tableau 27 : Répartition (%) des chefs de ménage selon leurs perceptions du changement dans les dépenses du ménage pour plusieurs postes de dépense

Postes de dépenses	Aucun changement	Diminution	Augmentation	Ne sait pas	Total
Alimentation	5,2	22,9	70,3	1,6	100
Logement	60,7	6,8	20,5	12,0	100
Habillement	15,1	14,1	67,4	3,4	100
Eau	71,3	5,0	17,5	6,2	100
Énergie/Électricité	20,2	4,3	64,1	11,4	100
Hygiène	35,1	9,4	34,0	21,5	100
Déplacement/Transport	10,1	3,4	77,9	8,7	100
Éducation/Scolarisation	21,8	11,9	48,6	17,7	100
Santé	10,0	22,2	62,0	5,8	100
Divers	5,9	1,4	12,8	79,9	100

Globalement, 62 % des chefs de ménage ayant accueilli des PDI estiment que le surplus de dépense était important, un tiers le juge supportable et 4 % insignifiant. Bien que la plupart des chefs de ménage déclarent avoir observé une augmentation au niveau de leurs dépenses, peu d'entre eux (entre 10 % et 20 %) attribuent cette hausse à la présence de déplacés dans le ménage ou à l'insécurité/conflit. Ils sont 60 % à penser que l'augmentation de leurs dépenses est liée au renchérissement du coût de la vie de manière générale.

Vue d'ensemble sur l'accueil des PDI dans les ménages et retombées dans les dépenses des ménages

Dans les sept préfectures étudiées, près de 7 % des ménages ont accueilli des PDI depuis le début de la crise (2002). Les ménages dirigés par les hommes et les ménages urbains sont proportionnellement plus nombreux à être dans cette situation. Parmi les ménages qui ont accueilli des déplacés, 88 % en ont reçu entre une et dix. Le nombre moyen de PDI accueillies est de 6, sans grande différence selon le sexe du chef de ménage. Les différences selon la préfecture sont par contre très prononcées : au moins 10 PDI accueillies depuis 2002 en moyenne par ménage dans la Vakaga, le Bamingui-Bangoran et l'Ouham contre 4 environ dans la Nana-Mambéré et la Nana-Grébizi.

L'accueil des PDI dans le ménage a le plus souvent été le fruit de la seule initiative de la personne déplacée elle-même (un peu plus de la moitié des cas), mais a quelques fois résulté d'une entente familiale ou d'un entretien entre le CM et la personne à accueillir. Il est toutefois remarquable de relever que dans le quart des ménages qui ne comptaient pas de PDI, c'est le chef de ménage tout seul qui a pris l'initiative d'en accueillir. Ceci témoigne du caractère spontané de la solidarité des populations des zones d'accueil à l'endroit de leurs compatriotes déplacées. Cependant, même si les populations sont disposées à accueillir des PDI mais cette disposition semble avoir des limites. En effet, l'arrivée de PDI dans le ménage est positivement perçue dans la majorité des ménages où il n'y avait pas auparavant de PDI (71 %), mais elle l'est beaucoup moins dans les ménages où vit déjà une PDI (46,5 %).

La quasi-totalité des chefs de ménage ayant accueilli des PDI ont déclaré avoir effectué des dépenses en faveur de ces derniers. Les postes dont la hausse a le plus été évoqué sont le déplacement/transport, l'alimentation, l'habillement, l'énergie/électricité, la santé et dans une moindre mesure à l'éducation/scolarisation. Globalement, 62 % des chefs de ménages ayant accueilli des PDI estiment que le surplus de dépenses était important, mais peu d'entre eux (entre 10 % et 20 %) attribuent cette hausse à la présence de déplacés dans le ménage ou à l'insécurité/conflit. Ils sont 60 % à penser que l'augmentation de leurs dépenses est liée au renchérissement du coût de la vie de manière générale.

VII. ITINÉRAIRE MIGRATOIRE ET RÉINSERTION SOCIALE DES DIFFÉRENTES CATÉGORIES DE PERSONNES DÉPLACÉES

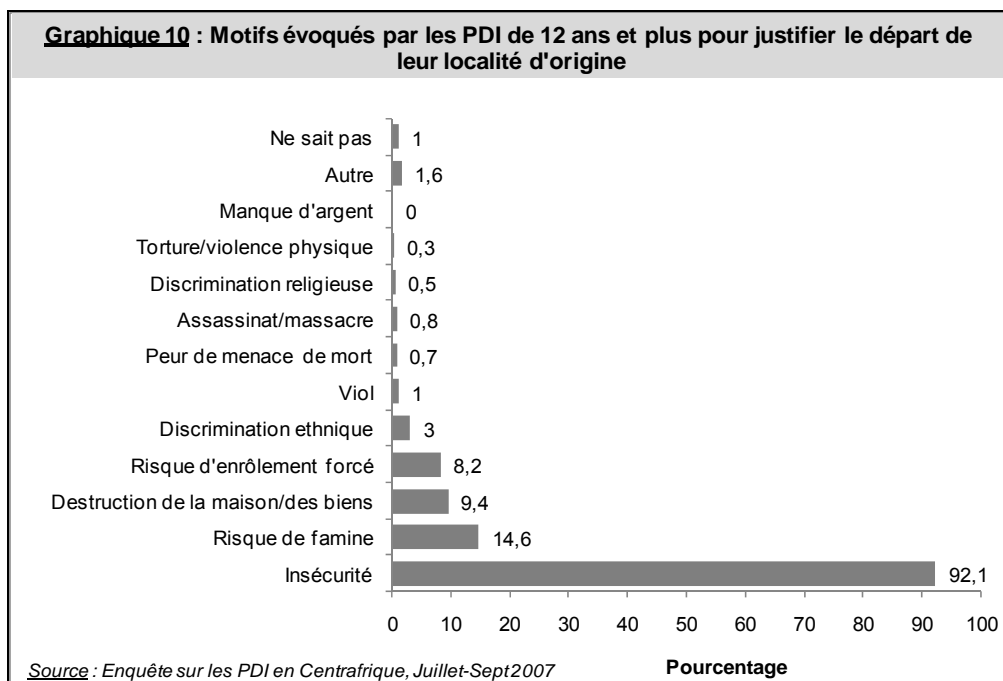
Près de 9 PDI sur 10 résident actuellement dans la même localité qu'elles habitaient avant la crise. Seul le dixième n'est donc pas retourné. Ce chapitre examine leur itinéraire et les conditions de leur réinsertion sociale selon la catégorie (retournées, réinstallées et accueillies). Les analyses sont basées sur les données de l'enquête auprès des PDI de 12 ans ou plus.

7.1 Motifs du départ de la localité d'origine

Toutes catégories confondues, les PDI ont évoqué plusieurs raisons pour justifier le départ de leur localité d'origine lors du déclenchement de la crise militaro-politique (graphique 10). La question sécuritaire est apparue comme la toute première motivation des déplacements des populations fuyant les zones de combat (évoquée par 92 % des PDI). Les risques de famine ou de crise alimentaire sont souvent associés aux conflits et ont été évoqués par 15 % des PDI pour justifier leur fuite. La destruction de la maison ou des biens et le risque d'enrôlement forcé par les groupes rebelles ont été respectivement évoqués par 9 % et 8 % des déplacés. La discrimination ethnique, le viol ainsi que d'autres raisons ne reviennent dans les réponses des enquêtés que de façon marginale (moins de 5 %).



Il apparaît clairement que la sécurisation des personnes et des biens, la lutte contre la faim et le recrutement forcé de la population dans les rangs des troupes armées sont les principaux défis que le gouvernement centrafricain et ses partenaires au développement doivent relever dans les zones touchées par la crise militaro-politique pour juguler le phénomène de déplacements des populations.



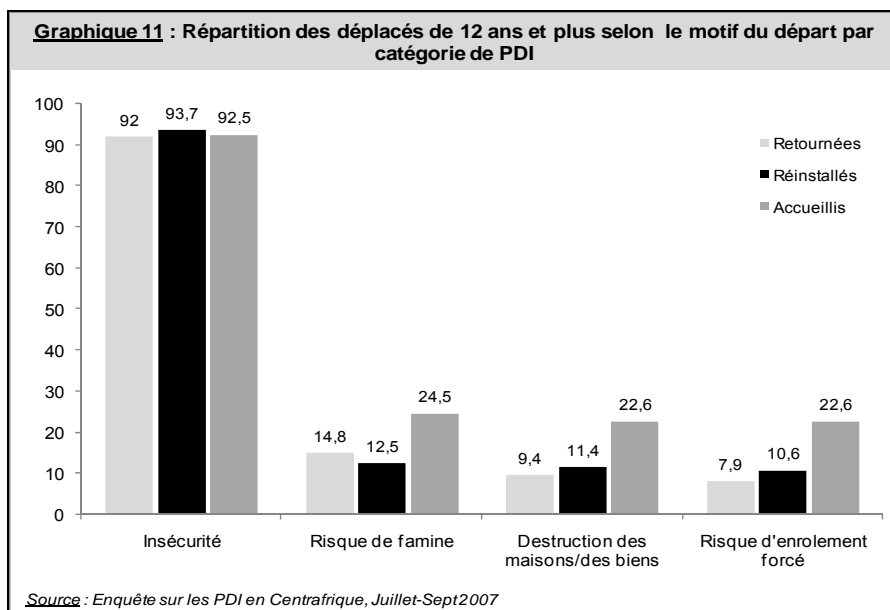
Les motifs de déplacements des PDI présentent quelques spécificités régionales :

- L'insécurité a été évoquée le moins souvent par les PDI dans l'Ouham (86 %) et le Bamingui-Bangoran (88 %), alors que partout ailleurs plus de 94 % des PDI la citent.
- Les risques de famine ont été soulevés par une proportion très élevée de PDI dans l'Ouham-Pendé (31 %) et presque pas du tout dans l'Ouham (moins de 1 %).
- La destruction des logements et des biens ressort comme motif important de départ dans l'Ouham (14 %) et la Nana-Mambéré (13 %).
- Enfin le risque d'enrôlement forcé dans les groupes armés a fait fuir un grand nombre de personnes dans la Nana-Mambéré (22 %), le Bamingui-Bangoran (15 %) et l'Ouham-Pendé (10 %).

Tableau 28 : Répartition (%) des PDI par préfecture selon les principaux motifs de départ de la localité d'origine

Préfecture	Insécurité	Risque de famine	Destruction de maisons/biens	Risque d'enrôlement forcé
Nana-Mambéré	97,4	9,4	12,9	22,3
Ouham-Pendé	94,5	30,6	7,2	10,4
Ouham	85,8	0,8	14,0	5,9
Nana-Grébizi	97,7	11,5	7,0	6,4
Bamingui-Bangoran	88,4	8,7	1,9	14,9
Haute-Kotto	94,0	6,8	6,8	2,3
Vakaga	98,9	9,5	4,0	5,9
Ensemble	92,1	14,6	9,4	8,2

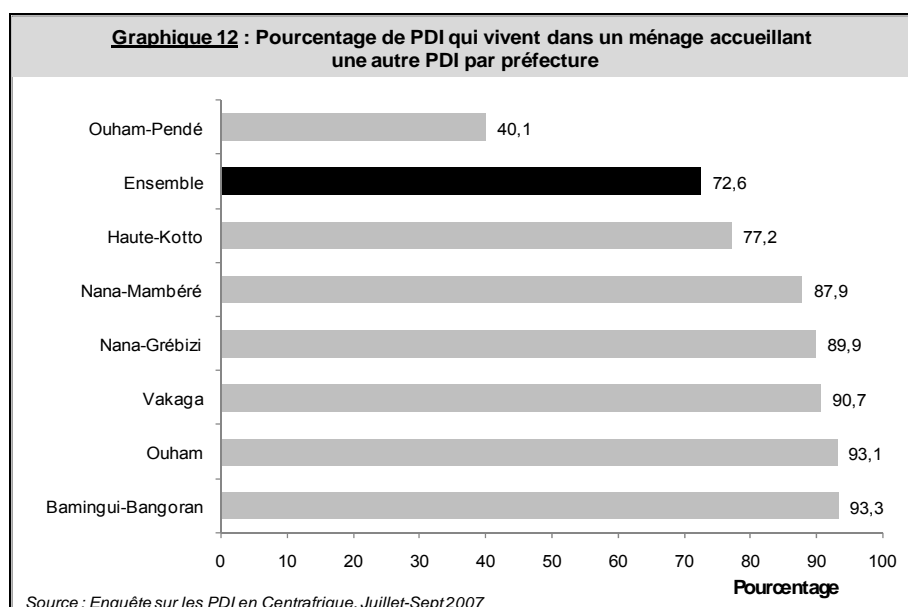
En prenant en compte la catégorie de PDI (retournées, réinstallées et accueillies), la question de la sécurité demeure de loin le premier motif avancé pour expliquer le départ (entre 92 % et 94 %) comme l'atteste le graphique 11. Les trois autres motifs (famine, destruction de biens et enrôlement forcé) ont été plus souvent évoqués par les PDI actuellement accueillies (entre 23 % et 25 %) que par les retournées et les réinstallées, qui les ont cités dans des proportions inférieures à 15 %.



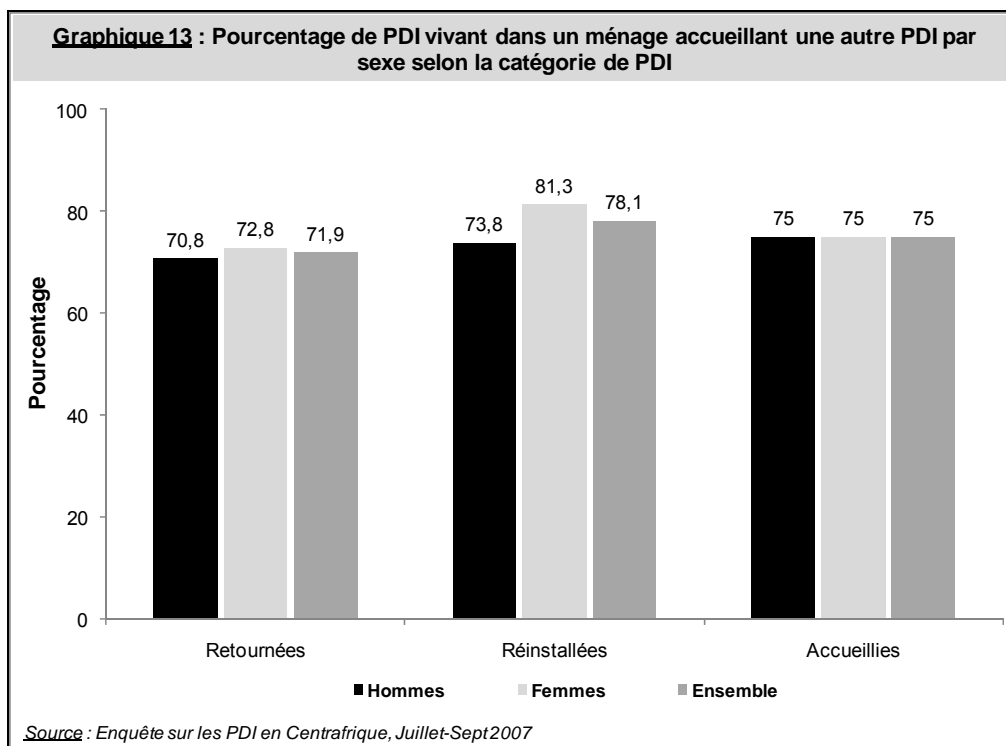
Il n'existe presque pas de différences entre les proportions des hommes et des femmes qui ont évoqué l'insécurité et la destruction des logements et des biens pour justifier leur fuite. Par contre les femmes ont plus évoqué le risque de famine et moins la crainte d'un enrôlement forcé dans les groupes armés que les hommes.

7.2 Présence d'au moins un autre déplacé dans le ménage

Dans la zone d'étude, près de trois PDI sur quatre (73 %) appartiennent à un ménage qui compte au moins une autre PDI, avec de fortes variations selon la préfecture. Elles sont 40 % dans l'Ouham-Pendé, 77 % dans la Haute-Kotto et entre 88 à 93 % ailleurs.



Dans l'ensemble, les réinstallées sont les plus nombreux à vivre dans des ménages comptant une autre PDI (78 %) contre 72 % parmi les retournées et 75 % parmi les accueillies. Les variations selon le sexe sont faibles, voire inexistantes parmi les retournées et les accueillies. Par contre chez les réinstallées, les femmes apparaissent nettement plus nombreuses à vivre avec une autre PDI (81 %) que les hommes (74 %).



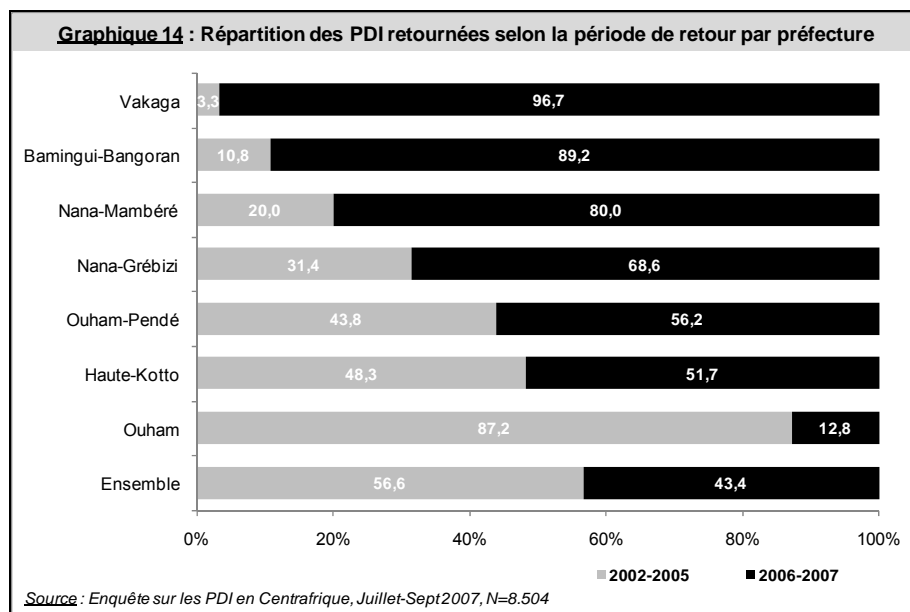
7.3 Analyse de la situation spécifique des PDI retournées

7.3.1 Période de retour des PDI dans la localité d'origine : encore des incertitudes

Deux périodes ont été retenues pour classer le moment du retour des PDI : une période récente (2006-2007) et une période plus ancienne (entre 2002 et 2005).

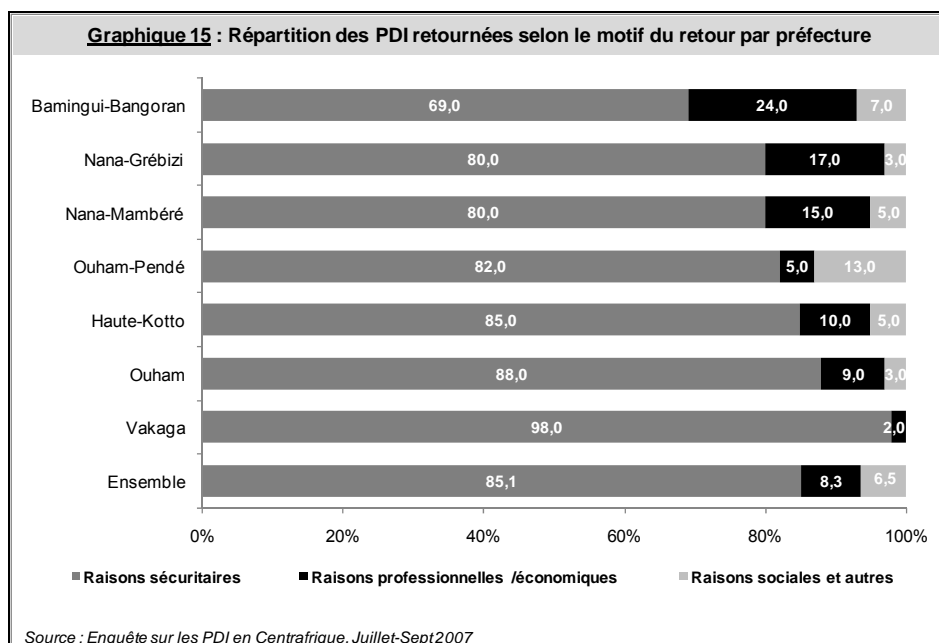
Dans l'ensemble, la majorité des PDI retournées (57 %) a regagné sa localité d'origine entre 2002 et 2006, c'est-à-dire pendant la période de crises militaro-politiques (Graphique 14). Cette situation concerne surtout les PDI enquêtées dans l'Ouham, la seule préfecture dont la grande majorité (87 %) a regagné sa zone d'origine entre 2002 et 2006. Des investigations supplémentaires sont nécessaires pour expliquer ce résultat. Dans les autres préfectures par contre, le retour des PDI dans leur localité d'origine s'est fait entre 2006 et 2007. C'est le cas notamment de la Vakaga (97 %), du Bamingui-Bangoran (89 %) et de la Nana-Mambéré (80 %).

Les PDI retournées dans leur localité d'origine entre 2002 et 2006 sont relativement plus nombreuses en ville (63,8 %) qu'en campagne (55,1 %). Ce résultat suggère un certain nombre d'hypothèses, notamment celle d'un déclenchement de la guerre essentiellement à partir des zones rurales, d'une part, et celle d'une garantie de sécurité potentiellement offerte par les centres urbains, d'autre part.



7.3.2 Principales raisons de retour des PDI dans la localité d'origine

Les raisons sécuritaires sont le principal motif du retour des PDI dans leur localité d'origine. En effet, 85 % d'entre eux sont rentrés après avoir constaté soit l'aggravation de l'insécurité dans la localité de refuge, soit le retour de l'accalmie dans la localité d'origine. Des raisons professionnelles ou économiques (recherche de l'emploi, reprise des activités...) ont été avancées par 8 % des retournées et des raisons sociales (conseils des amis ou parents, regroupement familial...) par 6,5 % d'entre eux.



Par rapport aux variations spatiales (graphique 15), on note que les raisons sécuritaires ont été plus évoquées dans la Vakaga (98 %), mais un peu moins citées dans le Bamingui-Bangoran (69 %). Dans cette dernière préfecture, une proportion relativement importante des personnes sont par contre retournées pour des raisons professionnelles ou économiques (24 %). La Nana-Grébizi et la Nana-Mambéré viennent en seconde et

troisième positions pour cette raison, avec 17 % et 15 % des PDI retournées qui les évoquent. L'Ouham-Pendé se distingue des autres préfectures par la proportion élevée des personnes ayant regagné leur localité d'origine pour des raisons sociales (13 %).

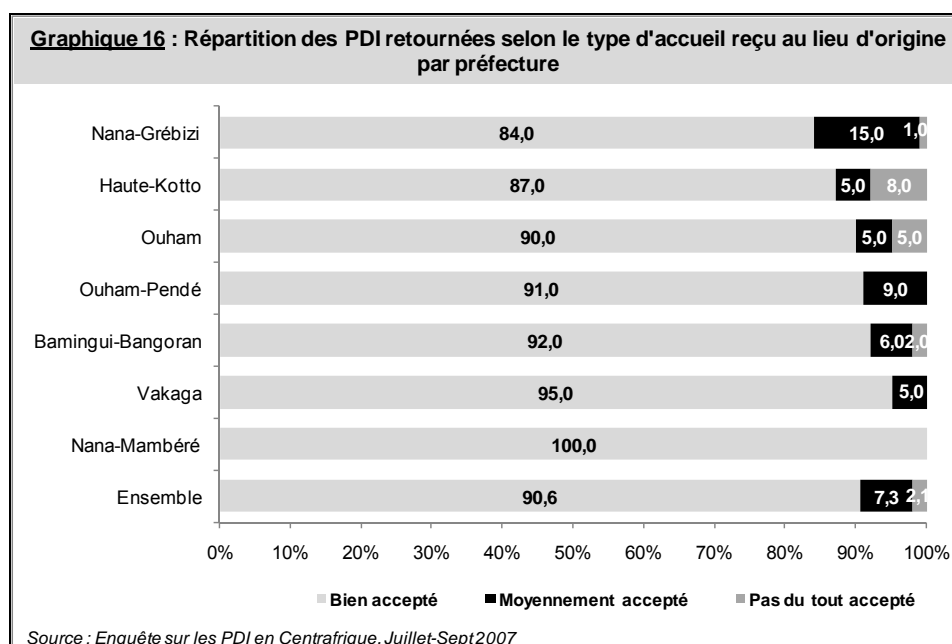
Des différences de genre apparaissent puisque les hommes ont été un peu plus nombreux à évoquer les questions sécuritaires (86 %) que les femmes (81 %). Par contre, ces dernières sont près de deux fois plus nombreuses à avancer des raisons économiques pour justifier leur retour (13 % contre 7 %).

Le milieu de résidence ne semble pas être associé aux motifs de retour des PDI. Les citadins évoquent dans les mêmes proportions les raisons sécuritaires (86 %) que les ruraux (85 %) et les raisons économiques (10 % contre 8 %). Cependant, une certaine différence est notée pour les raisons sociales, évoquées par 4 % des citadins contre 7 % des ruraux.

7.3.3 Conditions d'accueil dans la localité d'origine

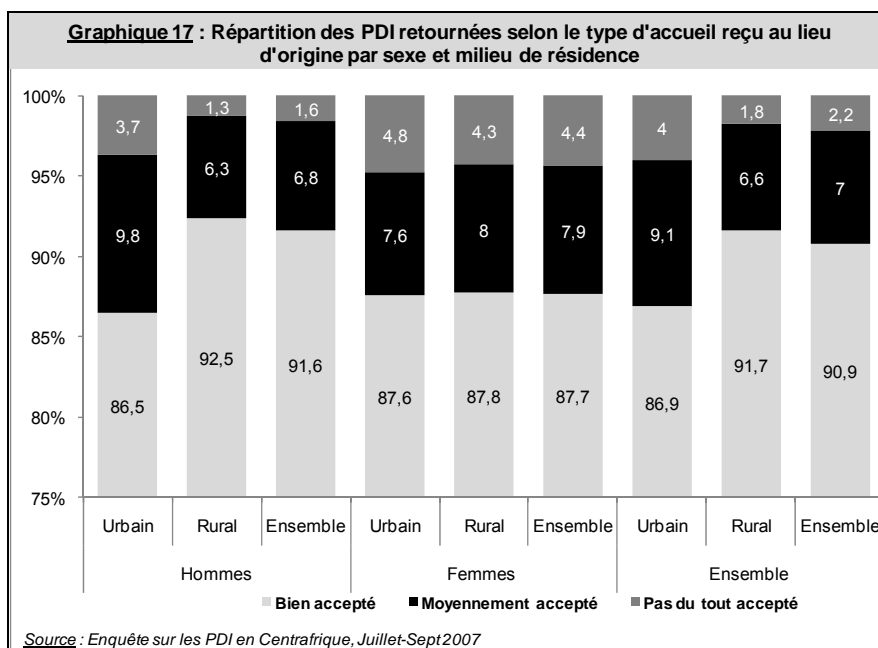
Dans l'ensemble, le retour dans la localité d'origine s'est effectué dans de bonnes conditions car neuf PDI sur dix (soit 91 %) déclarent avoir été bien acceptées par les leurs et 7 % moyennement bien acceptées (Graphique 16). Les personnes qui affirment n'avoir pas été acceptées ne représentent qu'une très faible proportion (2 %). Le bon accueil réservé aux PDI de retour se justifie par le sentiment de joie chez les membres d'une société qui se retrouvent après des mois de séparation.

Il faut relever cependant les cas singuliers des préfectures de la Haute-Kotto dans laquelle 8 % des retournées n'ont pas du tout été acceptées et de l'Ouham où cette proportion atteint 5 %. De même, l'accueil des retournées n'a pas été très chaleureux dans la Nana-Grébizi où jusqu'à 15 % n'ont été que moyennement acceptés. A l'opposé dans la Nana-Mambéré tous les retournées ont été bien acceptés ainsi que dans la Vakaga où aucun n'a été rejeté.



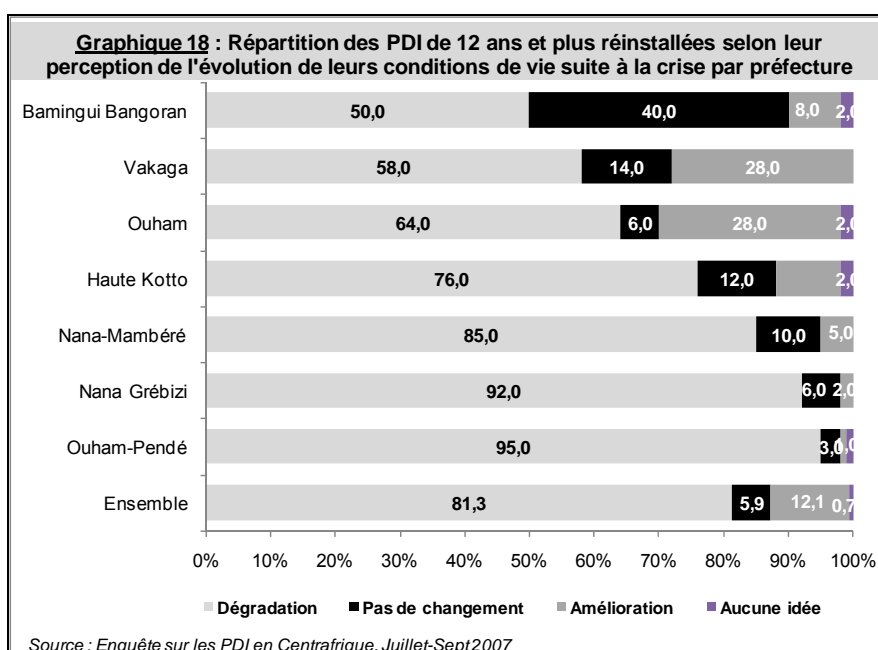
Le type d'accueil réservé aux PDI de retour varie en fonction du milieu de résidence et du sexe des PDI (Graphique 17). L'accueil est plus chaleureux en milieu rural et s'il s'agit d'une PDI homme. La proportion des hommes déclarant être bien acceptés dans leur localité d'origine (92 %) dépasse celle des femmes (88 %). En milieu rural, 92 % des PDI des personnes ont été bien acceptées contre 87 % en milieu urbain. Les variations selon le

milieu de résidence sont surtout observées chez les hommes, puisque chez les femmes, le type d'accueil qui leur est réservé est le même quel que soit le milieu, à moins que ceci ne reflète une homogénéité des perceptions des PDI femmes dans les deux milieux.



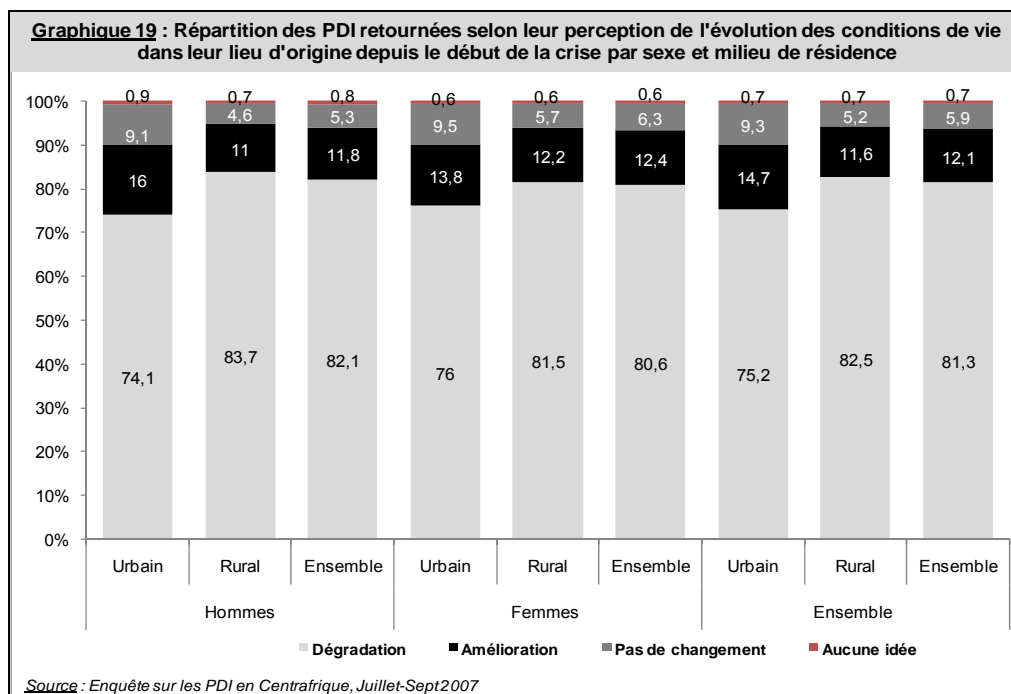
7.3.4 Conditions de vie depuis le début de la crise

On a demandé à chaque PDI de 12 ans et plus enquêtée comment elle perçoit les conditions de vie dans lesquelles elle se trouve actuellement comparées à sa vie avant le début de la crise. De l'avis de l'écrasante majorité des PDI retournées, les crises militaro-politiques qui ont secoué le pays ont entraîné une dégradation de leurs conditions de vie. En effet 4 PDI sur 5 affirment que leur situation est pire qu'elle ne l'était dans leur localité d'origine depuis le début de la crise militaro-politique. Par contre, et contre toute attente, plus d'une PDI sur dix (12 %) estime plutôt que ses conditions de vie se sont améliorées, tandis que 6 % considèrent qu'elles n'ont pas du tout changé.



C'est dans l'Ouham-Pendé, la Nana-Grébizi et la Nana-Mambéré qu'on a les proportions les plus élevées de PDI qui incriminent la crise politico-militaire comme facteur de dégradation de leurs conditions de vie avec respectivement 95, 92 et 85 % respectivement (Graphique 17). Dans le Bamingui-Bangoran, on trouve par contre une proportion relativement importante (40 %) de PDI retournées qui n'ont remarqué aucun changement dans leur vécu quotidien malgré les effets néfastes des crises meurtrières que la RCA a successivement connues. Pour leur part, les PDI enquêtées dans l'Ouham et la Vakaga se distinguent des autres par le poids élevé de celles parmi elles qui estiment que leur conditions de vie se sont améliorées suite à la crise (28 %, chacune), et ceci en dépit de la situation sociale alarmante que cette crise a créée dans ces zones. Ces résultats soulèvent beaucoup d'intrigues et méritent une investigation supplémentaire.

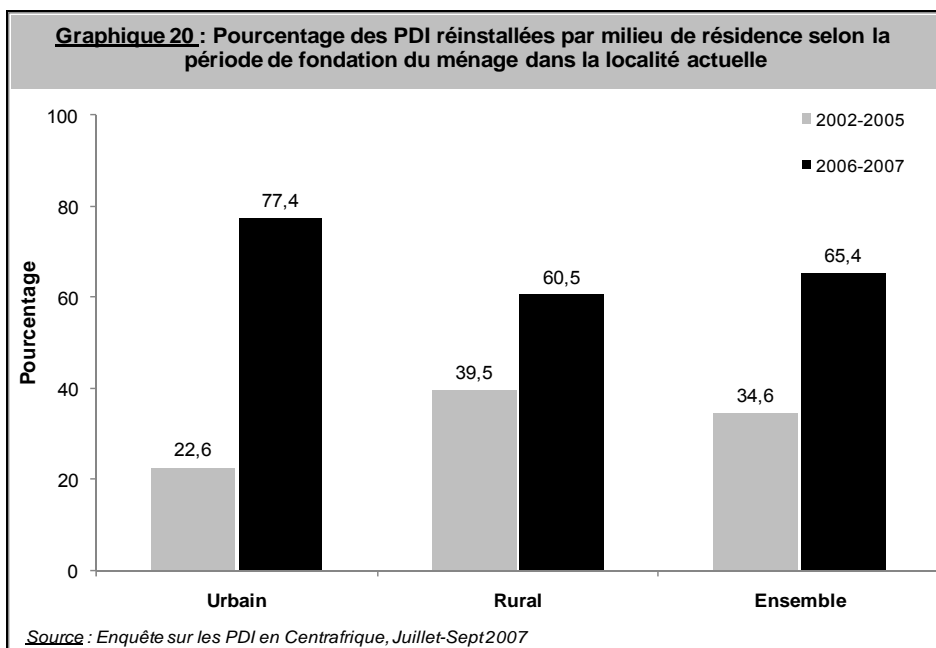
La perception des PDI retournées de l'évolution de leurs conditions de vie suite à la crise varie en fonction du milieu de résidence, mais pratiquement pas en fonction de leur sexe (Graphique 19). Celles du milieu rural sont plus nombreuses à noter une dégradation que celles du milieu urbain (82 % contre 75 %). Cette différence de perceptions entre citadins et ruraux est plus marquée parmi les PDI hommes (84 % contre 74 %).



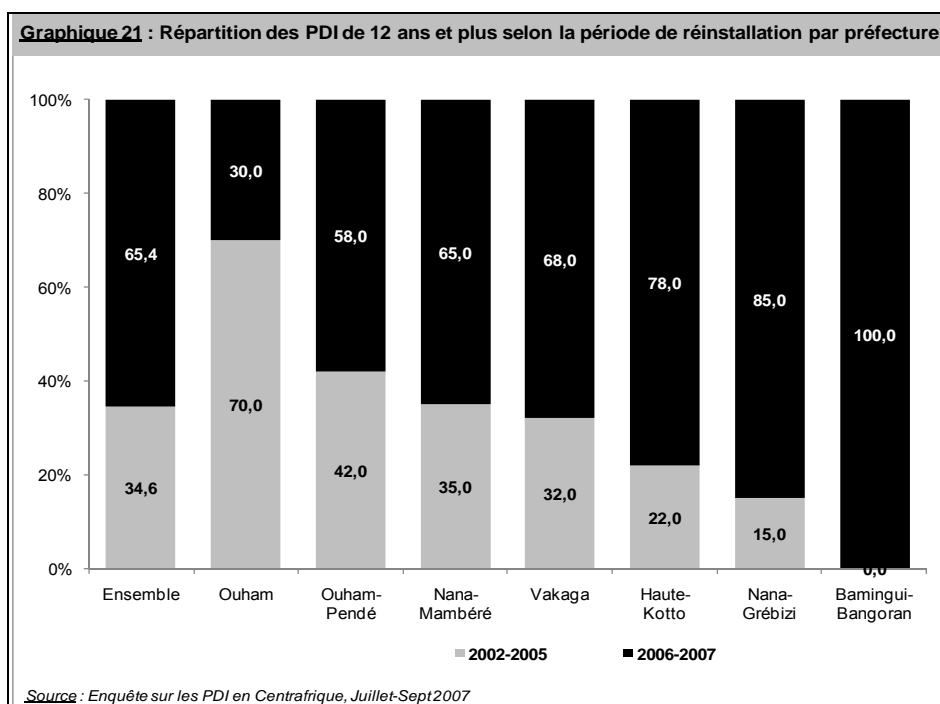
7.4 Analyse de la situation spécifique des PDI réinstallées

7.4.1 Période de création du ménage dans la localité actuelle

La réinstallation des PDI est un phénomène généralement récent. En effet, deux réinstallées sur trois ont aménagé leur ménage dans la localité de résidence actuelle entre 2006 et 2007 (Graphique 20). La récence de la réinstallation est plus marquée en milieu urbain où 77 % des PDI se sont nouvellement constituées en ménages contre 60,5 % seulement en milieu rural.

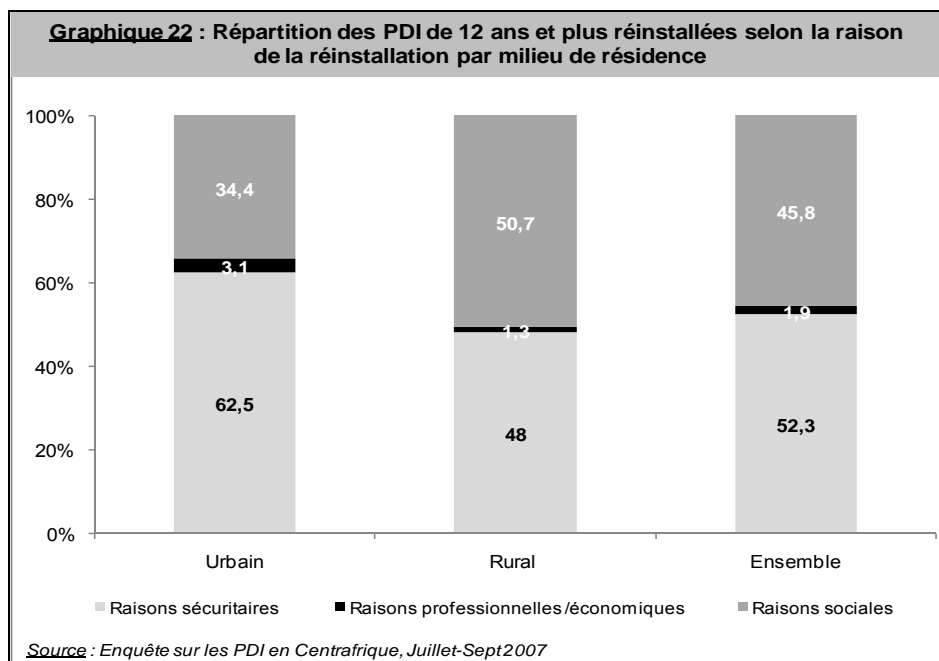


La période d'installation varie très fortement selon la préfecture, allant d'un minimum de 30 % de réinstallées récents dans l'Ouham à un maximum de 100 % dans le Bamingui.



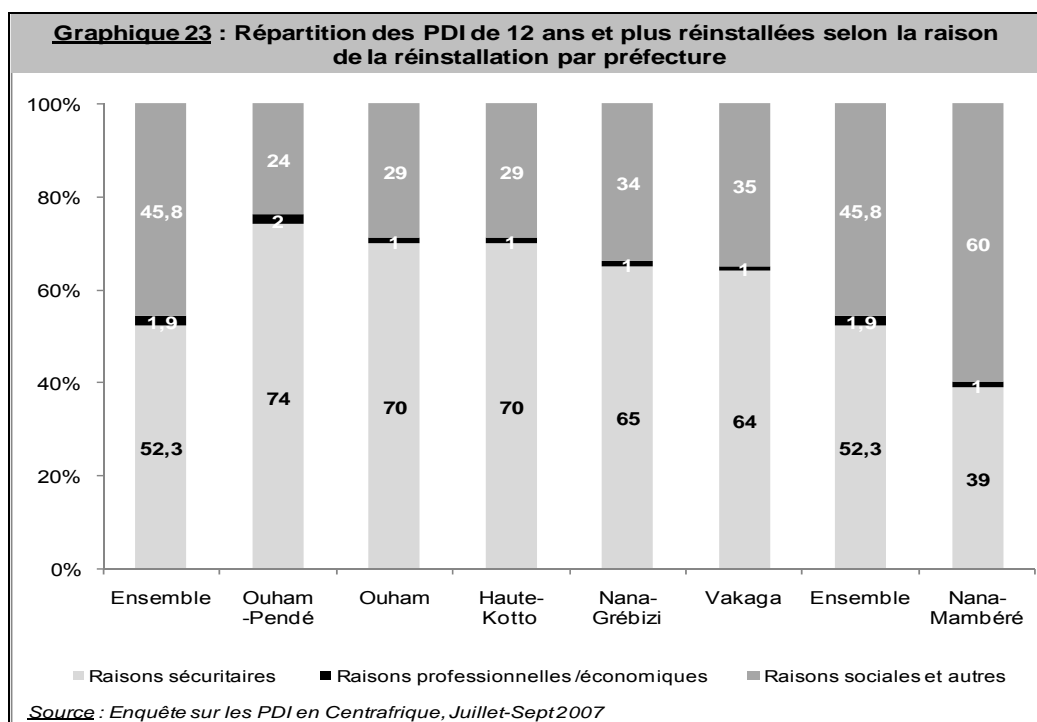
7.4.2 Raisons de création du ménage dans la localité actuelle

Les deux principaux motifs de la réinstallation des PDI sont d'ordre sécuritaire (évoqué par 53 % d'entre eux) et sociales (46,2 %). Une proportion négligeable de 1 % a avancé des motifs professionnels ou économiques (Graphique 22). Les raisons sociales ont été plus fréquemment évoquées en milieu rural (51 %) qu'en milieu urbain (34 %), contrairement aux raisons sécuritaires qui prédominent dans les déclarations des citoyens (63 % contre 48 % chez les ruraux). La réinstallation des PDI en ville a donc été motivée plus par des garanties de sécurité tandis qu'en milieu rural elle tient essentiellement à l'élan de solidarité sociale.



Des variations selon le sexe sont également observées. Les réinstallées hommes sont plus nombreux à avoir choisi leur localité d'adoption pour des raisons de sécurité (55 %) que les femmes (46 %). Ces dernières évoquent en majorité les raisons sociales (54,5 % contre 43 % chez les hommes). Par ailleurs, aucune femme n'a avancé de raisons professionnelles ou économiques pour justifier sa réinstallation dans la localité actuelle contre 1,2 % des hommes.

De fortes disparités régionales dans les motifs de la réinstallation existent aussi comme le montre le graphique 23. Tous les réinstallés dans le Bamingui-Bangoran ont préféré refaire leur vie ailleurs pour des raisons sociales. En dehors de la préfecture de la Nana-Mambéré où les mêmes motifs de réinstallation sont évoqués par un peu plus de la moitié des PDI (60 %), ailleurs ce sont les raisons sociales qui prédominent.



7.4.3 Conditions d'accueil dans la localité de réinstallation

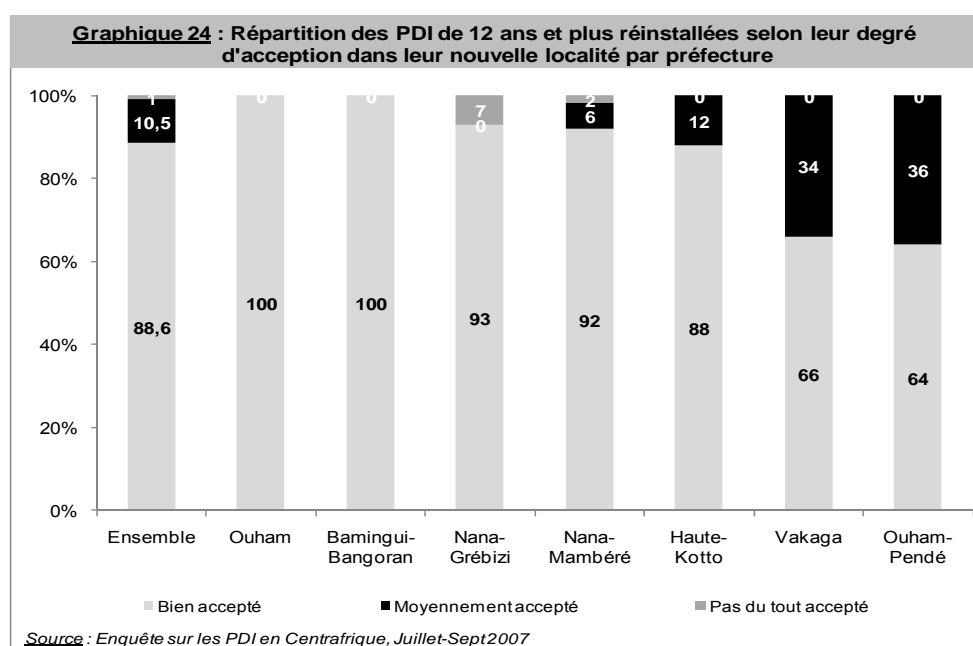
Globalement, l'accueil des PDI réinstallées s'est déroulé dans de bonnes conditions car les neuf dixièmes d'entre elles déclarent qu'elles sont bien acceptées dans leur localité de résidence actuelle et 9,1 % se disent moyennement acceptées. Celles qui ne sont pas satisfaites de leur insertion sociale représentent une très faible proportion (0,9 %). A titre comparatif, cette proportion est inférieure à celle des retournées du même avis (2 %).

En ne distinguant pas le sexe des PDI, ce schéma ne varie pas très sensiblement selon le milieu de résidence ; 88 % de réinstallées se disant bien acceptées dans chacun des deux milieux (Tableau 29). Toutefois, la différenciation selon le sexe des enquêtés permet de relever que la réinstallation des femmes a été moins bien accueillie en ville (78 %) qu'en campagne (93 %). Une telle différence n'existe pas chez les hommes.

Tableau 29 : Répartition (%) des PDI de 12 ans et plus réinstallées selon le degré d'acceptation dans la localité d'accueil par milieu de résidence et par sexe

Sexe	Degré d'acceptation dans la localité d'accueil	Milieu de résidence		
		Urbain	Rural	Ensemble
Masculin	Bien accepté	87,5	88,3	88,1
	Moyennement accepté	8,3	11,7	10,7
	Pas du tout accepté	4,2	0,0	1,2
	Total	100	100	100
Féminin	Bien accepté	77,8	92,9	87,0
	Moyennement accepté	11,1	7,1	8,7
	Pas du tout accepté	11,1	0,0	4,3
	Total	100	100	100
Ensemble	Bien accepté	87,1	89,2	88,6
	Moyennement accepté	9,7	10,8	10,5
	Pas du tout accepté	3,2	0,0	1,0
	Total	100	100	100

Des différences existent entre préfectures (Graphique 24). Au Bamingui-Bangoran et dans l'Ouham, toutes les PDI s'accordent à reconnaître que leur réinstallation a été bien acceptée, alors que dans la Vakaga et l'Ouham-Pendé cette proportion ne dépasse pas les deux tiers.



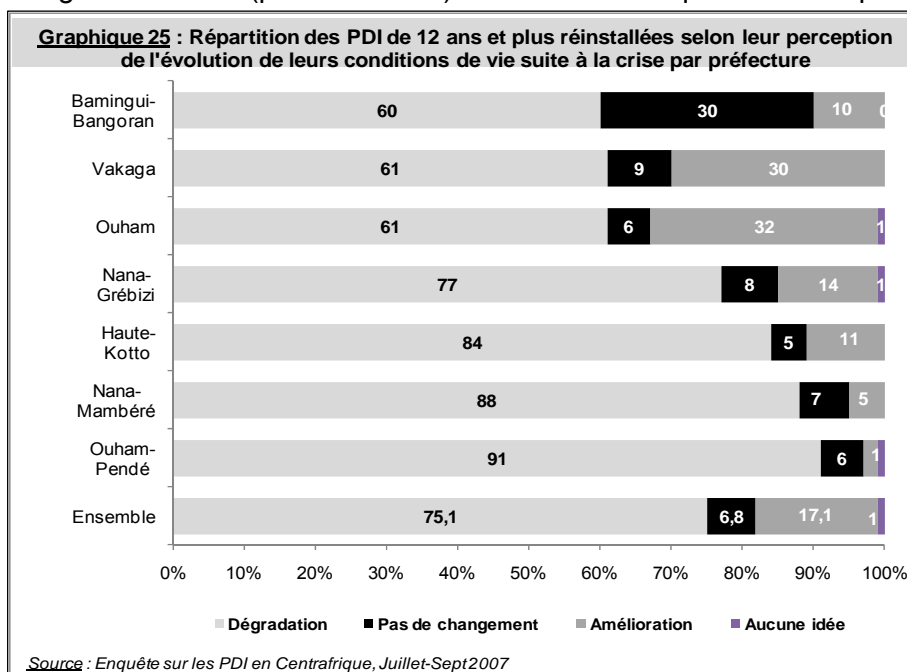
7.4.4 Évolution des conditions de vie des réinstallées

Les PDI réinstallées estiment dans leur majorité (trois quarts) que leurs conditions de vie se sont dégradées comparativement à la situation d'avant crise tandis, qu'une proportion élevée (17 %) estime qu'il y a eu amélioration. Cette dernière opinion est plus partagée par les femmes (20 % contre 14 % chez les hommes) et en milieu rural (18 % contre 14 % en milieu urbain). Par ailleurs, les écarts de perception selon le genre sont plus marqués en milieu rural. En effet, dans ce milieu 82 % des PDI hommes réinstallées pensent que leurs conditions de vie se sont dégradées contre 71 % seulement des femmes.

Tableau 30 : Répartition (en %) des PDI de 12 ans et plus réinstallées selon leur opinion sur l'évolution de leurs conditions de vie suite à la crise par milieu de résidence et par sexe

Sexe	Évolution des conditions de vie depuis la crise	Milieu de résidence		
		Urbain	Rural	Ensemble
Masculin	Amélioration	13,5	13,6	13,6
	Pas de changement	11,7	4,2	6,3
	Dégradation	72,1	81,8	79,1
	Aucune idée	2,7	0,3	1,0
	Total	100	100	100
Féminin	Amélioration	14,7	21,9	19,9
	Pas de changement	9,6	6,4	7,2
	Dégradation	74,3	70,9	71,8
	Aucune idée	1,5	0,8	1,0
	Total	100	100	100
Ensemble	Amélioration	14,1	18,2	17,1
	Pas de changement	10,5	5,4	6,8
	Dégradation	73,4	75,7	75,1
	Aucune idée	2,0	0,6	1,0
	Total	100	100	100

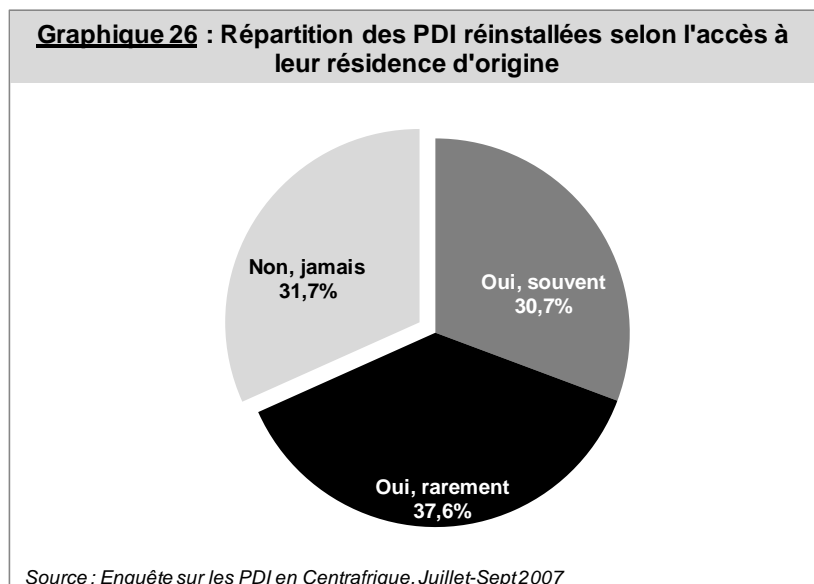
L'impact de la crise sur les conditions de vie des populations est perçu différemment selon la préfecture (Graphique 25). La Vakaga et l'Ouham se distinguent des autres par le fait qu'on y enregistre un pourcentage très élevé (plus de 30 %) de réinstallées qui estiment qu'en dépit de la crise, leurs conditions de vie se sont améliorées. Dans la Nana-Mambéré et l'Ouham-Pendé par contre, les proportions des réinstallées qui sont de cet avis sont plus faibles (soit moins de 10 %). Quant au Bamingui-Bangoran, il présente la plus forte proportion des réinstallées qui pensent que la crise n'a pas eu d'impact sur leurs conditions de vie (30 %).



7.4.5 Accès des PDI réinstallées à leur résidence d'origine

a) Accès à la résidence d'origine depuis la réinstallation

Près du tiers des réinstallées a déclaré n'avoir jamais eu accès à sa résidence laissée dans la zone d'origine et 38 % n'y ont eu accès que rarement. Ce n'est donc que trois PDI réinstallées sur dix qui ont un accès fréquent à sa résidence d'origine. Ce schéma ne présente pas de grandes différences selon le sexe.



Les réinstallées dans les centres urbains sont moins nombreux à avoir souvent accès à leur résidence (20 %) que leurs homologues réinstallées en milieu rural (36 %). Cependant ils sont plus nombreux à y accéder de manière rare (50 % contre 32 %). Par préfecture, il ressort des déclarations des enquêtés que les réinstallées les plus nombreux à avoir accès à leur résidence au lieu d'origine sont ceux dans l'Ouham (73 %) et la Vakaga (62 %). En revanche, moins de la moitié des réinstallées jouit de ce droit dans la Haute-Kotto (42 %) et dans la Nana-Mambéré (39 %).

b) Fréquence des visites

En moyenne, les réinstallées qui sont retournées dans leur localité d'origine depuis leur réinstallation l'ont fait en moyenne 3,3 fois. La moitié d'entre eux l'ont fait deux fois (3 chez les hommes et 2 chez les femmes). Ce retour est plus fréquent en milieu rural (3,8 visites en moyenne) qu'en milieu urbain (2,6 visites). Par préfecture, on note que le nombre moyen de visites est plus élevé dans l'Ouham (4,8) et la Vakaga (3,9). Quelle que soit la préfecture considérée, les femmes ont effectué moins de visites que les hommes. Cette différence se justifie probablement par le risque d'un tel périple (distance, risque d'agression, coût, etc.).

c) Raisons de l'absence de visites

Les PDI réinstallées qui n'avaient jamais effectué de visites dans leur résidence d'origine évoquent principalement l'insécurité, le fait que l'habitat avait été détruit et enfin les contraintes imposées par la scolarisation des enfants.

7.4.6 Motivations d'un retour éventuel dans la localité d'origine

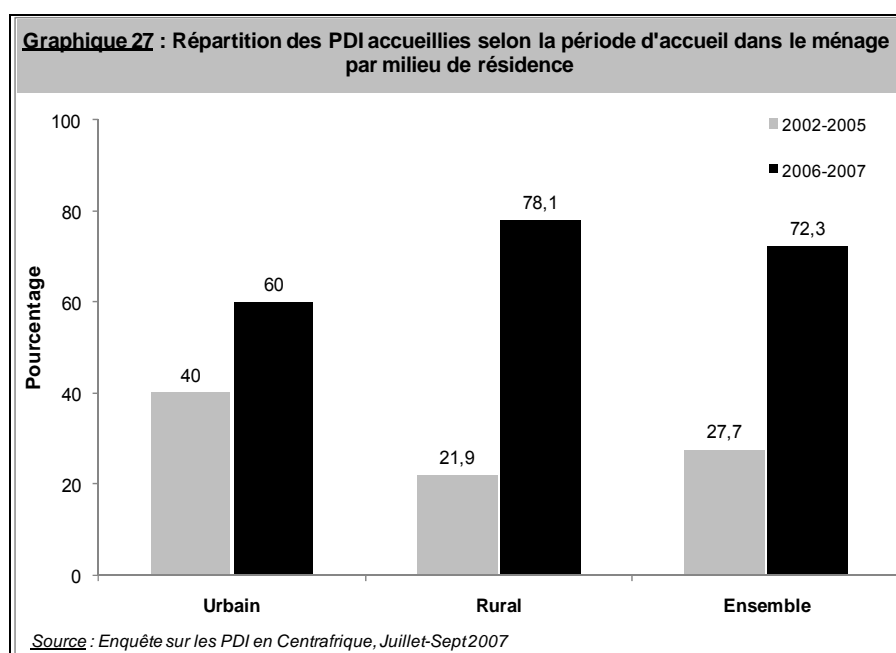
Une question prospective avait été posée aux PDI réinstallées pour savoir dans quelle localité elles comptaient s'installer après la crise. Pour celles dont le nom de la localité citée était différent de la localité actuelle, on a demandé les raisons de ce changement de lieu. L'analyse des réponses indique que leur choix serait guidé par des facteurs attractifs dans les zones où ils comptaient ultimement s'installer (meilleures conditions de vie et plus opportunités d'emploi) et par le principal facteur répulsif de la zone de résidence actuelle (l'insécurité).

Leur intention de retourner un jour dans leur localité d'origine est quant à elle conditionnée essentiellement par l'amélioration de la situation sécuritaire et/ou le rétablissement de la paix dans lesdites zones. Certaines PDI estiment aussi qu'elles peuvent être amenées à retourner dans leur localité si l'insécurité s'installe dans leur lieu de résidence actuelle.

7.5 Analyse de la situation spécifique des PDI accueillies

7.5.1 Période d'accueil des PDI dans le ménage

Dans l'ensemble, la grande majorité des accueillies (72 %) a intégré son ménage hôte entre 2006 et 2007. L'accueil est plus récent en milieu rural (78 %) qu'en milieu urbain (60 %). Les accueillies récentes sont plus présentes dans la Haute-Kotto et la Nana-Mambéré (où ils représentent respectivement 83 % et 79 %) alors qu'ils sont absents de la Vakaga.



7.5.2 Principales raisons du choix du ménage d'accueil par les PDI accueillies

La quasi-totalité des PDI accueillies (96 %) a avancé des raisons sociales (liens familiaux ou amicaux, conseils/initiatives des proches...) pour justifier le choix porté sur le ménage d'accueil. Très peu parmi elles (3 %) se sont retrouvées dans le ménage d'accueil pour des raisons économiques/professionnelles. Une proportion négligeable (0,7 %) a évoqué des raisons sécuritaires. L'intégration basée sur des raisons sociales concerne tous les accueillies dans l'Ouham-Pendé, la Haute-Kotto et la Vakaga et 92 % des accueillies dans la Nana-Mambéré. Aucun homme n'a intégré son ménage d'accueil pour des raisons

professionnelles ou économiques tandis que seules 4 % des femmes, toutes interviewées en milieu rural, les ont évoquées, probablement pour pouvoir exercer des travaux champêtres.

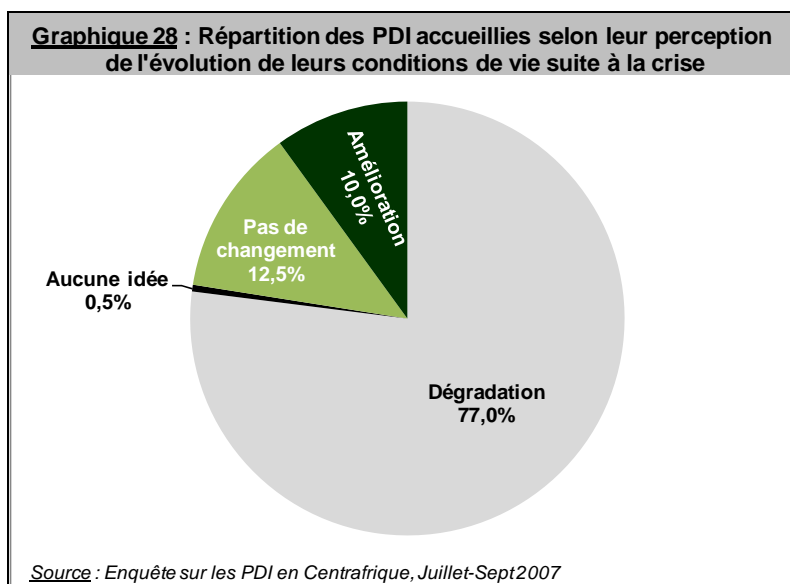
En comparaison avec les autres catégories de PDI, on peut relever que les raisons sociales n'ont servi d'arguments qu'à une petite proportion de PDI qui sont retournées dans leur localité d'origine (7 %), et à 46 % des réinstallées, mais elles ont motivé l'intégration de la quasi-totalité des accueillies dans les ménages hôtes (96 %).

7.5.3 Conditions d'accueil des PDI dans le ménage

Les PDI accueillies expriment presque à l'unanimité un sentiment de reconnaissance. Presque toutes (95 %) déclarent se sentir bien intégrées dans leurs ménages d'accueil. Les PDI accueillies qui relativisent un peu leurs propos à ce sujet résident toutes dans la préfecture de Nana-Mambéré. En milieu urbain, aucun accueilli n'éprouve de doute quant à la bonne qualité de l'accueil qu'on lui a réservé. En milieu rural par contre, les dubitatifs représentent 6 % de l'échantillon. Il n'y a pratiquement pas de différence selon le sexe. Ce sentiment des PDI d'avoir été bien accueillies paraît logique dans la mesure où presque tous les accueillies ont été adoptés sur la base des liens familiaux et amicaux.

7.5.4 Évolution des conditions de vie des PDI accueillies suite à la crise

Le sentiment général des PDI accueillies sur l'évolution de leurs conditions de vie depuis l'éclatement de la crise est qu'elles se sont dégradées. Cette opinion est exprimée par 77 % d'entre elles, niveau proche de celle des réinstallées qui expriment le même sentiment (75 %), mais inférieur à celui des retournées du même avis (81 %). Une PDI accueillie sur dix pense plutôt que sa situation s'est améliorée, alors que 13 % estiment qu'elle n'a pas du tout changé.



En comparant les avis des enquêtés selon le genre, on note qu'il y a plus d'hommes (19 %) que de femmes (6 %) qui déclarent que leurs conditions de vie se sont améliorées. Par milieu de résidence, il apparaît que le pourcentage de PDI qui déclarent que leurs conditions de vie se sont dégradées est relativement plus élevé en milieu rural (83 %) qu'en milieu urbain (71 %). Aucune PDI accueillie interviewée en milieu rural n'a estimé que ses conditions de vie se sont améliorées, tout comme aucun citoyen n'a parlé de stagnation. Par préfecture, on notera que toutes les PDI accueillies et enquêtées dans la Haute-Kotto pensent que la tendance de l'évolution des conditions de vie est à la dégradation.

Vue d'ensemble sur l'itinéraire migratoire et les conditions de réinsertion des PDI

La question sécuritaire est ressortie comme le tout premier motif des déplacements des populations fuyant les zones de conflit. Quelques spécificités régionales apparaissent cependant. Par exemple, les risques de famine ont été évoqués par une forte proportion de PDI dans l'Ouham-Pendé (31 %) et presque pas du tout dans l'Ouham (moins de 1 %). Le risque d'enrôlement forcé dans les groupes armés a fait fuir un grand nombre parmi les PDI enquêtés dans la Nana-Mambéré (22 %), le Bamingui (15 %) et l'Ouham-Pendé (10 %).

Concernant la réinsertion sociale des PDI, la majorité des PDI retournées a regagné sa localité d'origine entre 2002 et 2006, suite au retour de l'accalmie dans la localité d'origine ou à l'aggravation de l'insécurité dans la localité de refuge. De même, les PDI accueillies ont dans leur majorité (72 %) intégré leur ménage d'accueil entre 2006 et 2007. L'accueil est plus récent en milieu rural et dans la Haute-Kotto et la Nana-Mambéré. La quasi-totalité d'entre elles a avancé des raisons sociales (liens familiaux ou amicaux, conseils/initiatives des proches...) pour justifier le choix porté sur le ménage d'accueil. Par contre, les deux tiers des PDI qui se sont réinstallées l'ont fait récemment (entre 2006 et 2007), surtout celles du milieu urbain et du Bamingui. La réinstallation des PDI en ville est motivée plus par des garanties de sécurité tandis qu'en milieu rural elle tient essentiellement à l'élan de solidarité sociale.



Pour la plupart des PDI, le retour dans la localité d'origine, la réinstallation et l'accueil dans les ménages en zone hôte se sont effectués dans de bonnes conditions car les neuf dixièmes d'entre elles ont déclaré avoir été bien acceptées. Toutefois, la réinstallation a connu un succès plus mitigé dans la Vakaga et l'Ouham-Pendé (moins de 70 % des réinstallées bien acceptés) et pour les femmes en ville (78 % de bien acceptées) comparée à la campagne (93 %).

De l'avis de l'écrasante majorité des PDI, les crises militaro-politiques qui ont secoué le pays ont entraîné une dégradation de leurs conditions de vie. Cependant, et contre toute attente, des proportions élevées d'entre elles estiment qu'il y a eu amélioration : 12 % parmi les retournées (ils sont 28 % dans l'Ouham et la Vakaga), 17 % parmi les réinstallées (20 % chez les femmes contre 14 % chez les hommes, 18 % en milieu rural contre 14 % en milieu urbain, plus de 30 % dans la Vakaga et l'Ouham), et 10 % chez les accueillies. Ces résultats soulèvent beaucoup d'intrigues et méritent des investigations supplémentaires.

Près du tiers des réinstallées a déclaré n'avoir jamais eu accès à sa résidence laissée dans la zone d'origine et 38 % n'y ont eu accès que rarement. Les PDI réinstallées qui n'avaient jamais effectué de visites dans leur résidence d'origine évoquent principalement l'insécurité, le fait que l'habitat avait été détruit et enfin les contraintes imposées par la scolarisation des enfants.

Parmi les PDI réinstallées qui comptent déménager après la crise, le choix de leur nouvelle destination serait principalement guidé par de meilleures conditions de vie et plus d'opportunités d'emploi dans les zones où elles comptent ultimement s'installer et/ou par une détérioration du climat de sécurité dans la zone de résidence actuelle.

Comme l'on pouvait s'y attendre, leur intention de retourner un jour dans leur localité d'origine est conditionnée essentiellement par l'amélioration de la situation sécuritaire sur place ou sa détérioration dans la localité d'accueil.

VIII. COHÉSION SOCIALE ET AIDE/ASSISTANCE AUX PDI ET AUX MÉNAGES AFFECTÉS

Toute crise qui éclate dans un pays, une société ou une communauté se traduit inéluctablement soit par la fragilisation de la cohésion sociale, soit par son renforcement surtout dans les groupes les plus pauvres. Dans certains cas, la violence des conflits favorise ou renforce la participation à la vie communautaire ou associative, cadre rassurant pour exprimer et partager, parfois trouver des solutions pour se prémunir contre la violence et se réinsérer dans le tissu social. Par contre, certaines crises de par leur contexte identitaire, politique et structurel peuvent fragiliser la cohésion sociale du fait de la dislocation des familles et des ménages et de la perte de confiance envers les autorités traditionnelles qui ne constituent plus un repère dans la vie sociale des populations.

Le présent chapitre tente d'appréhender l'impact de la crise sur la participation des PDI à la vie communautaire et associative et les mécanismes d'entraide mise en place pour venir en aide aux PDI et aux ménages affectés par la crise.

8.1 Participation des PDI à la vie communautaire/associative

Les populations victimes de déplacement développent souvent des stratégies de survie pour faire face à la dégradation de leurs conditions de vie. Parmi ces stratégies figure la participation à la vie communautaire ou associative. La vie associative est l'un des lieux privilégiés d'échange, de partage et de constitution du capital social. Cette section analyse le degré de participation des PDI de 12 ans et plus à la vie associative et les types d'associations auxquels elles adhèrent.

8.1.1 Intérêt manifeste des PDI à la vie communautaire et associative

Une proportion importante de déplacés (sept sur dix) participe à la vie associative (Tableau 31). Ce niveau relativement élevé révèle une prise de conscience par les déplacés de la nécessité de s'organiser pour une meilleure prise en compte de leurs problèmes. Être membre d'une même association rapproche les individus et constitue surtout la manifestation de la confiance que les personnes témoignent les uns envers les autres.



Le degré de participation à la vie associative ne varie pas selon le sexe et le milieu de résidence mais présente de fortes disparités entre préfectures (Tableau 30). Il est plus faible

dans les préfectures de la Vakaga (23 %), la Haute-Kotto (40 %), la Nana-Mambéré (43,5 %). En revanche, la vie communautaire est beaucoup plus observée dans les préfectures de la Nana-Grébizi (92,5 %) et l'Ouham (83 %).

Des différences sont également relevées en fonction de l'âge, du statut matrimonial, de la situation d'activité, du niveau d'instruction et de la religion. De manière générale, les jeunes, les célibataires, les femmes au foyer, les moins instruits et les musulmans sont proportionnellement moins nombreux à participer à la vie associative.

Tableau 31 : Pourcentage de PDI participant à une vie communautaire / associative selon certaines de leur caractéristiques

Caractéristiques sociodémographiques	Pourcentage de PDI membres d'une association
Sexe	
Masculin	69,5
Féminin	68,8
Milieu de résidence	
Urbain	68,4
Rural	69,3
Préfecture	
Nana-Mambéré	43,5
Ouham-Pendé	56,7
Ouham	83,4
Nana-Grébizi	92,5
Bamingui-Bangoran	51,6
Haute-Kotto	40,3
Vakaga	23,1
Groupe d'âges	
12-24ans	66,2
25-49ans	70,8
>=50ans	70,9
Situation matrimoniale	
Célibataire	62,5
En union	70,9
En rupture d'union	69,7
Religion	
Catholique	79,1
Protestant	73,6
Islam	26,8
Autre	25,7
Situation d'activité	
Occupé	71,7
Chômeur	65,5
Étudiant/Élève	60,4
Femme au foyer	52,3
Niveau d'instruction	
Aucun	68,1
Primaire	68,9
Secondaire/supérieur	74,0
Ensemble	69,1

8.1.2 Prédominance de l'affiliation à des associations/communautés religieuses

La participation à la vie communautaire semble être guidée essentiellement par des préoccupations religieuses. En effet, face à la crise, de nombreuses PDI se sont constituées en groupes de prière afin de mieux vivre cette situation (Tableau 31). Les associations religieuses se sont donc multipliées et les activités religieuses étendues à des groupes sociaux d'ordinaire moins sensibles à la question. Neuf PDI sur dix adhèrent à une communauté de ce type.



Cette dernière attitude peut d'ailleurs témoigner du désarroi qui s'inscrit dans l'inconscient collectif et qui nécessite un « réarmement » psychologique des populations affectées par la crise.

Les associations religieuses sont dominantes dans toutes les préfectures. Cependant, on relève l'existence d'autres types d'associations d'envergure moindre, à savoir les associations de quartier, les groupements agropastoraux, les associations sportives et de jeunes. Dans la Vakaga, outre les activités religieuses, les PDI se sont intéressées aux associations de quartier (30 %), de jeunes (18 %) et aux associations sportives (13 %).

Tableau 32 : Répartition (en %) des PDI selon le type de communauté / association auxquels elles appartiennent par préfecture

Type de communautés /associations	Préfecture							Ensemble
	Nana-Mambéré	Ouham Pendé	Ouham	Nana-Grébizi	Bamingui-Bangoran	Haute-Kotto	Vakaga	
Mutuelle de ressortissants	1,3	0,2	0,0	0,1	0,0	0,3	0,0	0,1
Syndicat	0,4	0,1	0,0	0,0	0,1	0,2	0,0	0,1
ONG	0,7	2,8	3,7	3,2	8,4	5,0	2,9	3,4
Club sportif	1,4	7,2	1,9	1,8	4,6	2,2	12,5	3,7
Association des jeunes	3,7	1,5	4,4	2,0	5,9	4,3	18,0	3,3
Association de quartier	2,0	2,8	6,9	4,0	8,2	5,9	30,0	5,4
Association d'amis	0,9	0,7	0,5	1,7	0,3	3,2	2,0	0,9
Association religieuse	92,5	90,5	89,3	96,0	65,6	83,6	42,8	89,8
Association politique	0,3	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	5,5	0,1
Pêcheurs / vendeurs /forgerons	0,0	0,0	0,0	0,2	0,5	0,0	0,0	0,0
Groupe agropastoral	0,4	5,6	4,1	3,1	17,6	0,8	0,0	4,4
Associations des aveugles/sourds	0,0	0,0	0,1	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0
Autre	0,2	0,1	0,0	0,2	0,0	0,1	1,8	0,1

8.2 Aide et assistance des autres ménages et des proches aux populations affectées par la crise

Face à l'ampleur des besoins, les concours proposés se sont avérés nettement insuffisants. Aux dires des PDI, très peu d'entre elles ont bénéficié d'une aide/assistance de la part des ménages de l'entourage, des proches (parents, amis, collègues) et de sources extérieures (agences et ONG humanitaires, État, administration locale, communautés religieuses...) comme le montrent les analyses présentées dans les sections ci-dessous.

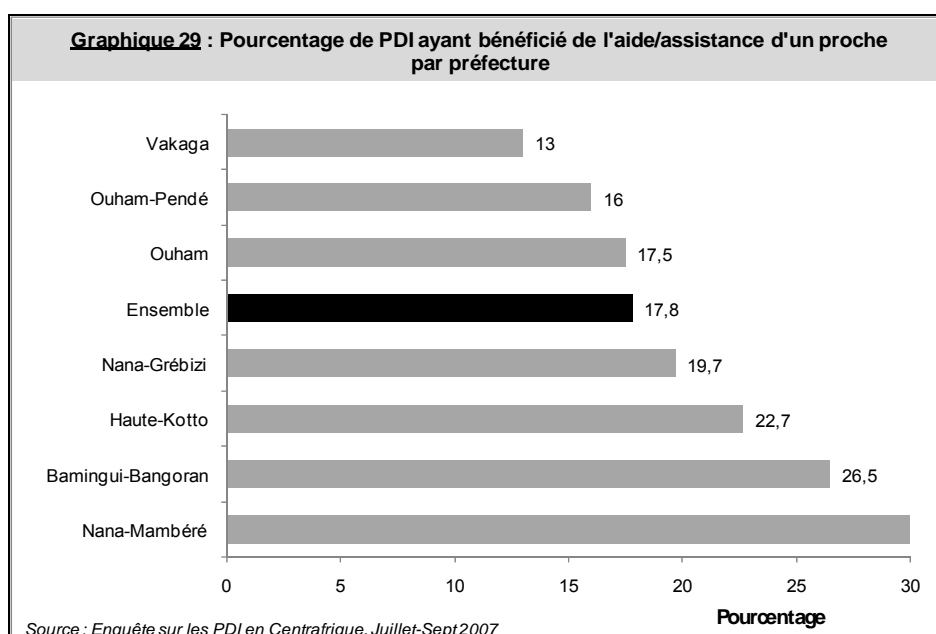
8.2.1 Aide/Assistance en provenance d'autres ménages

Moins d'un quart (22 %) des ménages qui n'accueillaient pas de personnes déplacées au moment de l'enquête et un tiers de ceux qui en hébergeaient ont apporté une assistance aux familles qui étaient en difficulté du fait de la crise. Leur assistance a été essentiellement alimentaire et dans quelques rares cas concernait les soins de santé, l'habillement ou consistait en des apports financiers. La solidarité nationale, en termes de dons pour venir en aide aux populations en difficulté n'est pas un comportement partagé par un bon nombre des ménages.

L'aide/assistance a été accordée dans la majorité des cas directement aux ménages et/ou personnes déplacées concernées. Dans quelques cas, elle passait par les communautés religieuses (service de Caritas par exemple) avant d'être redistribuées aux bénéficiaires.

8.2.2 Aide/Assistance en provenance des proches

Moins du cinquième des PDI (18 %) a affirmé avoir bénéficié du soutien des proches (parents, amis, collègues et autres). La solidarité des proches a plus été exprimée dans la Nana-Mambéré (35 %), le Bamingui-Bangoran (26 %) et la Haute-Kotto (23 %). Elle s'est par contre moins souvent manifestée dans la Vakaga (13 %). Ce sont essentiellement les parents qui sont venus en appui. Les amis, collègues et autres ont rarement fait preuve de solidarité aux dires des PDI.



8.3 Aide et assistance extérieure aux populations affectées par la crise

Le niveau de protection à l'endroit des déplacés et la solidarité à leur égard sont mesurés par la mobilisation des différentes institutions en leur faveur. Différentes associations se sont constituées à cette occasion et se sont portées, avec les associations existantes, au secours des déplacés internes. Parmi celles-ci, les organisations internationales ont été les principaux pourvoyeurs d'aide et d'assistance en termes de proportion de PDI touchées, même si l'importance de cette aide reste limitée.

8.3.1 Ampleur de l'aide

La manifestation de la solidarité extérieure aux PDI n'est pas aussi très développée. Dans l'ensemble, seulement 17 % des PDI ont affirmé avoir bénéficié d'une aide ou d'un appui d'une structure ou organisation depuis le déclenchement de la crise (Tableau 33). Des déclarations des PDI, il résulte que l'aide extérieure est essentiellement concentrée dans les préfectures de la Vakaga (82 % des PDI en ont bénéficié), et à un degré moindre à la Nana-Grébizi (30 %). Nulle part ailleurs la proportion de PDI ayant bénéficié d'une aide extérieure n'a atteint les 12 %. L'aide/assistance a profité beaucoup plus aux PDI se trouvant dans les centres urbains (24 %), aux personnes en rupture d'union (20,1 %), aux musulmans (38 %), aux chômeurs (24 %), aux femmes au foyer (27 %) et aux instruits (19 %). Il n'apparaît par contre pas de différence selon le genre et l'âge.

Tableau 33 : Pourcentage de PDI ayant reçu une aide extérieure selon certaines de leurs caractéristiques

Caractéristiques sociodémographiques	Pourcentage ayant reçu une aide extérieure
Sexe	
Masculin	16,9
Féminin	17,2
Milieu de résidence	
Urbain	24,2
Rural	15,5
Préfecture	
Nana-Mambéré	4,1
Ouham-Pende	9,1
Ouham	11,6
Nana-Grébizi	30,2
Bamingui-Bangoran	8,9
Haute-Kotto	8,8
Vakaga	82,4
Groupe d'âges	
12-24ans	16,3
25-49ans	17,6
>=50ans	16,8
Situation matrimoniale	
Célibataire	15,3
En union	17,1
En rupture d'union	20,1
Religion	
Catholique	15,7
Protestant	13,4
Islam	37,7
Autre	13,8
Situation d'activité	
Occupe	16,6
Chômeur	24,3

Étudiant/Élève	11,2
Femme au foyer	26,8
Niveau d'instruction	
Aucun	17,9
Primaire	14,8
Secondaire/supérieur	19,5
Ensemble	17,1

8.3.2 Provenance de l'aide extérieure

Les résultats consignés dans le tableau 34 montrent que les PDI qui ont reçu de l'aide déclarent que cette aide provient essentiellement de trois organisations : les ONG internationales (69 %), les communautés religieuses (23 %) et les ONG nationales (19 %). L'État est rarement intervenu (cité par 2 %). Cependant le concours de ces structures varie énormément selon la préfecture. Les organisations internationales ont plus concentré leurs aides dans la Vakaga (93 %), le Bamingui-Bangoran (81 %), l'Ouham-Pendé (79 %) et l'Ouham (78 %). L'aide provenant des communautés religieuses est essentiellement allée à la Haute-Kotto (66 %), la Nana-Mambéré (56 %) et, à un degré moindre, à la Nana-Grébizi (47 %). Les ONG nationales sont plus actives dans la préfecture de la Nana Grébizi (55 %).

Tableau 34 : Pourcentage de PDI ayant reçu de l'aide extérieure selon la provenance de l'aide par préfecture

Provenance de l'aide reçue	Préfecture							Ensemble
	Nana-Mambéré	Ouham-Pendé	Ouham	Nana-Grébizi	Bamingui-Bangoran	Haute-Kotto	Vakaga	
Mairie/Commune	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	1,6	0,0	0,1
Communauté ethnique	6,9	0,7	2,9	0,7	0,0	0,0	0,2	1,1
Communauté religieuse	56,2	17,3	22,0	46,8	18,2	65,6	0,0	22,8
Communauté associative	0,0	0,0	0,0	0,7	0,0	3,9	0,2	0,3
Parti politique	0,0	0,3	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,2
ONG nationale	4,2	5,3	0,0	55,0	0,0	4,8	11,0	19,3
Organisation internationale	36,9	78,6	77,9	35,8	80,5	23,9	92,5	69,4
État/Gouvernement	4,2	0,9	1,1	3,0	1,1	3,9	1,4	1,7
Autre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8,1	2,1

8.3.3 Nature de l'aide extérieure reçue

L'aide reçue par les ménages se présente sous plusieurs formes. Les deux formes les plus répandues sont l'aide alimentaire et la dispensation de soins de santé (Tableau 35). Sept PDI aidées sur dix ont reçu des produits alimentaires. Ils sont plus de 98 % dans la Vakaga, 76 % dans la Nana-Mambéré, 69 % dans l'Ouham-Pendé, 61 % dans la Nana-Grébizi, 54 % dans l'Ouham et 51 % dans la Haute-Kotto à bénéficier de cette forme d'assistance.



Plus de la moitié des PDI assistées (56 %) a déclaré avoir reçu gratuitement des soins que nécessitait leur état physique ou psychologique. Leur proportion atteint 71 % dans l'Ouham et la Nana-Grébizi, 58 % dans la Vakaga et 47 % dans le Bamingui-Bangoran.

En dehors des aides alimentaire et médicale, les déplacées internes ont bénéficié également des aides à la scolarisation des enfants (7 %), des dons en vêtements, chaussures, etc. pour l'habillement (7 %), d'aide financière (3 %) et d'appui pour la reconstruction de l'habitat/logement (2 %).

Tableau 35 : Pourcentage de PDI assistées selon la nature de l'aide extérieure reçue par préfecture

Nature de l'aide extérieure reçue	Préfecture							Ensemble
	Nana-Mambéré	Ouham-Pende	Ouham	Nana-Grébizi	Bamingui-Bangoran	Haute-Kotto	Vakaga	
Scolarisation des enfants	0,0	2,9	0,0	5,7	0,0	0,0	17,3	6,6
Santé	8,3	15,8	71,1	70,8	47,1	27,6	58,4	55,6
Habillement	12,5	10,3	3,7	10,9	2,0	11,8	1,2	6,5
Alimentation	75,8	69,0	53,7	60,7	17,8	50,9	97,5	69,7
Financière	10,8	3,3	4,8	1,5	0,0	35,5	0,5	2,7
Reconstruire la maison	2,2	8,4	0,9	0,5	3,9	0,0	0,0	2,1
Autre	0,0	0,0	0,4	8,0	31,9	22,1	0,6	3,0

Vue d'ensemble sur la cohésion sociale et l'aide/assistance aux PDI et aux ménages affectés

Le présent chapitre visait à analyser la participation des PDI dans la vie communautaire et associative et les mécanismes d'entraide en leur faveur qui sont mis en place.

L'analyse montre que sur le plan individuel, les PDI dans leur déplacement forcé ne sont pas restées les bras croisés. Pour s'assurer une meilleure protection, défendre leurs intérêts et trouver des solutions à leurs problèmes communs, elles se sont orientées vers les communautés/associations. Sept PDI âgées de 12 ans ou plus sont membres d'une association ou d'une communauté. Les principales formes d'associations vers lesquelles elles se sont tournées sont de type religieux (neuf PDI sur dix adhèrent à une communauté de ce type), et dans une moindre mesure des groupements agropastoraux, des clubs sportifs, des associations de quartier et des associations des jeunes.

Face à l'ampleur des besoins, les concours proposés se sont avérés nettement insuffisants. Aux dires des PDI, très peu d'entre elles ont bénéficié d'une aide/assistance de la part des ménages de l'entourage, des proches (parents, amis, collègues) et de sources extérieures (agences et ONG humanitaires, État, administration locale, communautés religieuses...). En effet, moins d'un quart (22 %) des ménages qui n'accueillaient pas de personnes déplacées au moment de l'enquête et un tiers de ceux qui en hébergeaient ont apporté une assistance aux familles qui étaient en difficulté du fait de la crise. Moins du cinquième des PDI (18 %) a affirmé avoir bénéficié du soutien des proches (parents, amis, collègues et autres). Concernant la manifestation de la solidarité extérieure aux PDI, elle n'est pas très développée non plus.

Dans l'ensemble, seulement 17 % des PDI ont affirmé avoir bénéficié d'une aide ou d'un appui d'une structure ou organisation depuis le déclenchement de la crise. Des déclarations des PDI, il résulte que l'aide extérieure est essentiellement concentrée dans les préfectures de la Vakaga (82 % des PDI en ont bénéficié), et à un degré moindre à la Nana-Grébizi

(30 %). Nulle part ailleurs la proportion de PDI ayant bénéficié d'une aide extérieure n'a atteint les 12 %. L'aide/assistance a profité beaucoup plus aux PDI se trouvant dans les centres urbains (24 %), aux personnes en rupture d'union (20,1 %), aux musulmans (38 %), aux chômeurs (24 %), aux femmes au foyer (27 %) et aux instruits (19 %). Il n'apparaît par contre pas de différence selon le genre et l'âge.

Pour ceux qui en ont bénéficié, l'aide/assistance concerne essentiellement le domaine sanitaire et alimentaire. Elle est venue principalement des organisations humanitaires internationales. Dans une moindre mesure, les parents, les communautés religieuses et les ONG nationales sont également cités comme donateurs de l'aide reçue par les personnes déplacées. L'État n'est intervenu que de manière marginale.

IX. CONDITIONS SÉCURITAIRES, DOMMAGES SUBIES PAR LES PDI ET PRÉOCCUPATIONS EXPRIMÉES

Ce chapitre traite des conditions de protection et de sécurité des PDI aussi bien dans leur zone d'origine que dans la zone de résidence au moment de l'enquête. Il examine les opinions que les différentes catégories de PDI (retournées, réinstallées et accueillies) expriment sur les conditions de sécurité dans leur lieu d'origine, sur les violences ainsi que les pertes matérielles et en vies humaines subies directement ou indirectement. Cette section se veut aussi perspective pour examiner les propositions que les personnes concernées font pour l'amélioration de leur propre sécurité et celle de leurs biens.

9.1 Situation sécuritaire perçue par les PDI

Cette section évalue la prévalence du sentiment de sécurité parmi les PDI et explore les raisons avancées par celles qui ne se sentent pas en sécurité dans leur environnement.

9.1.1 Perception des PDI sur la situation sécuritaire dans leur lieu de résidence

Parmi les chefs de ménage PDI retournées chefs, seul un peu plus de la moitié (53 %) déclare qu'il se sent en sécurité dans le lieu d'origine depuis le retour. Ils sont 28 % seulement dans l'Ouham et plus de 50 % ailleurs, voire 83 % dans le Bamingui-Bangoran. Les PDI CM retournées en milieu rural sont plus inquiets (51 % seulement) que leurs homologues des villes (67 %). Les différences sont faibles entre hommes (53 %) et femmes (56 %).



Les PDI chefs de ménage réinstallées sont moins inquiets en matière de sécurité que leurs homologues retournées. Ils sont 77 % à déclarer se sentir en sécurité dans leur nouvel environnement de vie. Cette différence peut s'expliquer par le fait que si les PDI ont décidé de se réinstaller, c'est qu'elles se sentent relativement en sécurité dans leur nouvel environnement de vie comparativement au lieu d'origine. Les femmes sont plus nombreuses à avoir ce sentiment que les hommes. Par contre, il n'y a pratiquement pas de différences dans cette proportion selon le milieu de résidence (75 % en ville contre 78 % en zone rurale).

Si l'on considère les autres PDI non chefs de ménage, environ 56 % d'entre eux pensent être en sécurité avec de grandes différences selon la catégorie : 53 % chez les PDI retournées, 76 % chez les réinstallées et 90 % chez les accueillies.

9.1.2 Raisons de l'insécurité perçue

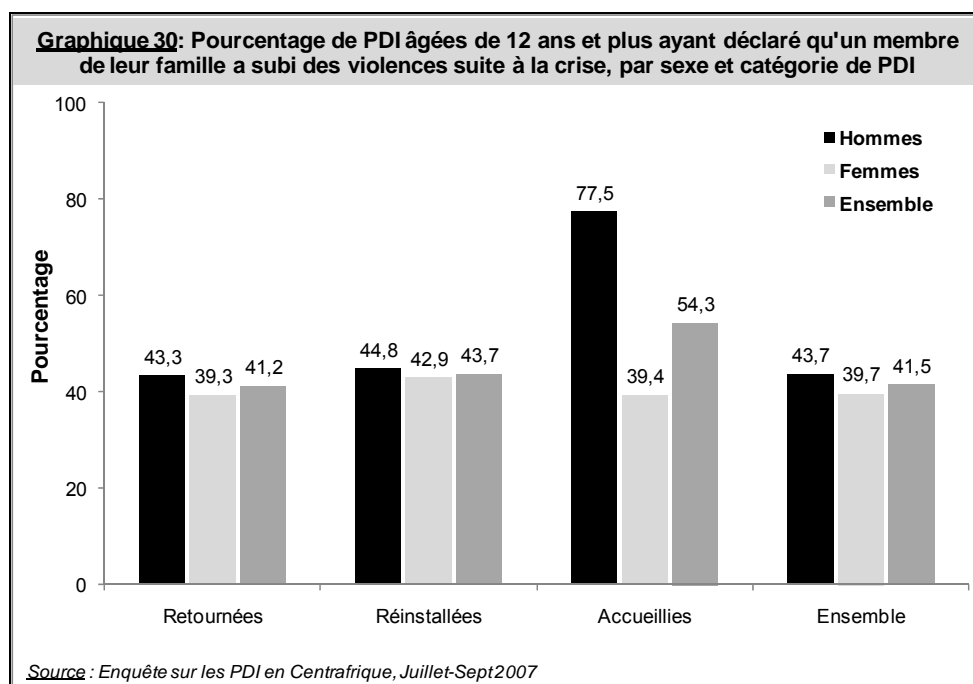
Pour l'ensemble des PDI qui ne se sentent pas en sécurité, tant dans leur zone d'origine (PDI retournées) que dans leur nouvel environnement de vie (PDI accueillies et réinstallées), trois raisons sont principalement évoquées pour expliquer leur crainte : la criminalité et les violences (76 %), les intimidations (67 %) et enfin le traitement discriminatoire (16 %).

S'agissant de la criminalité et des violences physiques, les hommes PDI retournés sont plus nombreux à les relever que les réinstallées et les accueillies. Par contre, chez les femmes, ce sont plutôt les PDI retournées et les accueillies qui l'évoquent, à plus de 75 % des cas. L'intimidation, quant à elle, est plus mentionnée par les PDI retournées et les réinstallées et ce, aussi bien chez les hommes que chez les femmes. Le traitement discriminatoire est la raison la plus évoquée à la fois par les PDI hommes réinstallées et les déplacées femmes accueillies.

9.2 Violences subies par les PDI ou leurs membres de leur famille

9.2.1 Prévalence déclarée des violences subies par un membre de la famille des PDI

Environ deux PDI âgées de 12 ans ou plus interrogées sur cinq ont déclaré qu'un membre de leur famille a été victime de violence lors de la crise (Tableau 35). Cette proportion est un peu plus élevée chez les hommes (44 %) que chez les femmes (40 %) et parmi les accueillies (54 %) comparés aux retournées (41 %) et aux réinstallées (44 %). Le maximum est cependant relevé chez les PDI accueillies hommes, puisque plus des trois quarts (77,5 %) ont déclaré qu'un membre de leur famille a été violenté durant la crise.



La prévalence déclarée des violences subies par les membres des PDI est plus élevée chez les retournées dans les préfectures de la Nana-Grébizi (54 %) et de l'Ouham-Pendé (44 %),

et dans une moindre mesure, dans la préfecture de l'Ouham (38 %). S'agissant des déplacés réinstallés qui affirment avoir des membres de leur famille violentés, c'est dans la Nana-Mambéré (53 %) et l'Ouham-Pendé (47 %) qu'ils sont proportionnellement les plus nombreux. Enfin, pour les déplacés accueillis, les proportions sont relativement élevées dans la Nana-Grébizi (59 %), la Nana-Mambéré (56 %) et l'Ouham-Pendé (54 %).

Les écarts urbain/rural sont moins prononcés chez les personnes déplacées retournées et les accueillis. Par contre chez les réinstallés, le milieu rural présente une proportion plus élevée que le milieu urbain en matière de violences subies par les proches (45 % contre 40 %).

9.2.2 *Lieu où ont été perpétrées les violences*

En général, les violences subies par les membres des familles des PDI interrogées ont été perpétrées à domicile, en brousse, au cours d'un déplacement, et dans une moindre mesure lors de la détention ou dans la rue. Ces endroits sont systématiquement cités dans le même ordre de grandeur par les trois catégories des personnes déplacées (Tableau 36). Le cas de violence subi lors de la détention est évoqué par une PDI accueillie sur six (17 %) alors que pour les autres PDI, ce cas est faiblement signalé.

Tableau 36 : Pourcentage de PDI ayant affirmé qu'un membre de leur famille a subi des violences par lieu où la violence a été perpétrée et selon le type de PDI

Lieu où la violence a été subie	Retournées	Réinstallées	Accueillies
A domicile	56,0	63,2	79,0
Dans la rue	9,4	7,9	9,4
Au cours d'un déplacement	21,0	22,6	11,0
En détention	1,7	1,5	16,7
En brousse	28,3	27,6	19,9
Dans le village	0,9	0,7	0,0
A l'église	0,4	0,0	0,0
Autre	0,7	0,4	3,1
Ne sait pas	0,1	0,1	0,0

9.3 **Nature des violences subies**

Les violences subies par les membres des familles des PDI interrogées sont variées (Tableau 37). Il s'agit principalement des violences physiques, des vols/pillages des biens, des menaces verbales et enfin de cas des viols des jeunes filles et femmes.

En ce qui concerne les PDI retournées, trois personnes ayant affirmé qu'un membre de leur famille a subi des violences sur quatre ont rapporté une violence physique. Environ deux sur cinq ont cité le cas de vol/pillage des biens. Un peu plus d'un enquêté sur quatre a mentionné les violences verbales et un enquêté sur vingt a signalé le cas de viol.

Pour les PDI réinstallées, la structure de la nature des violences subies par les membres de leur famille reste la même que celle observée chez les PDI retournées avec 78 % de cas de violences physiques, 34 % de cas de vol/pillage des biens, 24 % pour les menaces verbales et 6 % de cas de viols.

Chez les personnes déplacées accueillis, deux types de violences prédominent, les violences physiques (citées par 89 % des enquêtés) et le vol/pillage des biens rapporté par 63 % d'entre eux. Les menaces verbales sont citées par moins de 20 %.

Tableau 37 : Pourcentage de PDI ayant affirmé qu'un membre de leur famille a subi des violences par nature de la violence subie et selon le type des PDI

Nature de violences subies	Retournées	Réinstallées	Accueillies
Viol	4,9	5,7	1,0
Violence physique	74,6	77,3	88,8
Menace verbale	28,7	23,9	18,6
Vol/Pillage	37,2	34,1	62,9
Destruction des récoltes	0,9	0,0	0,0
Dans le village	4,4	2,2	0,0
Incendie/Maison brûlée	1,4	0,9	0,6
Autre	7,7	3,5	10,7
Ne sait pas	0,3	0,0	0,0

Remarquons que le pourcentage relativement faible de PDI qui rapporte le cas de viol ne signifie pas nécessairement que ce type de violence est rare dans la zone d'étude dans un contexte de crise armée. En général, les cas de viol sont difficilement connus car les victimes (jeunes filles principalement) ne dénoncent pas souvent ces violences sexuelles subies du fait du traumatisme subi et des craintes de stigmatisation par la société et de représailles par les agresseurs. Les quelques cas signalés ici témoignent seulement que dans ces zones, il y a eu des abus sexuels subis par les jeunes filles et des femmes, généralement vulnérables et impuissantes face à leurs bourreaux. Les victimes de viols l'ont souvent été lors de la recherche du bois de chauffe, de l'eau ou sur le chemin des champs.

Relevons aussi que le cas de viol a été plus signalé par les femmes que par les hommes et ce, quel que soit le type des PDI. On peut penser que le caractère confidentiel des interviews réalisées lors de l'enquête a quelque peu rassuré les femmes à dénoncer ce type de violence que certains de leurs membres de famille (peut-être qu'il s'agissait d'elles) auraient subi.

Sur la base des résultats par préfecture, on peut tenter de dresser une cartographie des quatre principaux types de violences subies par les proches des PDI :

- Le viol est plus souvent rapporté par les enquêtés de la Nana-Grébizi (12 %).
- Les violences physiques sont citées par plus de 6 personnes sur dix dans toutes les préfectures, mais à plus de 85 % dans la Nana-Mambéré et la Nana-Grébizi.
- Les menaces verbales concernent surtout la Nana-Grébizi et, dans une moindre mesure, la Vakaga et l'Ouham.
- Enfin le vol/pillage des biens a été cité dans des proportions importantes dans la Nana-Mambéré et l'Ouham-Pendé.

9.4 Pertes matérielles ou en vie humaine subies par les PDI

Les conflits drainent toujours dans leur sillage un lot important de dommages et de fléaux en tous genres. Les malheurs les plus graves mais aussi les plus courants sont les atteintes à l'intégrité physique des personnes, en particulier les pertes en vies humaines que ces conflits provoquent. La mort d'un être cher peut avoir des conséquences désastreuses tant au plan émotionnel et psychologique, qu'au plan économique. Bien souvent, ce n'est pas la perte d'une seule personne que l'on déplore lors d'un conflit armé mais de plusieurs membres de la même famille et de nombreux amis et connaissances. Un déséquilibre durable peut alors s'installer chez les survivants que seuls des psychologues expérimentés peuvent en principe prendre en charge. Dans le chaos général généré par la crise au nord de la RCA, les victimes que sont les PDI n'ont pas bénéficié d'une telle prise en charge.

9.4.1 Importance des PDI ayant subi de perte

Quel que soit le type des PDI considéré, le tableau 38 montre que les sept dixièmes disent avoir subi une perte, matérielle ou en vie humaine, directement ou indirectement, au cours de la crise. Ces proportions varient très peu selon le sexe, sauf chez les PDI accueillies où quatre hommes sur cinq ont affirmé avoir subi une perte contre deux sur trois chez les femmes. Toutes les préfectures sont touchées même si les proportions varient très sensiblement, de 31 % dans la Vakaga à 82 % dans l'Ouham-Pendé.

Tableau 38 : Pourcentage de PDI qui déclarent avoir subi une quelconque perte (matérielle ou en vie humaine) au cours de la crise selon la catégorie et le sexe des PDI

Type des PDI	Hommes	Femmes	Ensemble
Retournées	73,1	70,6	71,8
Réinstallées	70,9	68,3	69,4
Accueillies	80,8	67,0	72,4
Ensemble	72,9	70,3	71,5

9.4.2 Nature des pertes subies

Les PDI ont subi des pertes dans des domaines très variés. Le décès/assassinat d'un membre de famille (conjoint, enfant ou autre membre, cité par 16 % des PDI retournées et plus du quart des accueillies), la destruction du logement et du cadre de vie, la perte du bétail, de la récolte et d'effets divers, les dommages causés à la scolarisation des enfants sont les plus cités par les PDI quelle que soit leur catégorie (Tableau 39).



La prédominance de ces pertes est globalement conservée que ça soit parmi celles citées en première, en seconde ou en troisième position.

Tableau 39 : Répartition (%) des PDI par nature de la perte subie citée en 1^{ère} position selon la catégorie des PDI et le sexe

Nature des pertes citée en 1 ^{ère} position	Retournées	Réinstallées	Accueillies	Ensemble
Assassinat, décès d'un proche	15,8	17,6	26,4	16,1
Logement/habitat détruit (brûlé)	10,4	16,9	14,5	11,1
Cadre de vie détruit	8,5	9,8	9,8	8,7
Appareils ménagers détruits	6,2	5,1	0,0	6,0
Bétail volé	19,7	16,6	12,7	19,4
Récolte détruite	11,2	7,6	16,6	10,8
Perte de documents	1,4	1,6	0,2	1,4
Emploi/argent perdu	3,6	5,1	8,7	3,8
Scolarisation des enfants perturbée	2,7	1,9	1,3	2,6
Divers effets	14,9	13,3	7,9	14,7
Autre	5,6	4,6	1,9	5,5
Total	100	100	100	100

9.5 Propositions/préoccupations des PDI en matière de protection

On a demandé à chaque enquêté d'exprimer trois préoccupations en rapport avec sa survie en les classant par ordre d'importance. Les résultats de leurs réponses sont consignés dans le tableau 40 par type des PDI. Les préoccupations avancées sont de plusieurs ordres et touchent à tous les secteurs de la vie sociale : sécurité physique et matérielle, économie, éducation, santé, habitat, famille, culture.



Les préoccupations touchant le secteur de l'économie viennent en tête, car exprimées par plus de deux PDI sur cinq. Au plan social, la reconstruction du logement et l'accès aux services essentiels (éducation des enfants, soins de santé et eau potable) se positionnent en seconde position parmi les préoccupations exprimées par les PDI. Ces quatre aspects ont été évoqués par environ deux PDI sur cinq. Les préoccupations classées comme socioculturelles, à savoir le retour au terroir, la reconstruction du village/localité et le regroupement familial sont citées par 12 % des PDI. Les autres préoccupations portent sur la sollicitation d'une assistance auprès des humanitaires et/ou du gouvernement (6 %), du retour de la paix (2 %) et du groupe fourre-tout « autre ».

Quel que soit la catégorie de PDI considérée, la structure des préoccupations exprimées en premier lieu suit à peu près le schéma d'ensemble. Néanmoins, on peut relever quelques singularités.

Les PDI accueillies sont 42 % à exprimer les préoccupations socioculturelles (retour au lieu d'origine et/ou regroupement familial). Cette préoccupation traduit certainement l'inconfort moral qu'elles ressentent du fait d'être loin de leur terroir et vivant séparées de leurs proches parents au sein de familles d'accueil. Les réinstallées expriment aussi cette préoccupation socioculturelle, mais dans une proportion moindre (13 %).

Il est surprenant de constater que pour les préoccupations économiques, les PDI accueillies soient moins nombreuses à les exprimer comparativement aux autres PDI. De même, elles citent moins souvent que les retournées et les réinstallées l'assistance matérielle et le retour de la paix parmi leur préoccupation.

Tableau 40 : Répartition (%) des PDI selon la préoccupation majeure citée en 1^{ère} position par catégorie de PDI

Préoccupation	Retournées	Réinstallées	Accueillies	Ensemble
Retour au lieu d'origine	0,0	4,2	23,7	6,5
Regroupement familial	5,3	8,6	18,2	5,7
Accès à un emploi	7,5	9,4	3,7	7,7
Reconstruction du logement	8,4	10,2	14,0	8,6
Reprise des travaux champêtres	23,1	17,7	7,6	22,4
Accès à l'éducation	10,2	10,7	11,6	10,2
Accès à une structure sanitaire	14,4	11,5	4,4	14,0
Accès à l'eau potable	6,5	4,2	6,8	6,3
Disponibilité d'un attelage pour la culture	2,6	2,6	1,6	2,5
Accès au crédit	9,3	10,1	1,0	9,4
Retour à la paix	2,0	2,7	1,4	2,0
Assistance matérielle	5,9	4,7	1,4	5,7
Reconstruction de la localité d'origine	0,1	0,1	0,0	0,1
Autre	4,0	2,7	4,6	3,8
Ensemble	100	100	100	100

L'analyse des préoccupations des PDI exprimées en seconde position indique qu'elles sont centrées autour des mêmes secteurs que celles exprimées en première position avec cependant un changement d'ordre d'importance (Tableau 41). Les préoccupations portant sur le social viennent en tête, suivies de celles relatives à l'économie. En effet, l'accès à la santé, à l'éducation et à l'eau potable et la reconstruction du logement ont été cités au total par 56 % des PDI tandis qu'une PDI sur trois a exprimé en seconde position une préoccupation relative à l'économique. Les préoccupations d'ordre culturelles se positionnent ici encore au troisième rang.

Tableau 41 : Répartition (en %) des PDI selon la préoccupation majeure citée en 2^{nde} position par catégorie de PDI

Préoccupation	Retournées	Réinstallées	Accueillies	Ensemble
Retour au lieu d'origine	0,0	0,8	0,7	0,8
Regroupement familial	2,3	3,6	20,0	2,6
Accès à un emploi	4,2	6,1	5,7	4,4
Reconstruction du logement	6,1	7,4	7,3	6,2
Reprise des travaux champêtres	22,0	20,8	27,1	21,9
Accès à l'éducation	13,7	14,5	2,0	13,7
Accès à une structure sanitaire	26,9	24,2	30,4	26,6
Accès à l'eau potable	9,1	8,3	3,5	9,0
Disponibilité d'un attelage pour la culture	1,9	2,3	1,5	1,9
Accès au crédit	5,9	5,2	0,3	5,8
Retour à la paix	0,6	1,1	0,9	0,6
Assistance matérielle	3,1	2,0	0,7	3,0
Reconstruction de la localité d'origine	0,6	0,6	0,0	0,6
Autre	3,7	3,0	0,0	3,5
Ensemble	100	100	100	100

Les préoccupations exprimées par les PDI retournées sont dans le même ordre de grandeur que celles de l'ensemble des PDI sans distinction de catégorie. Chez les PDI réinstallées et accueillies, la particularité est que l'accès à une structure sanitaire ressort comme la préoccupation de loin la plus exprimée (respectivement de 24 % et 30 %). Le besoin de

cultiver la terre est la seconde préoccupation exprimée au second rang pour toutes les catégories des PDI (retournées, réinstallées et accueillies).

Au troisième rang, ce sont les préoccupations d'ordre social et économique qui prédominent encore avec respectivement 57 % et 29 % (Tableau 42). Les préoccupations d'ordre culturel intéressent plus les personnes déplacées accueillies et, dans une moindre mesure, les PDI réinstallées.

Tableau 42 : Répartition (%) des PDI selon la préoccupation majeure citée en 3^{ème} position par catégorie et sexe des PDI

Préoccupation	Retournées	Réinstallées	Accueillies	Ensemble
Retour au lieu d'origine	0,0	1,9	2,8	2,1
Regroupement familial	4,0	5,7	8,5	4,2
Accès à un emploi	4,5	6,2	8,0	5,5
Reconstruction du logement	5,3	6,8	11,8	5,5
Reprise des travaux champêtres	14,2	12,1	16,7	14,0
Accès à l'éducation	13,8	13,7	7,7	13,7
Accès à une structure sanitaire	24,0	21,4	23,7	23,8
Accès à l'eau potable	14,8	12,0	5,9	14,4
Disponibilité d'un attelage pour la culture	2,8	2,7	0,0	2,8
Accès au crédit	6,4	5,9	8,3	6,4
Retour à la paix	1,1	2,5	1,4	1,2
Assistance matérielle	3,3	4,1	1,2	3,4
Reconstruction de la localité d'origine	1,7	0,1	0,5	1,6
Autre	4,1	4,3	3,5	4,4
Ensemble	100	100	100	100

Vue d'ensemble sur les conditions sécuritaires, les dommages subies par les PDI et leurs préoccupations

Les PDI continuent à ne pas se sentir en sécurité, même parmi celles qui ont préféré retourner dans leur localité d'origine. En effet seul un peu plus de la moitié des retournées chefs de ménage déclare qu'il se sent en sécurité contre 77 % des CM réinstallées. Chez les PDI non chefs de ménage, environ 56 % pensent être en sécurité avec de grandes différences selon la catégorie : 53 % chez les retournées, 76 % chez les PDI réinstallées et 90 % chez les accueillies. Pour l'ensemble des PDI qui ne se sentent pas en sécurité, tant dans leur zone d'origine que dans leur nouvel environnement de vie, trois raisons sont principalement avancées : la criminalité et les violences (citées par 76 % d'entre elles), les intimidations (67 %) et enfin le traitement discriminatoire (16 %).

Concernant les violences subies, environ deux PDI de 12 ans et plus sur cinq ont déclaré qu'un membre de leur famille a été victime de violence lors de la crise. Chez les PDI accueillies hommes, cette proportion dépasse les trois quarts. En général, les violences ont été perpétrées à domicile, en brousse, au cours d'un déplacement et, dans une moindre mesure, lors de la détention ou dans la rue. Les violences subies par les proches des PDI sont variées mais les plus citées sont les violences physiques, les vols/pillages des biens, les menaces verbales et enfin le viol des jeunes filles et femmes.

Pour ce qui est des dommages que les conflits ont directement causé aux PDI interviewées, les sept dixièmes d'entre elles ont déclaré avoir subi une perte, matérielle ou en vie humaine. Toutes les préfectures sont touchées même si les proportions varient très

sensiblement, de 31 % dans la Vakaga à 82 % dans l'Ouham-Pendé. Une proportion très élevée de PDI de 12 ans et plus (16 %) a ainsi rapporté le décès/assassinat d'un membre de leur famille (conjoint, enfant ou autre membre). Plus du quart des accueillies (26 %) a été ainsi endeuillé.

On a demandé à chaque enquêté d'exprimer trois préoccupations en rapport avec sa survie en les classant par ordre d'importance. Les préoccupations avancées sont de plusieurs ordres et touchent à tous les secteurs de la vie : sécurité physique et matérielle, économie, éducation, santé, habitat, famille, culture. Les préoccupations touchant le secteur de l'économie viennent en tête, car exprimées par plus de deux PDI sur cinq. Au plan social, la reconstruction du logement et l'accès aux services essentiels (éducation des enfants, soins de santé et eau potable) se positionnent en seconde position des préoccupations exprimées par les PDI.

CONCLUSION GÉNÉRALE

RAPPEL DES OBJECTIFS ET DE LA MÉTHODOLOGIE

L'étude visait à fournir au Gouvernement et aux agences et ONG humanitaires des informations sur le volume, la répartition spatiale et le profil des personnes déplacées internes (PDI) suite aux crises militaro-politiques qui secouent une partie du pays de manière récurrente depuis 2002 ainsi que sur leurs conditions de vie et celles des populations hôtes pour un meilleur ciblage des interventions en leur faveur. Une enquête par sondage stratifiée à deux degrés a permis de recueillir des données sur la population générale, les PDI et les ménages des sept préfectures du pays les plus concernées par l'instabilité militaro-politique. Il s'agit de la Nana-Mambéré, l'Ouham-Pendé, l'Ouham, la Nana-Grébizi, le Bamingui-Bangoran, la Haute-Kotto et enfin la Vakaga. L'enquête a eu lieu auprès de 5.328 ménages dont les chefs ont été interviewés ainsi que 8.499 PDI âgées de 12 ans et plus vivant dans ces ménages.

SYNTHÈSE DES PRINCIPAUX RÉSULTATS

Les données recueillies permettent d'estimer à 1.341.493 la population vivant dans les sept préfectures au moment de l'enquête, à 124.535 le nombre de PDI actuelles (accueillies et réinstallées) vivant dans la zone et à 888.235 le nombre de PDI retournées dans ladite zone depuis 2002. Moins du quart de la population totale vit en milieu urbain et est majoritairement concentrée dans l'Ouham et l'Ouham-Pendé (entre 70 et 80 % d'eux).

Les PDI actuelles représentent près du dixième (9,3 %) de l'ensemble de la population vivant dans les sept préfectures. Elles sont 12 % de la population urbaine et 8 % en milieu rural. De fortes disparités existent entre préfectures puisque 17 % de la population de la Haute-Kotto sont des déplacés, 12 % dans la Vakaga et l'Ouham-Pendé et moins de 9 % ailleurs.

Les PDI vivant dans la zone de l'étude se répartissent en retournées (89 %), réinstallées (10,6 %) et accueillies (0,6 %). Cette prédominance des retournées traduit une volonté des PDI de regagner leur localité d'origine en cas de rétablissement de la sécurité. Les retours sont plus observés dans le Bamingui-Bangoran, l'Ouham-Pendé et la Nana-Grébizi (plus de 9 PDI sur 10 dans ces préfectures sont des retournées). La réinstallation des PDI est très fréquente dans la Nana-Mambéré (69 % des PDI dans la préfecture sont des réinstallées), et dans une moindre mesure dans la Haute-Kotto, la Vakaga et l'Ouham (entre 11% et 28 % de réinstallées). Enfin, les accueillies sont proportionnellement significatives parmi les PDI de la Nana-Mambéré (11 %) et de la Haute-Kotto (4,5 %).

L'analyse du profil sociodémographique, socioculturel et socioéconomique des PDI actuelles, des PDI retournées et des non déplacés fait apparaître quelques différences entre ces différents groupes qui portent la marque de l'impact des crises.

Il est ainsi apparu un déficit d'hommes parmi les PDI actuelles entre 15 et 39 ans (entre 54 et 59 % de femmes), un déficit de filles parmi les PDI actuelles de sexe féminin, un déficit d'enfants parmi les PDI retournées, et un déficit particulièrement prononcé d'hommes de 20-24 ans parmi les PDI de sexe masculin. L'important déficit d'hommes aux âges adultes pourrait s'expliquer en partie par l'enrôlement des hommes de cette tranche d'âge dans les mouvements armés, les tueries sélectives lors des attaques des villes et villages, ou l'émigration vers le Tchad et le Cameroun. Il se pourrait également que les ménages aient opté de faire partir en priorité les femmes (et les enfants) dans les zones plus sécurisées. Par ailleurs, les PDI retournées sont plus nombreux à vivre actuellement en union et moins en célibataires que les autres, traduisant probablement leur volonté de se construire (ou reconstruire) une nouvelle vie plus stable.

Le profil socioculturel révèle que les PDI sont majoritairement d'obédience chrétienne suivies des musulmans. La population de la zone d'étude est majoritairement analphabète (entre 28 % et 40 % seulement savent lire et écrire) et faiblement instruite (entre 49 % et 54 % n'ont jamais fréquenté l'école). Les retournées et les femmes sont les plus analphabètes et les moins instruits suivis des PDI actuelles, les non déplacés étant les mieux lotis.

Enfin, il ressort de l'analyse que les crises ont eu un impact négatif sur l'activité économique, impact qui se ressent plus parmi les PDI actuelles (73 % seulement d'entre eux ont une occupation contre 85 % des retournées et 81 % des non déplacées). Le plus grand dynamisme économique des PDI retournées serait une preuve de plus de leur volonté de surmonter les épreuves traversées et de rebâtir leur vie. L'écrasante majorité des occupés (plus des trois quarts) évoluent dans le secteur agricole, et travaillent pour leur propre compte (entre 84 % et 90 %), qu'ils soient hommes ou femmes, déplacés ou non. Le salariat est plutôt répandu parmi les PDI actuelles hommes (15 % sont salariés) et les hommes non déplacés (12 %).

Dans les sept préfectures étudiées, près de 7 % des ménages ont accueilli des PDI depuis le début de la crise (2002). Les ménages dirigés par les hommes et les ménages urbains sont proportionnellement plus nombreux à être dans cette situation. Parmi les ménages qui ont accueilli des déplacés, 88 % en ont reçu entre une et dix. Le nombre moyen de PDI accueillies est de 6, sans grande différence selon le sexe du chef de ménage. Les différences selon la préfecture sont par contre très prononcées : au moins 10 PDI accueillies depuis 2002 en moyenne par ménage dans la Vakaga, le Bamingui-Bangoran et l'Ouham contre 4 environ dans la Nana-Mambéré et la Nana-Grébizi.

L'accueil des PDI dans le ménage a le plus souvent été le fruit de la seule initiative de la personne déplacée elle-même (un peu plus de la moitié des cas), mais a quelques fois résulté d'une entente familiale ou d'un entretien entre le CM et la personne à accueillir. Il est toutefois remarquable de relever que dans le quart des ménages qui ne comptaient pas de PDI, c'est le chef de ménage tout seul qui a pris l'initiative d'en accueillir. Ceci témoigne du caractère spontané de la solidarité des populations des zones d'accueil à l'endroit de leurs compatriotes déplacées. Cependant, même si les populations sont disposées à accueillir des PDI, cette disposition semble avoir des limites. En effet, l'arrivée de PDI dans le ménage est positivement perçue dans la majorité des ménages où il n'y avait pas auparavant de PDI (71 %), mais elle l'est beaucoup moins dans les ménages où vit déjà une PDI (46,5 %).

La quasi-totalité des chefs de ménage ayant accueilli des PDI ont déclaré avoir effectué des dépenses en faveur de ces derniers. Les postes dont la hausse a le plus été évoqué sont le déplacement/transport, l'alimentation, l'habillement, l'énergie/électricité, la santé et dans une moindre mesure l'éducation/scolarisation. Globalement, 62 % des chefs de ménages ayant accueilli des PDI estiment que le surplus de dépenses était important, mais peu d'entre eux (entre 10 % et 20 %) attribuent cette hausse à la présence de déplacés dans le ménage ou à l'insécurité/conflit. Ils sont 60 % à penser que l'augmentation de leurs dépenses est liée au renchérissement du coût de la vie de manière générale.

Les résultats de l'analyse des caractéristiques des ménages révèlent que les ménages accueillant des PDI vivent globalement dans une plus grande précarité que les ménages n'en accueillant pas, en termes de standing du logement, du type de lieu d'aisance, des biens et équipements possédés et de la taille et composition des ménages.

La question sécuritaire est ressortie comme le tout premier motif des déplacements des populations fuyant les zones de conflit. Quelques spécificités régionales apparaissent cependant. Par exemple, les risques de famine ont été évoqués par une forte proportion de PDI dans l'Ouham-Pendé (31 %) et presque pas du tout dans l'Ouham (moins de 1 %). Le

risque d'enrôlement forcé dans les groupes armés a fait fuir un grand nombre parmi les PDI enquêtés dans la Nana-Mambéré (22 %), le Bamingui (15 %) et l'Ouham-Pendé (10 %).

Concernant la réinsertion sociale des PDI, la majorité des PDI retournées a regagné sa localité d'origine entre 2002 et 2006, suite au retour de l'accalmie dans la localité d'origine ou à l'aggravation de l'insécurité dans la localité de refuge. De même, les PDI accueillies ont dans leur majorité (72 %) intégré leur ménage d'accueil entre 2006 et 2007. L'accueil est plus récent en milieu rural et dans la Haute-Kotto et la Nana-Mambéré. La quasi-totalité d'entre elles a avancé des raisons sociales (liens familiaux ou amicaux, conseils/initiatives des proches...) pour justifier le choix porté sur le ménage d'accueil. Par contre, les deux tiers des PDI qui se sont réinstallées l'ont fait récemment (entre 2006 et 2007), surtout celles du milieu urbain et du Bamingui. La réinstallation des PDI en ville est motivée plus par des garanties de sécurité tandis qu'en milieu rural elle tient essentiellement à l'élan de solidarité sociale.

Pour la plupart des PDI, le retour dans la localité d'origine, la réinstallation et l'accueil dans les ménages en zone hôte se sont effectués dans de bonnes conditions car les neuf dixièmes d'entre elles ont déclaré avoir été bien acceptées. Toutefois, la réinstallation a connu un succès plus mitigé dans la Vakaga et l'Ouham-Pendé (moins de 70 % des réinstallées bien acceptés) et pour les femmes en ville (78 % de bien acceptées) comparée à la campagne (93 %).

De l'avis de l'écrasante majorité des PDI, les crises militaro-politiques qui ont secoué le pays ont entraîné une dégradation de leurs conditions de vie. Cependant, et contre toute attente, des proportions élevées d'entre elles estiment qu'il y a eu amélioration : 12 % parmi les retournées (ils sont 28 % dans l'Ouham et la Vakaga), 17 % parmi les réinstallées (20 % chez les femmes contre 14 % chez les hommes, 18 % en milieu rural contre 14 % en milieu urbain, plus de 30 % dans la Vakaga et l'Ouham), et 10 % chez les accueillies. Ces résultats soulèvent beaucoup d'intrigues et méritent des investigations supplémentaires.

Près du tiers des réinstallées a déclaré n'avoir jamais eu accès à sa résidence laissée dans la zone d'origine et 38 % n'y ont eu accès que rarement. Les PDI réinstallées qui n'avaient jamais effectué de visites dans leur résidence d'origine évoquent principalement l'insécurité, le fait que l'habitat avait été détruit et enfin les contraintes imposées par la scolarisation des enfants. Parmi les PDI réinstallées qui comptent déménager après la crise, le choix de leur nouvelle destination serait principalement guidé par de meilleures conditions de vie et plus d'opportunités d'emploi dans les zones où elles comptent ultimement s'installer et/ou par une détérioration du climat de sécurité dans la zone de résidence actuelle. Comme l'on pouvait s'y attendre, leur intention de retourner un jour dans leur localité d'origine est conditionnée essentiellement par l'amélioration de la situation sécuritaire sur place ou sa détérioration dans la localité d'accueil.

L'analyse montre que sur le plan individuel, les PDI dans leur déplacement forcé ne sont pas restées les bras croisés. Pour s'assurer une meilleure protection, défendre leurs intérêts et trouver des solutions à leurs problèmes communs, elles se sont orientées vers les communautés/associations. Sept PDI âgées de 12 ans ou plus sont membres d'une association ou d'une communauté. Les principales formes d'associations vers lesquelles elles se sont tournées sont de type religieux (neuf PDI sur dix adhèrent à une communauté de ce type), et dans une moindre mesure des groupements agropastoraux, des clubs sportifs, des associations de quartier et des associations des jeunes.

Face à l'ampleur des besoins, les concours proposés se sont avérés nettement insuffisants. Aux dires des PDI, très peu d'entre elles ont bénéficié d'une aide/assistance de la part des ménages de l'entourage, des proches (parents, amis, collègues) et de sources extérieures (agences et ONG humanitaires, État, administration locale, communautés religieuses...). En

effet, moins d'un quart (22 %) des ménages qui n'accueillaient pas de personnes déplacées au moment de l'enquête et un tiers de ceux qui en hébergeaient ont apporté une assistance aux familles qui étaient en difficulté du fait de la crise. Moins du cinquième des PDI (18 %) a affirmé avoir bénéficié du soutien des proches (parents, amis, collègues et autres). Concernant la manifestation de la solidarité extérieure aux PDI, elle n'est pas très développée non plus. Dans l'ensemble, seulement 17 % des PDI ont affirmé avoir bénéficié d'une aide ou d'un appui d'une structure ou organisation depuis le déclenchement de la crise. Des déclarations des PDI, il résulte que l'aide extérieure est essentiellement concentrée dans les préfectures de la Vakaga (82 % des PDI en ont bénéficié), et à un degré moindre à la Nana-Grébizi (30 %). Nulle part ailleurs, la proportion de PDI ayant bénéficié d'une aide extérieure n'a atteint les 12 %. L'aide/assistance a profité beaucoup plus aux PDI se trouvant dans les centres urbains (24 %), aux personnes en rupture d'union (20,1 %), aux musulmans (38 %), aux chômeurs (24 %), aux femmes au foyer (27 %) et aux instruits (19 %). Il n'apparaît par contre pas de différence selon le genre et l'âge.

Pour ceux qui en ont bénéficié, l'aide/assistance concerne essentiellement le domaine sanitaire et alimentaire. Elle est venue principalement des organisations humanitaires internationales. Dans une moindre mesure, les parents, les communautés religieuses et les ONG nationales sont également cités comme donateurs de l'aide reçue par les personnes déplacées. L'État n'est intervenu que de manière marginale.

Les PDI continuent à ne pas se sentir en sécurité, même parmi celles qui ont préféré retourner dans leur localité d'origine. En effet, seul un peu plus de la moitié des retournées chefs de ménage déclare qu'il se sent en sécurité contre 77 % des PDI CM réinstallées. Chez les PDI non chefs de ménage, environ 56 % pensent être en sécurité avec de grandes différences selon la catégorie : 53 % chez les retournées, 76 % chez les PDI réinstallées et 90 % chez les accueillies. Pour l'ensemble des PDI qui ne se sentent pas en sécurité, tant dans leur zone d'origine que dans leur nouvel environnement de vie, trois raisons sont principalement avancées : la criminalité et les violences (citées par 76 % d'entre elles), les intimidations (67 %) et enfin le traitement discriminatoire (16 %).

Concernant les violences subies, environ deux PDI de 12 ans et plus sur cinq ont déclaré qu'un membre de leur famille a été victime de violence lors de la crise. Chez les PDI accueillies hommes, cette proportion dépasse les trois quarts. En général, les violences ont été perpétrées à domicile, en brousse, au cours d'un déplacement et, dans une moindre mesure, lors de la détention ou dans la rue. Les violences subies par les proches des PDI sont variées mais les plus citées sont les violences physiques, les vols/pillages des biens, les menaces verbales et enfin le viol des jeunes filles et femmes.

Pour ce qui est des dommages que les conflits ont directement causé aux PDI interviewées, les sept dixièmes d'entre elles ont déclaré avoir subi une perte, matérielle ou en vie humaine. Toutes les préfectures sont touchées même si les proportions varient très sensiblement, de 31 % dans la Vakaga à 82 % dans l'Ouham-Pendé. Une proportion très élevée de PDI de 12 ans et plus (16 %) a ainsi rapporté le décès/assassinat d'un membre de leur famille (conjoint, enfant ou autre membre). Plus du quart des accueillies (26 %) a été ainsi endeuillé.

On a demandé à chaque enquêté d'exprimer trois préoccupations en rapport avec sa survie en les classant par ordre d'importance. Les préoccupations avancées sont de plusieurs ordres et touchent à tous les secteurs de la vie : sécurité physique et matérielle, économie, éducation, santé, habitat, famille, culture. Les préoccupations touchant le secteur de l'économie viennent en tête, car exprimées par plus de deux PDI sur cinq. Au plan social, la reconstruction du logement et l'accès aux services essentiels (éducation des enfants, soins

de santé et eau potable) se positionnent en seconde position des préoccupations exprimées par les PDI.

RECOMMANDATIONS

A la lumière des résultats obtenus par la présente étude, quelques recommandations s'adressant aussi bien aux autorités administratives et politiques centrafricaines qu'à toute la communauté humanitaire peuvent être formulées. Elles suggèrent en général des actions rapides pour améliorer les conditions de survie et le cadre de vie des personnes déplacées.

Réactivation et organisation des associations des personnes déplacées internes

Dans la perspective de mieux impliquer les PDI dans la recherche de solutions à leurs problèmes à travers une approche participative, il serait judicieux de recenser, réactiver, organiser et consolider les associations de personnes déplacées dans les préfectures. Ceci serait facilité par la forte disposition des PDI à s'impliquer dans les activités associatives et communautaires, comme l'ont montré les résultats.

Amélioration des conditions de vie des personnes déplacées internes

Les principales conséquences des conflits sur les populations sont habituellement les déplacements forcés de populations, les destructions et pertes de biens, la généralisation de la pauvreté, la perturbation de la scolarité des enfants, l'insécurité alimentaire, les problèmes de santé... Les données de la présente étude l'ont confirmé pour le cas de la RCA. Les populations aspirent à retourner chez elles et à reconstruire une nouvelle vie dans la paix et la sécurité. Compte tenu du dénuement dans lequel vivent les déplacés et de la faiblesse de l'aide qui leur est octroyée, l'État, le SNU et les ONG devraient agir en synergie pour identifier les voies et moyens d'améliorer les conditions de vie des PDI dont une bonne partie des problèmes est désormais bien identifiée par la présente étude. A titre d'exemple, sur le plan sanitaire, des unités de soins mobiles pourraient intervenir dans les zones rurales alors que dans les villes, des subventions et des dons en médicaments pourraient être octroyés aux centres communautaires de santé urbains pour une prise en charge de proximité et la réduction des frais de déplacement des malades. Afin de renforcer le soutien aux ménages d'accueil, il serait souhaitable d'accroître la distribution des produits alimentaires et d'hygiène surtout.

Retour et sécurisation des PDI réinstallées et accueillies

Sur le plan sécuritaire, la mise en œuvre effective des pourparlers de la paix et le redéploiement de l'armée nationale dans les zones affectées seraient un catalyseur pour le retour des PDI. Les raisons sécuritaires sont ressorties comme la cause principale de la fuite des PDI et le rétablissement de la sécurité comme une condition importante pour le retour dans leur localité d'origine.

Réconciliation et reconstruction de la cohésion sociale

La mise en place de panels formels de discussions réunissant tous les leaders communautaires, politiques et administratifs en vue de la définition d'un plan de sensibilisation des populations à la paix et à la concorde nationale devrait pouvoir accélérer le processus de réconciliation. Le règlement définitif de la question sécuritaire passe nécessairement par cette réconciliation et la promotion de la culture de la paix entre tous les Centrafricains.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. B.I.T. (1982) : *Main d'œuvre, emploi, chômage et sous-emploi ; Rapport préparé pour la Treizième Conférence Internationale des Statisticiens du Travail, Genève, 18- 29 octobre 2002*, B.I.T., Genève, 95p.
2. Bruce K. MACLAURY (1993) : *Les réfugiés de l'intérieur*.
3. Ludovic LEBART, Alain MORINEAU et Marie Piron (1995) : *Statistique exploratoire multidimensionnelle*, Dunod, 2^{ème} édition.
4. Bureau Central des Recensements et des Études de Population du Ministère des Investissements Publics et de l'Aménagement du Territoire (Cameroun) (1999) : *Enquête Démographique et de Santé 1998*.
5. CRDI-ORSTOM-URD (1989) : *L'insertion urbaine des migrants en Afrique, Actes du séminaire CRDI-ORSTOM-URD, Lomé 10-14 février 1987*, éditions de l'ORSTOM, collection Colloques et Séminaires.
6. Enquête PDI-FAC (2005) : *Conditions de vie des personnes déplacées et des familles d'accueil en zone gouvernementale de la Côte d'Ivoire : résultats de l'enquête*, MSVG/ENSEA/UNFPA.
7. Ohen (M.A.) (1974): *Urban policy and political conflict in Africa, A study of Ivory Coast*, Universty of Chicago Press.
8. Mahieu F-R (1990) : *Les fondements de la crise économique en Afrique. Logiques économiques*, L'Harmattan. 197 p., Paris.
9. M. Dieng (1993): *Les réfugiés de l'intérieur*, Nouveaux horizons, traduit (partiellement) de l'américain et entièrement révisée par Larry COHEN, mars 1997 ;
10. Nations Unies (1986) : *Manuel de méthodes des enquêtes sur les ménages ; études méthodologiques*, série F N°31, département des affaires économiques et sociales internationales, Bureau de la Statistique, New York, 326 p.
11. Razafindrakoto M., Roubaud F. (2000): *Les multiples facettes de la pauvreté dans un pays en voie de développement : Le cas de la capitale malgache*, DIAL, P16.
12. Tiotsop Tsatsop Blaise, Ouattara Aboudou, Foko Tagne Borel, (2002) : *Etude de la pauvreté et de l'exclusion à partir de l'enquête sur l'insertion et le niveau de vie à San Pedro d'Avril 2001, rapport du groupe de travail*.
13. 10. United Nations, *World Population Monitoring 1997 (1998): International Migration and Development*, New-York ; 14.
14. URD-DSG, 2002 - *Famille, migrations et urbanisation au Togo*, Site internet : www.relief.int

ANNEXES

ANNEXE 1 : OUTILS DE COLLECTE

FICHE DE DENOMBREMENT

Préfecture: _____... | | |

Sous- Préfecture: _____... | | |

Commune: _____... | | | |

Aire de Dénombrement (AD) : | | |

N° de la grappe : _____... | | |

Nom officiel du Village /Quartier: _____... | | | |

Coordonnées géographiques: Longitude Est: | | | |, | | | | Latitude Nord | | | |, | | | |

Nom de l'agent enquêteur: _____... | | |

Numéro du ménage	Nom et Prénoms du chef de ménage	Sexe du Chef de ménage (Masculin /Féminin)	Nombre total de personnes dans le ménage	Nombre total de déplacés			Le Chef de ménage est ou a-t-il été déplacé de puis la crise de 2002?	Questionnaire Ménage (O/N)	Observations
				De retour depuis la crise de 2002 à ce jour,	Accueillis par le ménage depuis la crise de 2002 à ce jour ?	Actuellement dans le ménage?			
		M F					O N	O N	
		M F					O N	O N	
		M F					O N	O N	
		M F					O N	O N	
		M F					O N	O N	
		M F					O N	O N	
		M F					O N	O N	
		M F					O N	O N	
		M F					O N	O N	
		M F					O N	O N	

II. QUESTIONNAIRE MENAGE

ENQUETE SUR LES CONDITIONS DE VIE DES PERSONNES DEPLACEES INTERNES (PDI) ET DES FAMILLES D'ACCUEIL

EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, JUIN 2007

CONFIDENTIALITE : Les informations contenues dans ce document ont un caractère confidentiel et ne peuvent en aucun cas faire l'objet de poursuites judiciaires, de contrôle fiscal ou de répression économique. Tous les agents appelés à participer à l'Enquête sur les conditions de vie des personnes déplacées internes et des familles d'accueil sont tenus au secret statistique (LOI N°01.008 du 02 Juillet 2001)

QUESTIONNAIRE MENAGE

IDENTIFICATION	
Q1 Préfecture Nana-Mambéré22 Ouham Pende 31 Ouham 32 Nana Grébizi 42 Bamingui Bangoran..... 51 Vakaga 53 Haute Kotto 52 Q2 Sous-Préfecture _ _ _ _ Q3 Commune _ _ _ _ Q4 Milieu de Résidence Urbain..... 1 Rural 2	Q5 N° de l'AD (sur la carte) _ _ _ _ Q6 N° de la grappe _ _ _ _ Q7 Nom officiel du Village / Quartier _ _ _ _ Q8 Coordonnées géographiques Longitude Est..... _ _ _ _ , _ _ _ _ Latitude Nord..... _ _ _ _ , _ _ _ _ Q9 Numéro du ménage _ _ _ _
Remplir cette section après avoir terminé l'interview dans le ménage	
Q10. Nombre Total des membres du Ménage _ _ _ _ _ _	Q13 Nom et code de l'enquêteur _____ _ _ _ _
Q11. Nombre de questionnaires des déplacés administrés _ _ _	Q14 Nom et code du chef d'équipe _____ _ _ _
Q12. Nom et code du Codifieur _____ _ _ _	Q15. Numéro de ligne du répondant : _ _ _
Q16. Résultat de l'interview du ménage : Rempli 1 Pas à la maison..... 2 Refusé..... 3 Logement non trouvé/détruit 4 Partiellement rempli 5 Autre (à préciser) 6	Q17 Date de passage _ _ _ _ _ _ / _ _ _ / _2_ _0_ _0_ _7_ Q18 Heure de début d'interview _ _ _ _ Q19 Heure de fin d'interview. _ _ _ _

CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES

FEUILLE D'ENREGISTREMENT DES MEMBRES DU MENAGE												Personne de 12 ans ou plus	
Q20 N° de ligne	Q21 Quel est le lien de parenté de (Nom) avec le chef de ménage <i>Inscrire le lien de parenté de (Nom) avec le Chef de ménage</i>	Q22 Sexe Mas...1 Fém...2	Q23 Situation de résidence RP.....1 RA.....2 VIS... 3 DP.....4 DA.....5 DR.....6	Q24 Date de naissance <i>Inscrire la date de naissance en mois et année</i>	Q25 Age <i>Inscrire l'âge en années révolues</i>	Q26 Questionnaire individuel des Déplacés (pour les 12 ans et plus) <i>(Encercler le numéro de ligne si déplacé)</i>	Q27 Ethnie / Nationalité <i>(inscrire la nationalité pour les étrangers)</i>	Q28 Religion Cathol.....1 Protest.....2 Islam.....3 Animiste.....4 Sans relig...5 Autres6	Q29 Depuis que (nom) est dans ce ménage, a-t-il été malade ? 1= Souvent 2= quelque fois 3=Rarement 4= Pas du tout SI Q29 = 3 ou 4 ➡ Q32	Q30 Si souvent ou quelque fois MALADE (Q29=1 ou 2), De quelle maladie (nom) souffre-t-il en général? A= Diarrhée B= Paludisme C= Maladie respiratoire D= Fièvre typhoïde E= Malnutrition F= Autre (à préciser) (Encercler le(s) code(s) approprié(e))	Q31 Qui prends en charge les frais de santé de (nom)? A=Soi-même B= Père/Mère C=AutreParent D=Communau.ethnique E=Communau.religieuse F= ONG G= Etat/Mairie H = Autre (à préciser) (Encercler le(s) code(s) approprié(e))	Q32 Situation matrimoniale 1= Célibataire 2=Monogame 3=Bigame 4=Marié à trois femmes ou plus 5=Veuf/veuve 6=Séparé 7=Divorcé (Encercler le code approprié)	
Ligne	Lien	M	F	Résidence	Mois/Année	Age	Ligne	Ethnie	Religion	Santé	Santé	Santé	Etat
01	0 1	1	2	1 2 3 4 5	_ _ / _ _ _ _	_ _	01	_____	1 2 3 4 5 6	1 2 3 4	A B C D E F	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 7
02	___	1	2	1 2 3 4 5	_ _ / _ _ _ _	_ _	02	_____	1 2 3 4 5 6	1 2 3 4	A B C D E F	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 7
03	___	1	2	1 2 3 4 5 6	_ _ / _ _ _ _	_ _	03	_____	1 2 3 4 5 6	1 2 3 4	A B C D E F	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 7
04	___	1	2	1 2 3 4 5 6	_ _ / _ _ _ _	_ _	04	_____	1 2 3 4 5 6	1 2 3 4	A B C D E F	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 7
05	___	1	2	1 2 3 4 5 6	_ _ / _ _ _ _	_ _	05	_____	1 2 3 4 5 6	1 2 3 4	A B C D E F	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 7
06	___	1	2	1 2 3 4 5 6	_ _ / _ _ _ _	_ _	06	_____	1 2 3 4 5 6	1 2 3 4	A B C D E F	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 7
07	___	1	2	1 2 3 4 5 6	_ _ / _ _ _ _	_ _	07	_____	1 2 3 4 5 6	1 2 3 4	A B C D E F	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 7
08	___	1	2	1 2 3 4 5 6	_ _ / _ _ _ _	_ _	08	_____	1 2 3 4 5 6	1 2 3 4	A B C D E F	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 7
09	___	1	2	1 2 3 4 5 6	_ _ / _ _ _ _	_ _	09	_____	1 2 3 4 5 6	1 2 3 4	A B C D E F	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 7
10	___	1	2	1 2 3 4 5 6	_ _ / _ _ _ _	_ _	10	_____	1 2 3 4 5 6	1 2 3 4	A B C D E F	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 7
11	___	1	2	1 2 3 4 5 6	_ _ / _ _ _ _	_ _	11	_____	1 2 3 4 5 6	1 2 3 4	A B C D E F	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 7
12	___	1	2	1 2 3 4 5 6	_ _ / _ _ _ _	_ _	12	_____	1 2 3 4 5 6	1 2 3 4	A B C D E F	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 7

Lien de Parenté (Q21) : 01 = CM ; 02 = Conjoint (e) du CM ; 03 = Enfant du CM ; 04 = Gendre/ Belle-fille ; 05 = Petit-fils/Petite fille ; 06 = Père/Mère du CM ; 07= Frère ou Sœur du CM; 08 = Nièce/Neveu du CM; 09 = Enfant adopté/en garde/Enfant du conjoint ; 10 = Autres parents (Beau-frère /Belle-sœur, Oncle/Tante, Beau-père/Belle mère, Nièce/Neveu par mariage, etc.) ; 11 = Sans lien de parenté

CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES

PERSONNES AGEES DE 6 ANS OU PLUS		PERSONNES AGEES DE 6 -24 ANS					PERSONNES AGEES DE 6 ANS OU PLUS							
N° DE LI GN E	ALPHABETISATION		FREQUENTATION SCOLAIRE					ACTIVITES AVANT LE DEBUT D E LA			ACTIVITES PRESENTES			
	Q33 (Nom) sait-il lire et écrire dans une langue quelconque ? 1= Aucune 2= Français 3= Sango 4= Autre langue 5= Français et Sango 6= Français et autres langues 7= Sango et	Q34 Niveau d'instruction 0 Aucun 1 Primaire 2 Second. 3 Supérieur 4 Program Formel 8 Ne Sais Pas	Q35 (Nom) fréquente-t-il l'école cette année ou a-t-il fréquenté dans les années passées ? Oui, cette année1 Oui, les années passées.....2 Non.....3 SI Q35 =3⇒Q38 (ENCERCLER LE	Q36 <u>CLASS E</u> <u>achevée</u> - 00=Aucun 01=CI 02=CP2 03=CE1 04=CE2 05=CM1 06=CM2 07=6ème 08=5ème 09=4ème	Q37 Si (nom) fréquente cette année, qui prends en charge les frais scolaires ? A=Soi-même B= Père/Mère C=Autre Parent D=Commun. ethnique E=Commun. religieuse F= ONG G= Etat/Mairie H = Autres	Q38 Si Q35=2 ou 3 pourquoi (nom) n-a-t-il pas fréquenté (cette année) ? A=Jamais scolarisé B=Pas d'école C=Pas de moyen D= Renvoi de l'école E= Maladies F= Manque de place G= Insécurité H= Autres (préciser)	Q39 Situation d'Activité 1= Occupé 2= Chômeur 3=Etudiant/ Elève 4= Femme au foyer 5=Retraité 6=Rentier 8= Autre inactif SI Q39 =2 à 8⇒Q42 (Encercler le code approprié)	Q40 Profession principale Cette question ne concerne que les personnes Occupées (OCC)	Q41 Statut dans la profession 1=Salarié 2=Indépendant 3=Employeur 4=Aide Familial 5=Apprenti 8=Autre (Encercler le code approprié)	Q42 Situation d'Activité 1= Occupé 2= Chômeur 3=Etudiant/ Elève 4= Femme au foyer 5=Retraité 6=Rentier 8= Autre inactif SI Q42=2 à 8⇒Q45 (Encercler le code approprié)	Q43 Profession principale actuelle Cette question ne concerne que les personnes Occupées (OCC) Inscrire la profession principale	Q44 Statut dans la profession 1=Salarié 2=Indépendant 3=Employeur 4=Aide Familial 5=Apprenti 8=Autre (Encercler le code approprié)		
		Niveau		Classe										
01	1 2 3 4 5 6 7	<input type="text"/>	1 2 3	<input type="text"/>	A B C D E F G H	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 7 8	<input type="text"/>	1 2 3 4 5 6 7 8	1 2 3 4 5 6 7 8	<input type="text"/>	1 2 3 4 5 6 7 8		
02	1 2 3 4 5 6 7	<input type="text"/>	1 2 3	<input type="text"/>	A B C D E F G H	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 7 8	<input type="text"/>	1 2 3 4 5 6 7 8	1 2 3 4 5 6 7 8	<input type="text"/>	1 2 3 4 5 6 7 8		
03	1 2 3 4 5 6 7	<input type="text"/>	1 2 3	<input type="text"/>	A B C D E F G H	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 7 8	<input type="text"/>	1 2 3 4 5 6 7 8	1 2 3 4 5 6 7 8	<input type="text"/>	1 2 3 4 5 6 7 8		
04	1 2 3 4 5 6 7	<input type="text"/>	1 2 3	<input type="text"/>	A B C D E F G H	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 7 8	<input type="text"/>	1 2 3 4 5 6 7 8	1 2 3 4 5 6 7 8	<input type="text"/>	1 2 3 4 5 6 7 8		
05	1 2 3 4 5 6 7	<input type="text"/>	1 2 3	<input type="text"/>	A B C D E F G H	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 7 8	<input type="text"/>	1 2 3 4 5 6 7 8	1 2 3 4 5 6 7 8	<input type="text"/>	1 2 3 4 5 6 7 8		
06	1 2 3 4 5 6 7	<input type="text"/>	1 2 3	<input type="text"/>	A B C D E F G H	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 7 8	<input type="text"/>	1 2 3 4 5 6 7 8	1 2 3 4 5 6 7 8	<input type="text"/>	1 2 3 4 5 6 7 8		
07	1 2 3 4 5 6 7	<input type="text"/>	1 2 3	<input type="text"/>	A B C D E F G H	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 7 8	<input type="text"/>	1 2 3 4 5 6 7 8	1 2 3 4 5 6 7 8	<input type="text"/>	1 2 3 4 5 6 7 8		
08	1 2 3 4 5 6 7	<input type="text"/>	1 2 3	<input type="text"/>	A B C D E F G H	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 7 8	<input type="text"/>	1 2 3 4 5 6 7 8	1 2 3 4 5 6 7 8	<input type="text"/>	1 2 3 4 5 6 7 8		
09	1 2 3 4 5 6 7	<input type="text"/>	1 2 3	<input type="text"/>	A B C D E F G H	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 7 8	<input type="text"/>	1 2 3 4 5 6 7 8	1 2 3 4 5 6 7 8	<input type="text"/>	1 2 3 4 5 6 7 8		
10	1 2 3 4 5 6 7	<input type="text"/>	1 2 3	<input type="text"/>	A B C D E F G H	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 7 8	<input type="text"/>	1 2 3 4 5 6 7 8	1 2 3 4 5 6 7 8	<input type="text"/>	1 2 3 4 5 6 7 8		
11	1 2 3 4 5 6 7	<input type="text"/>	1 2 3	<input type="text"/>	A B C D E F G H	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 7 8	<input type="text"/>	1 2 3 4 5 6 7 8	1 2 3 4 5 6 7 8	<input type="text"/>	1 2 3 4 5 6 7 8		
12	1 2 3 4 5 6 7	<input type="text"/>	1 2 3	<input type="text"/>	A B C D E F G H	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 7 8	<input type="text"/>	1 2 3 4 5 6 7 8	1 2 3 4 5 6 7 8	<input type="text"/>	1 2 3 4 5 6 7 8		

CARACTERISTIQUES ET COMMODITES DU LOGEMENT PRINCIPAL

Q45 STATUT D'OCCUPATIO N DU LOGEMENT	Q46 LOYER SI VOUS ÊTES LOCATAIRE « COMBIEN PAYEZ-VOUS VOTRE LOYER PAR MOIS ? »	Q47 NOMBRE DE PIÈCES OCCUPÉES	Q48 TYPE DE LOGEMENT	Q49 PRINCIPAL LIEU D'AISSANCE	Q50 PRINCIPALE SOURCE D'APPROVISIONNEMENT EN EAU DE BOISSON	Q51 MODE D'ÉCLAIRAGE
1=Propriétaire 2= Locataire 3= Gratuit	Sinon « Combien pensez-vous louer le logement à quelqu'un d'autre »?		1=Dur 2=Semi Dur 3= Traditionnel amélioré 4= Traditionnel simple 5=Hutte 6=Autres (à préciser) _____	1= Chasse d'eau avec égout/fosse sceptique 2= Latrines à évacuation 3= Latrines améliorées à ventilation 4= Latrines traditionnelles améliorées 5= Trou ouvert 6= Sceau 7= Latrines traditionnelles 8= Nature 9= Autres (à préciser) _____	01= Eau de robinet dans le logement 02= Eau de robinet dans la cour/parcelle 03= Robinet public/borne fontaine 04= Puit à pompe/forage 05= Puit protégé 06= Puit non protégé 07= Source protégée 08= Source non protégée 09= Eau de pluie 10= Camion-citerne 11= Charrette avec petite citerne/tonneau 12= Eau de surface (rivière, ruisseau, barrage, lac, mare, canal, rigole d'irrigation) 13= Autre (à préciser)	A=Lampe à pétrole B=Lampe à Gaz C= Electricité D= Bois de chauffe E= Bougie F=Autre (à préciser) Plusieurs réponses possibles (Encercler le(s) code(s) approprié(s))
_	_ _ _ _ _ _ _ Fcf	_ _	_ _	_ _	<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> Source Quantité </div> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> (litre) </div> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="text-align: center;"> _ _ </div> <div style="text-align: center;"> _ _ </div> </div>	A B C D E F

EQUIPEMENT DU MENAGE

Q52A. Radio Oui Non	Q52B. Télévision Oui Non	Q52C. Téléphone Oui Non	Q52D. Réfrigérateur ou Congélateur Oui Non	Q52E. Vélo/bicyclette Oui Non	Q52F. Mobylette Oui Non	Q52G. Pousse Pousse Oui Non	Q52H. Foyer amélioré Oui Non
Q52I. Fer à Repasser Oui Non		Q52J. Pirogue Oui Non	Q52K. Automobile Oui Non	Q52L. Réchaud à pétrole Oui Non	Q52X. Autre (à préciser) Oui Non _____		

CONDITIONS DE VIE DU MENAGE

PERSONNES DEPLACEES DU MENAGE											
N°	LIBELLÉS ET INSTRUCTIONS	CODE CATÉGORIES/MODALITÉS	SAUT								
Q53	Etes-vous (votre ménage ou vous-même) des personnes déplacées internes?	Oui, entre 2002-2005.....1 Oui, depuis 2006.....2 Non3	3=>Q55								
Q54	Si oui, comment s'est organisée votre hébergement ou l'hébergement de celui que avez accueilli ?	Résidence secondaire1 Aide des parents/ amis/ collègues2 Initiative du PDI.....3 Autre (à préciser).....8									
Q55	Combien de (autres) personnes déplacées avez-vous reçu depuis le début de la crise militaro-politique ?	<table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <th style="text-align: center; width: 50%;">Homme</th> <th style="text-align: center; width: 50%;">Femme</th> </tr> <tr> <td>Entre 2002-2005..... _ _ </td> <td> _ _ </td> </tr> <tr> <td>Depuis 2006 _ _ </td> <td> _ _ </td> </tr> <tr> <td>Aucun.....00.....00</td> <td></td> </tr> </table>	Homme	Femme	Entre 2002-2005..... _ _	_ _	Depuis 2006 _ _	_ _	Aucun.....00.....00		00=>Q59
Homme	Femme										
Entre 2002-2005..... _ _	_ _										
Depuis 2006 _ _	_ _										
Aucun.....00.....00											
Q56	Comment s'est organisée l'arrivée des (autres) déplacés dans votre ménage? Une seule réponse possible	Initiative du CM.....1 Entente entre CM et PDI.....2 Entente familiale.....3 Entente avec la communautaire religieuse.....4 Seul initiative du PDI.....5 Autre (à préciser).....8									
Q57	Comment avez-vous perçu l'arrivée des (autres) déplacés dans votre ménage? Une seule réponse possible	Positivement.....1 Mécontentement2 Charge supplémentaire.....3 Indifférent.....4 Autre (à préciser)8									
Q58	Combien de personnes déplacées avez-vous actuellement dans le ménage ?	Nombre _ _									
Q59	<i>Combien de personnes sont-elles parties de votre ménage depuis le début crise militaro-politique ?</i>	<table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <th style="text-align: center; width: 50%;">Homme</th> <th style="text-align: center; width: 50%;">Femme</th> </tr> <tr> <td>Entre 2002-2005..... _ _ </td> <td> _ _ </td> </tr> <tr> <td>Depuis 2006 _ _ </td> <td> _ _ </td> </tr> <tr> <td>Aucun.....00.....00</td> <td></td> </tr> </table>	Homme	Femme	Entre 2002-2005..... _ _	_ _	Depuis 2006 _ _	_ _	Aucun.....00.....00		
Homme	Femme										
Entre 2002-2005..... _ _	_ _										
Depuis 2006 _ _	_ _										
Aucun.....00.....00											
Q60	<i>Combien de personnes déplacées sont-elles parties de votre ménage?</i>	<table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <th style="text-align: center; width: 50%;">Homme</th> <th style="text-align: center; width: 50%;">Femme</th> </tr> <tr> <td>Entre 2002-2005..... _ _ </td> <td> _ _ </td> </tr> <tr> <td>Depuis 2006 _ _ </td> <td> _ _ </td> </tr> <tr> <td>Aucun.....00.....00</td> <td></td> </tr> </table>	Homme	Femme	Entre 2002-2005..... _ _	_ _	Depuis 2006 _ _	_ _	Aucun.....00.....00		
Homme	Femme										
Entre 2002-2005..... _ _	_ _										
Depuis 2006 _ _	_ _										
Aucun.....00.....00											
<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> Si Q60≠0 => continuer avec Q61. Si Q60=0 => allez à Q64a </div>											
Q61	<i>Quelles sont les raisons de leur départ du ménage d'accueil?</i> Plusieurs réponses possibles	Voyage de durée limitée..... A Insécurité dans le lieu de déplacement B Départ définitif C Retour à la résidence habituelle D Scolarité ou apprentissage..... E Reprise des activités F Mécontentement..... G Surnombre dans le ménage H Autre (à préciser)..... X									
Q62	Avez-vous eu à faire des dépenses pour des déplacés vivant dans votre ménage?	OUI.....1 NON2 NSP.....9	2=> Q64a 9=> Q64a								
Q63	Comment estimez-vous ce surplus de dépenses au total par rapport à vos dépenses habituelles?	Important.....1 Supportable.....2 Insignifiant.....3									

VARIATION DANS LES HABITUDES DE CONSOMMATION

INSTRUCTION POUR ENQUETEUR/ENQUETRICE - LIRE A HAUTE VOIX

Maintenant j'aimerais savoir si vos habitudes de consommation ont varié ou non suite aux **crises de 2002-2005 et 2006**. Pour cela, j'aimerais que vous fassiez un effort de mémoire pour faire des comparaisons par rapport à la période qui a juste précédée le début de la crise militaro-politique?

N°	LIBELLÉS ET INSTRUCTIONS	CODE CATÉGORIES/MODALITÉS			
	Pouvez-vous nous dire, quel type de changement vous avez remarqué dans vos dépenses effectuées en ce moment par rapport à ce qu'elles étaient avant le début de la crise militaro-politique?	Aucun changement (1)	Diminution (2)	Augmentation (3)	NSP (9)
Q64a	Alimentation				
Q64b	Logement				
Q64c	Habillement				
Q64d	Eau				
Q64e	Energie/ Electricité				
Q64f	Hygiène				
Q64g	Déplacement/ Transport				
Q64h	Education/Scolarisation				
Q64i	Santé				
Q64x	Divers (à préciser)				
Q65	Si augmentation d'au moins un des postes de dépenses, selon vous, à quoi est dû principalement cette hausse des dépenses de votre ménage ?	Coût de la vie.....1 Présence de déplacé.....2 Maladie.....3 Mariage/naissance/décès4 Autre (à préciser).....8			
	Une seule réponse possible				

TRANSFERTS DU MENAGE

N°	LIBELLÉS ET INSTRUCTIONS	CODE CATÉGORIES/MODALITÉS	Saut
Q66	Depuis le début de la crise, avez-vous reçu de l'aide d'une personne extérieure à votre ménage ou d'une communauté pour subvenir au surcroît de charge ?	OUI.....1 NON2	2=>Q69
Q67	Qui vous est venu en aide pour subvenir au surcroît de charge?	Parents.....A Mairie/Commune.....B Communauté ethnique.....C Communauté religieuseD Communauté associative.....E Parti politiqueF ONG nationaleG Organisation internationaleH Etat/ Gouvernement.....I Autre (à préciser)X	
	Plusieurs réponses possibles		
Q68	Quelle est la nature de l'aide que vous avez reçu ?	Scolarisation des enfants.....A Santé.....B HabillementC AlimentationD	

TRANSFERTS DU MENAGE			
N°	LIBELLÉS ET INSTRUCTIONS	CODE CATÉGORIES/MODALITÉS	Saut
	Plusieurs réponses possibles	Financière E Autres (à préciser)..... X	
Q69	Depuis le début de la crise, avez-vous apporté de l'aide directement, ou à travers des organismes, à d'autres ménages en difficulté du fait de la crise ?	OUI 1 NON 2	2=>Q72
Q70	A qui, avez-vous apporté de l'aide / ou à travers quel (s) organismes avez-vous remis de l'aide à d'autres ménages en difficulté du fait de la crise ? Plusieurs réponses possibles	Ménage / Parents déplacés A Mairie/Commune B Communauté ethnique C Communauté religieuse D Communauté associative E Parti politique F ONG nationale G Etat / Gouvernement H Autre (à préciser) X	
Q71	Quelle est la nature de l'aide que vous avez apporté aux autres ménages en difficulté du fait de la crise? Plusieurs réponses possibles	Scolarisation des enfants A Santé B Habillement C Alimentation D Financière E Autres (à préciser)..... X	
ACTIVITES ET COHESION SOCIALES			
N°	LIBELLÉS ET INSTRUCTIONS	CODE CATÉGORIES/MODALITÉS	SAUT
Q72	Etes-vous membre d'une association quelconque ?	OUI 1 NON 2	2=>Q74
Q73	A quel(s) type(s) d'associations appartenez-vous ? Plusieurs réponses possibles	Mutuelle de ressortissants A Syndicat B ONG C Club sportif D Association des jeunes E Association de quartier F Association d'amis G Association religieuse H Association politique I Autre (à préciser) X	
Q74	Quelle influence la crise a eu sur le niveau de criminalité dans votre milieu de vie ? Une seule réponse possible	Augmenté 1 Diminué 2 Inchangé 3 Ne sait pas 9	
Q75	Depuis le début de la crise, que pensez-vous du niveau de confiance entre les communautés ? Une seule réponse possible	S'est dégradé 1 Est resté stable 2 S'est amélioré 3 Ne sais pas 9	
Q76	Que faut-il faire, selon vous, pour que la paix revienne dans ce pays (la République centrafricaine)?	Assurer un mieux être à tous A Lutter contre l'impunité B Amener les populations à se pardonner C Gouvernement d'union nationale D	

TRANSFERTS DU MENAGE			
N°	LIBELLÉS ET INSTRUCTIONS	CODE CATÉGORIES/MODALITÉS	Saut
	Plusieurs réponses possibles	Paiement des salairesE Autre (à préciser)X	
Q77	Que faut-il faire, selon vous, pour amener les populations à se pardonner ? Plusieurs réponses possibles	Les indemniserA Punir les coupablesB Les sensibiliserC Autre (à préciser)X Ne sais pasZ	
Q78	Que faut-il faire, selon vous, pour améliorer le niveau de confiance entre les communautés ? Plusieurs réponses possibles	Rencontre entre chefs de communautéA Rencontre entre chefs traditionnelsB Commission vérité réconciliation.....C Règlement différends entre éleveur et cultivateur.....D Implication des organismes internationaux.....E Se pardonnerF Dialogue nationalG Autre (à préciser).....X Ne sais pasZ	

JE VOUS REMERCIE POUR VOTRE PATIENCE

III. QUESTIONNAIRE PERSONNE DEPLACEE

ENQUETE SUR LES CONDITIONS DE VIE DES PERSONNES DEPLACEES INTERNES (PDI) ET DES FAMILLES D'ACCUEIL EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, JUIN 2007

CONFIDENTIALITE : Les informations contenues dans ce document ont un caractère confidentiel et ne peuvent en aucun cas faire l'objet de poursuites judiciaires, de contrôle fiscal ou de répression économique. Tous les agents appelés à participer à l'Enquête sur les conditions de vie des personnes déplacées internes et des familles d'accueil sont tenus au secret statistique (LOI N°01.008 du 02 Juillet 2001)

QUESTIONNAIRE INDIVIDUEL DES PERSONNES DEPLACEES

Ce questionnaire est administré à tout membre du ménage «déplacé de guerre» âgé de 12 ans ou plus

IDENTIFICATION

Q1 Préfecture
 Nana-Mambéré22
 Ouham Pende 31
 Ouham.....32
 Nana Grébizi42
 Bamingui Bangoran.....51
 Vakaga53
 Haute Kotto 52

Q2 Sous-Préfecture.....
 | | | |

Q3 Commune
 | | | |

Q4 Milieu de Résidence
 Urbain..... 1
 Rural 2

Q5 N° de l'AD (sur la carte) | | | |

Q6 N° de la grappe..... | | | |

Q7 Nom officiel du Village / Quartier

.....
 | | | |

Q8 Coordonnées géographiques

Longitude Est..... | | | |, | | | |

Latitude Nord..... | | | |, | | | |

Q9 Numéro du ménage..... | | | |

Q10. Numéro de ligne de la personne déplacé ____

Remplir cette section après avoir terminé l'interview dans le ménage

Q11 Nom et code de l'enquêteur
 | | | |

Q12 Nom et code du chef d'équipe
 | | | |

Q13. Nom et code du Codifieur
 | | | |

Q14 Date de passage _ _ _ | | | / | | | /
 | 2 | 0 | 0 | 7 |

Q15. Résultat de l'interview du ménage :
 Rempli 1
 Pas à la maison 2
 Refusé 3
 Partiellement rempli..... 4
 Autre (préciser)..... 6

Q16 Heure de début de l'interview _ _ _ | | | /
 | | |

Q17 Heure de fin de l'interview..... _ _ _ | | | /
 | | |

ITINERAIRE MIGRATOIRE ET INSERTION SOCIALE			
N°	LIBELLÉS ET INSTRUCTIONS	CODE CATÉGORIES/MODALITÉS	SAUT
D18	Dans quelle localité résidiez-vous avant le début de la crise (2002-2005, 2006) ? (nom du village ou quartier)/ Commune _ _ _ _ 	
D19	Pour quelles raisons avez-vous décidé de quitter votre lieu de résidence d'origine ? Plusieurs réponses possibles	N'était plus en sécurité là-basA Risque de famineB Destruction ou occupation d'habitats/biens.....C Risque d'enrôlement forcé.....D Discrimination ethnique.....E Discrimination religieuse.....F Autre (à préciser).....X Ne sais pasZ	
D20	Vivez-vous dans ce ménage avec un parent ou un enfant également déplacé ?	OUI 1 NON 2	
Si Chef de ménage déplacé de Retour ↓		Si Chef de ménage déplacé réinstallé ↓	Si autre membre du ménage ↓
D21A Quand êtes-vous revenu dans votre localité d'origine ? (Date en année ou durée en jours) _ _ _ _ _ Ou _ _ _ _		D21B Quand avez-vous fondé ce nouveau ménage dans cette localité ? (Date en année ou durée en jours) _ _ _ _ Ou _ _ _ _	D21C Quand êtes-vous arrivé dans ce ménage ? (Date en année ou durée en jours) ; _ _ _ _ Ou _ _ _ _
D22A Pourquoi avez-vous décidé de revenir dans votre localité d'origine précisément ? (Une seule réponse possible) Amélioration de la situation sécuritaire1 Accès à l'eau / l'éducation/la santé3 Reprise des activités6 Insécurité dans le lieu de déplacement7 Autre8 (à préciser) Ne sais pas9		D22B Pourquoi avez-vous choisi de fonder votre ménage dans cette localité précisément ? (Une seule réponse possible) Amélioration de la situation sécuritaire1 Initiative d'une tierce personne.....2 Accès à l'eau /l'éducation/la santé3 Choix délibéré du PDI.....4 Autre8 (à préciser) Ne sais pas9	D22C Pourquoi êtes-vous venu dans ce ménage précisément ? (Une seule réponse possible) Seul0 parent Initiative d'une tierce personne.....2 Choix délibéré du PDI.....4 Aide proposée par le CM.....5 Autre8 (à préciser) Ne sais pas9
D23A Pensez-vous que votre retour dans votre localité d'origine a été bien accepté, moyennement ou pas du tout accepté par les autres ménages ? Bien accepté..... 1 Moyennement 2 Pas du tout 3		D23B Pensez-vous que votre réinstallation dans cette localité a été bien accepté, moyennement ou pas du tout accepté par les autres ménages ? Bien accepté1 Moyennement2 Pas du tout3	D23C Pensez-vous avoir été bien accepté, moyennement ou pas du tout accepté dans ce ménage ? Bien accepté..... Moyennement Pas du tout
D24A : Pensez-vous être en sécurité à présent dans votre localité d'origine? OUI 1 NON 2		D24B Pensez-vous être en sécurité dans votre nouvel environnement ? OUI1 NON2	D24C Pensez-vous être en sécurité dans votre nouvel environnement ? OUI.....1 NON2

ITINERAIRE MIGRATOIRE ET INSERTION SOCIALE			
N°	LIBELLÉS ET INSTRUCTIONS	CODE CATÉGORIES/MODALITÉS	SAUT
	Si oui => passer à D26	Si oui => passer à D26	Si oui => passer à D26
D25	Sinon, pourquoi ? Plusieurs réponses possibles	Intimidation, destruction de biens A Criminalité, Violence physique B Traitement discriminatoire C Autre (à préciser) X	
D26	Comparée à votre vie avant le début de la crise, comment percevez-vous les conditions de vie dans lesquelles vous vous trouvez actuellement? Une seule réponse possible	Meilleure..... 1 Identique..... 2 Mauvaise 3 NSP 9	
Si Déplacé de Retour → D33		Si Déplacé réinstallé → D27	
D27	Avez-vous accès à votre résidence d'origine ?	Oui, souvent 1 Oui, rarement 2 Non, jamais 3	3=> D31
D28	Combien de fois êtes-vous retourné dans votre localité d'origine depuis la crise ?	Nombre Plusieurs fois.....96	
D29	Si jamais retourné , pourquoi n'êtes-vous pas encore retourné dans votre lieu de résidence d'origine (d'avant la crise)? Plusieurs réponses possibles	Insécurité A Habitat détruit B Manque de travail C Enfants scolarisés D Risque de famine E Autres (à préciser) X Ne sais pas Z	
D30	Dans quelle localité comptez-vous vous installer après la crise? (nom du village ou quartier)/ Commune _	Si D30=D18=> D32
D31	Si localité différente du lieu de résidence d'origine, pourquoi souhaitez-vous vous installer ailleurs ? Plusieurs réponses possibles	Oublier le passé / refaire sa vie A Meilleures conditions de vie B Affectation, opportunités d'emploi C Insécurité dans le lieu d'origine D Autres (à préciser) X	
D32	Si vous souhaitez retourner dans votre lieu de résidence d'origine ou dans une autre localité pour y vivre, qu'est-ce qui vous pousserait à y aller? Plusieurs réponses possibles	Rétablissement de la paix A Amélioration de la situation sécuritaire B Réparation de maison C Insécurité dans le lieu de déplacement D Reprise des activités E Affectation F Aide au retour..... G Refus H Autres (à préciser) X Ne sais pas Z	
D33	Etes-vous membre d'une association quelconque ?	OUI 1 NON 2	2=> D35
D34	A quel(s) type d'associations appartenez-vous ?	Mutuelle de ressortissants..... A Syndicat..... B ONG C Club sportif D Association des jeunes..... E Association de quartier F Association d'amis..... G	

ITINERAIRE MIGRATOIRE ET INSERTION SOCIALE

N°	LIBELLÉS ET INSTRUCTIONS	CODE CATÉGORIES/MODALITÉS	SAUT
	Plusieurs réponses possibles	Association religieuse..... H Association politique..... I Autre (à préciser)..... X	
D35	Avez-vous reçu de l'aide d'une structure ou organisation depuis le début de la crise?	OUI 1 NON 2	2=> D38
D36	Quelle(s) structure(s) ou organisation(s) vous est venus en aide? Plusieurs réponses possibles	Mairie/Commune A Communauté ethnique B Communauté religieuse C Communauté associative D Parti politique..... E ONG nationale..... F Organisation internationale..... G Etat / Gouvernement H Autre (à préciser)..... X Ne sais pas..... Z	
D37	Quelle est la nature de l'aide que vous avez reçu de ces structures ou organisations? Plusieurs réponses possibles	Scolarisation des enfants A Santé B Habillage C Alimentation..... D Financière..... E Autre (à préciser)..... X Ne sais pas..... Z	
D38	Un de vos proches vous vient-il en aide depuis le début de la crise ?	OUI 1 NON 2	2=> D40
D39	Le(s)quel(s) de vos proches vous est venu en aide depuis le début de la crise ? Plusieurs réponses possibles	Parents A Amis B Collègues C Autres (à préciser)..... X	

PROTECTION

N°	LIBELLES ET INSTRUCTIONS	CODE CATEGORIES/MODALITES	SAUT
D40	Est-ce que vous ou quelqu'un dans votre famille a été victime d'une violence quelconque ?	OUI 1 NON 2 NSP 9	2 ou 9=>D43
D41	Dans quel lieu cette personne a-t-elle subi cette violence ? Plusieurs réponses possibles	A domicile A Dans la Rue..... B Au cours d'un déplacement C En détention D En Brousse E Autre (à préciser)..... X Ne sais pas..... Z	
D42	Quelle est la nature de la violence subie ? Plusieurs réponses possibles	Viol A Violence Physique B Menaces Verbales C Vol/Pillage..... D Autre (à préciser)..... X Ne sais pas..... Z	
D43	Avez-vous perdu quelqu'un ou quelque chose au cours de la crise ?	OUI 1 NON 2 NSP 9	2 ou 9=>D45

D44	<p>Quelles sont par ordre d'importance, votre première, votre seconde et votre troisième Perte ?</p> <p>(Encercler la première perte, ensuite la deuxième et la troisième)</p> <p>Une seule réponse par (colonne) Perte</p>	<p>Décès conjoint</p> <p>Décès enfant</p> <p>Logement/Habitats détruits.....</p> <p>Emploi perdu</p> <p>Cadre de vie détruit</p> <p>Scolarisation des enfants.....</p> <p>Bétaux</p> <p>Récolte</p> <p>Autre (à préciser)</p>	<p>1^e</p> <p>0</p> <p>1</p> <p>2</p> <p>3</p> <p>4</p> <p>5</p> <p>6</p> <p>7</p> <p>8</p>	<p>2^e</p> <p>0</p> <p>1</p> <p>2</p> <p>3</p> <p>4</p> <p>5</p> <p>6</p> <p>7</p> <p>8</p>	<p>3^e</p> <p>0</p> <p>1</p> <p>2</p> <p>3</p> <p>4</p> <p>5</p> <p>6</p> <p>7</p> <p>8</p>
D45	<p>Quelles sont par ordre d'importance, votre première, votre seconde et votre troisième préoccupation ?</p> <p>(Encercler la première préoccupation, ensuite la deuxième et la troisième)</p> <p>Une seule réponse par préoccupation (colonne)</p>	<p>Regagner le village d'origine</p> <p>Regroupement de la famille.....</p> <p>Trouver du travail.....</p> <p>Reconstruire le logement.....</p> <p>Cultiver/entretenir la plantation .</p> <p>Accès à l'éducation</p> <p>Accès à une structure de santé</p> <p>Accès à l'eau potable</p> <p>Autre (à préciser)</p>	<p>1^{er}</p> <p>0</p> <p>1</p> <p>2</p> <p>3</p> <p>4</p> <p>5</p> <p>6</p> <p>7</p> <p>8</p>	<p>2^e</p> <p>0</p> <p>1</p> <p>2</p> <p>3</p> <p>4</p> <p>5</p> <p>6</p> <p>7</p> <p>8</p>	<p>3^e</p> <p>0</p> <p>1</p> <p>2</p> <p>3</p> <p>4</p> <p>5</p> <p>6</p> <p>7</p> <p>8</p>

COHESION SOCIALE			
N°	LIBELLÉS ET INSTRUCTIONS	CODE CATÉGORIES/MODALITÉS	Saut
D46	<p>Pensez-vous que depuis le début de la crise, le niveau de confiance entre les voisins s'est dégradé, est resté stable ou s'est amélioré ?</p>	<p>S'est dégradé 1</p> <p>Est resté stable 2</p> <p>S'est amélioré 3</p>	<p>2=> D48</p> <p>3=> D48</p>
D47	<p>De quelle manière le niveau de confiance entre les voisins s'est-il dégradé ?</p> <p>Plusieurs réponses possibles</p>	<p>Méfiance entre les communautésA</p> <p>Banditisme / Criminalité accrueB</p> <p>MésententeC</p> <p>Abus de Violence physique/ VerbaleD</p> <p>Autre (à préciser)X</p> <p>Ne sais pasZ</p>	
D48	<p>Que faut-il faire, selon vous, pour améliorer le niveau de confiance entre les communautés ?</p> <p>Plusieurs réponses possibles</p>	<p>Rencontre entre chefs de communautéA</p> <p>Rencontre entre chefs traditionnelsB</p> <p>Commission vérité réconciliationC</p> <p>Règlement différends entre éleveur et cultivateurD</p> <p>Implication des organismes internationaux.....E</p> <p>Se pardonner.....F</p> <p>Dialogue National</p> <p>G</p> <p>Autre (à préciser)X</p>	

JE VOUS REMERCIE POUR VOTRE PATIENCE

ANNEXE 2 : METHODOLOGIE DE L'ECHANTILLONNAGE

I. Tirage des Aires de Dénombrement (AD) de l'enquête PDIs 2007

La première étape de l'enquête sur les conditions de vie des personnes déplacées internes (PDIs) et des Familles d'accueil en République Centrafricaine² nommée PDIs 2007, comme le stipule le protocole d'accord du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), doit se faire dans sept préfectures : Ouham, Ouham-Pendé, Nana-Grébizi, Bamingui-Bangoran, Vakaga, Haute-Koto, et Nana-Mambéré.

Cette opération exige la sélection préalable de 208 Aires de Dénombrement (AD), réparties de façon proportionnelle entre les préfectures dans lesquels les ménages seront sélectionnés après une phase de dénombrement. L'objet de cette section est de décrire la méthodologie utilisée pour sélectionner ces 208 AD.

Pour ce faire, rappelons que la préfecture est ici utilisée comme un critère de stratification auquel l'on adjoint le milieu de résidence (Urbain/ Rural). De sorte que le tirage des AD est fait en respectant une stratification selon la préfecture et le milieu de résidence soit au total 14 strates entre lesquelles l'échantillon est censé se répartir de façon proportionnelle.

Ainsi,

Tableau : Répartition des AD-échantillons par préfecture et par milieu de résidence

	AD			Ménage		
	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
Nana-Mambéré	8	27	35	320	1080	1400
Ouham-Pendé	8	27	35	320	1080	1400
Ouham	12	23	35	480	920	1400
Nana-Grebizi	8	25	33	320	1000	1320
Bamingui-Bangoran	3	22	25	120	880	1000
Vakaga	4	16	20	160	640	800
Haute-Kotto	8	17	25	320	680	1000
Ensemble	51	157	208	2040	6280	8320

Une fois ces paramètres fixés, à l'intérieur de chacune des strates, nous opérerons un tirage des AD en leur accordant des chances inégales d'appartenir à notre échantillon. Les probabilités d'être sélectionnées sont prises proportionnellement à leur poids en nombre d'habitants (populations). Ceci afin d'accorder une chance plus grandes aux AD de taille élevé d'être tiré afin de ne point passer à côté de notre cible qui est avant tout, les ménages ayant reçus des personnes déplacées internes (PDIs).

Nous présentons en annexe les AD sélectionnés dans chaque strate, en rappelant leur taille en nombre d'individus et de ménages au Recensement Général de la Population et de l'Habitation de 2003. En outre, les probabilités de sélection et les coefficients d'extrapolation à priori y sont précisés.

Une fois ces 208 AD tirés, soit par préfecture tirés, nous procédons à l'aide de la cartographie obtenue auprès du BCR, à la matérialisation physique sur ces cartes. Ensuite les agents de collecte recrutés, à cet effet, procéderont à un dénombrement des ménages y résidents, en procédant à l'identification des ménages contenus dans les Aires de Dénombrement.

Pendant cette phase, des informations subsidiaires relatives au nombre de personnes résidant dans le ménage, au sexe de son chef, au nombre de déplacés accueillis depuis le déclenchement de la crise et au nombre de PDIs résidant dans le ménage. Ces deux dernières informations permettront de stratifier les ménages dénombrés en ménage de "déplacé" (PDIs) et ménage "Non déplacé".

Un tirage de **20 ménages de "déplacés"** et de **20 ménages de "non déplacé"** sera fait. C'est ces derniers qui seront enquêtés. Lors de la deuxième phase : phase d'interview. Il faut remarquer qu'un certain nombre de AD tirées mais non matérialisées au niveau cartographique seront remplacées par des AD de caractéristiques semblables.

II. Procédure de tirage des ménages dans les AD

Il est retenu de tirer 40 ménages par AD dont 20 contenant au moins un déplacé et 20 n'en contenant pas. Nous nommerons pour la suite, ménage "déplacé" un ménage abritant au moins un déplacé et ménage "non déplacé", un ménage qui n'abrite pas de déplacé.

Ainsi dans les 20 à 30 AD qui sont sous sa responsabilité, le chef d'équipe doit procéder à la sélection des ménages qui seront interviewés. Le présent document se propose de faire une description de la procédure à mettre en œuvre celle-ci peut se décliner en 3 étapes :

Dans un premier, le superviseur devra établir deux listes au fil du dénombrement des ménages : une dans laquelle sont classés les ménages non déplacés et une autre des ménages déplacés. Il est fortement recommandé au superviseur d'établir ces listes au fil de la remise des fiches de dénombrement par les agents sous leur responsabilité en raison du temps relativement court entre la fin du dénombrement et le début des interviews (moins d'une demi journée).

A cet effet et pour faciliter le tirage effectif, la fiche présentée en annexe lui sera fournie. Une fois ces deux listes établies, Il doit passer à la détermination, ou fixation, des paramètres de tirage que sont le nombre total de ménage, la taille de l'échantillon, le pas de tirage et le départ aléatoire.

Selon le type de ménage, déplacé/non déplacé, recenser sur la fiche ; le **nombre total de ménage** (N) désigne le nombre de ménage enregistrés sur la fiche. Rappelons que le nombre total de ménage dans une AD est fourni en annexe. Le nombre de ménages à dénombrer sera proche de ce dernier sauf dans les zones ayant subies de profonds bouleversements (déguerpissement, déplacement, ...) depuis le RGPH 2003. Le nombre de ménage par type quant à lui, reste à priori indéterminé. Ce nombre dépendant fortement de paramètres sociodémographiques propre à l'AD, ... Aussi nous espérons un total de 20 000 PDIs.

La **taille de l'échantillon (n)** est le nombre de ménage à tirer. Ce nombre doit être le même et égal à 20 sur chaque fiche. Toutefois, pour les ménages de déplacés, il se peut que dans une AD donnée que ce nombre ne soit pas atteint. Dans ce cas, tous les ménages déplacés seront enquêtés. De plus, le superviseur devra alors prévoir en compensation une taille d'échantillon plus élevée dans les autres AD où cela est possible. Ainsi, la taille de l'échantillon, principalement pour les ménages déplacés, peut être différent de 20.

Le **pas de tirage (p)** désigne le rapport entre le nombre total de ménage et la taille de l'échantillon. Formellement,

$$p = \frac{N}{n}$$

Par exemple, si dans une AD le nombre de ménage déplacé dénombré est de 71 ; la taille de l'échantillon étant de 20, le pas de tirage sera de 3,55. Nous le notons p pour la suite.

L'**aléa** (u) vous est donné à priori. Pour information, il est sensé être la réalisation d'une variable aléatoire uniforme sur l'intervalle [0, 1[. Il est donné a priori pour chaque AD. Il n'appartient donc pas au superviseur de le déterminer.

Le **départ aléatoire (d)** désigne le produit entre le pas de tirage et aléa auquel on ajoute 1. Si nous revenons à notre exemple, en supposant que le nombre aléatoire fourni est de 0,335. Le départ aléatoire s'en déduit par $3,55 \times 0,335 + 1$ soit 2,18925.

La dernière étape est l'obtention des ménages-échantillon. Dans ce sens, le premier ménage tiré est celui dont le numéro est égal à l'arrondi entier du départ aléatoire. Pour obtenir le deuxième, on ajoute au départ aléatoire, le pas de tirage. L'arrondi à l'entier le plus proche désigne le numéro du deuxième ménage tiré. Pour le ménage suivant, on ajoute au départ aléatoire deux fois le pas de tirage.

On réitère la procédure n-1 fois où n désigne la taille de l'échantillon. Il est recommandé de faire les calculs en gardant trois chiffres après la virgule

En guise d'exemple, toujours avec le cas que nous avons énoncé précédemment, le premier ménage tiré est celui qui porte le numéro 2, 6, 9, 13, 16, ...

Remarquons qu'aucun chiffre tiré ne doit excéder le dernier numéro de la liste. Si ce cas se produit, le superviseur doit vérifier qu'il a déjà tiré le nombre de ménage requis.

Une fois les ménage tirés sur ces fiches, le superviseur ne doit pas oublier de matérialiser ceux-ci sur les fiches de dénombrement en entourant dans la colonne éligibilité "oui" pour les ménages tirés.

Pour en assurer une gestion optimale et vu le temps relativement court, il peut en dictant les numéros des ménages tirés, demander à l'agent enquêteur de procéder à la matérialisation.

En espérant avoir été le moins technique possible, nous souhaitons bon courage au superviseur tout en leur suggérant la plus grande rigueur dans l'application de ces consignes car la pertinence des procédures statistiques d'agrégation, d'analyse, ... dépendent fortement de la stricte application de ces consignes sur le terrain.

Région 2
Préfecture : Nana-Mambéré

Milieu	Sous-préfecture	Commune	AD	Ménage	Population	Probabilité d'inclusion	Coefficient d'extrapolation
Urbain : 8 AD	BABOUA	Baboua	001	361	2018	0,2668	3,7483
	BAORO	Bawi-Tédoua	001	266	1373	0,1815	5,5092
	BAORO	Bawi-Tédoua	007	290	1596	0,2110	4,7398
	BOUAR	Bouar	001	344	2313	0,3058	3,2699
	BOUAR	Bouar	008	323	1636	0,2163	4,6239
	BOUAR	Bouar	014	203	1047	0,1384	7,2274
	BOUAR	Bouar	018	332	1496	0,1978	5,0563
	BOUAR	Bouar	024	256	1444	0,1909	5,2371
Rural : 27 AD	ABBA	Abba	205	395	1712	0,2669	3,7463
	ABBA	Abba	209	149	698	0,1088	9,1926
	BABOUA	Baboua	202	239	1094	0,1706	5,8617
	BABOUA	Baboua	207	190	952	0,1485	6,7344
	BABOUA	Baboua	214	238	1019	0,1589	6,2914
	BAORO	Bawi-Tédoua	203	281	1378	0,2148	4,6551
	BAORO	Bawi-Tédoua	209	253	1432	0,2233	4,4782
	BOUAR	Béa-Nana	204	230	1076	0,1678	5,9584
	BABOUA	Bingué	204	225	1029	0,1605	6,2298
	BOUAR	Doaka-Koursou	204	243	1027	0,1601	6,2447
	BOUAR	Doaka-Koursou	210	248	1007	0,1570	6,3710
	BABOUA	Fô	205	340	1461	0,2279	4,3886
	BABOUA	Groudrot	201	298	1712	0,2670	3,7459
	BOUAR	Herman-Brousse	203	285	1064	0,1659	6,0292
	BOUAR	Herman-Brousse	210	180	1037	0,1617	6,1845
	BOUAR	Herman-Brousse	215	188	1145	0,1785	5,6028
	ABBA	Nadziboro	204	215	929	0,1449	6,9012
	BOUAR	Niem-Yéléwa	205	188	999	0,1558	6,4196
	BOUAR	Niem-Yéléwa	211	238	1575	0,2456	4,0716
	BOUAR	Niem-Yéléwa	218	171	928	0,1447	6,9096
	BOUAR	Yénga	203	167	1061	0,1655	6,0436
	BOUAR	Yénga	210	252	1188	0,1852	5,3995
	BAORO	Yoro-Samba-Bougoulou	205	302	1465	0,2285	4,3773
	BOUAR	Zotoua-Banguéréme	202	190	1332	0,2077	4,8153
	BOUAR	Zotoua-Banguéréme	208	288	1224	0,1909	5,2378
	BOUAR	Zotoua-Banguéréme	216	192	633	0,0987	10,1311

Région 3 Préfecture : Ouham

Milieu	Sous-préfecture	Commune	AD	Ménage	Population	Probabilité d'inclusion	Coefficient d'extrapolation
Urbain : 12 AD	BATANGAFO	Batangafo	004	306	1350	0,2051	4,8746
	BATANGAFO	Batangafo	010	262	1452	0,2207	4,5308
	BOSSANGO	Bossangoa	001	288	1370	0,2083	4,8012
	BOSSANGO	Bossangoa	006	198	988	0,1502	6,6575
	BOSSANGO	Bossangoa	013	268	1346	0,2045	4,8888
	BOSSANGO	Bossangoa	018	220	1190	0,1809	5,5271
	BOSSANGO	Bossangoa	024	287	1514	0,2301	4,3452
	BOSSANGO	Bossangoa	028	281	1662	0,2526	3,9586
	BOUCA	Bouca-Bobo	005	233	1078	0,1638	6,1050
	BOUCA	Bouca-Bobo	012	405	1929	0,2932	3,4110
	KABO	Sido	005	368	1596	0,2426	4,1227
	KABO	Sido	010	258	1176	0,1788	5,5930
Rural : 23 AD	BATANGAFO	Bédé	201	262	1071	0,0849	11,7817
	BATANGAFO	Bédé	212	199	994	0,0788	12,6974
	BOSSANGO	Ben-Zambé	203	180	829	0,0657	15,2271
	BOSSANGO	Ben-Zambé	213	275	1357	0,1075	9,2982
	BOUCA	Bouca-Bobo	207	239	979	0,0776	12,8867
	BOUCA	Fafa-Boungou	207	382	1523	0,1207	8,2872
	BOSSANGO	Koro-M'poko	206	264	1124	0,0891	11,2237
	BOUCA	Ladi-Gbawi	209	274	1035	0,0820	12,1924
	NANA-BAKASSA	Nana-Bakassa	203	313	1728	0,1369	7,3042
	NANA-BAKASSA	Nana-Bakassa	213	258	1010	0,0800	12,4979
	NANA-BAKASSA	Nana-Bakassa	222	260	1195	0,0947	10,5614
	NANA-BAKASSA	Nana-Bakassa	233	222	1172	0,0929	10,7659
	MARKOUNDA	Nana-Markounda	207	191	847	0,0671	14,8991
	NANGA-BOGUILA	Nanga-Boguila	202	236	1219	0,0966	10,3533
	NANGA-BOGUILA	Nanga-Boguila	215	234	1106	0,0876	11,4158
	BOSSANGO	Ndoro-Mboli	205	303	1250	0,0990	10,0995
	BOSSANGO	Ndoro-Mboli	215	274	1357	0,1076	9,2973
	BOSSANGO	Ndoro-Mboli	228	306	1401	0,1110	9,0070
	KABO	Ouaki	211	250	1301	0,1031	9,6982
	BOSSANGO	Ouham-Bac	201	302	1321	0,1047	9,5502
	BOSSANGO	Ouham-Bac	212	340	1191	0,0944	10,5963
	KABO	Sido	207	99	462	0,0366	27,2971
	BOSSANGO	Soumbé	204	211	1074	0,0851	11,7543

Région 3
Préfecture : Ouham-Pendé

Milieu	Sous-préfecture	Commune	AD	Ménage	Population	Probabilité d'inclusion	Coefficient d'extrapolation
Urbain : 8 AD	BOCARANGA	Bocaranga	005	282	1131	0,1750	5,7129
	BOCARANGA	Bocaranga	011	362	1608	0,2488	4,0192
	BOZOUM	Bozoum	003	410	1794	0,2777	3,6015
	BOZOUM	Bozoum	008	220	1102	0,1706	5,8616
	BOZOUM	Bozoum	013	251	973	0,1506	6,6413
	PAOUA	Paoua	002	343	1115	0,1726	5,7934
	PAOUA	Paoua	008	190	956	0,1479	6,7594
	PAOUA	Paoua	015	260	1177	0,1822	5,4874
Rural : 27 AD	PAOUA	Bah-Bessar	204	192	982	0,0700	14,2941
	PAOUA	Bah-Bessar	217	250	1229	0,0876	11,4135
	PAOUA	Banh	211	261	1287	0,0917	10,9056
	PAOUA	Banh	222	290	1305	0,0930	10,7496
	PAOUA	Bimbi	211	236	1231	0,0877	11,4012
	BOSSEMPTELE	Binon	209	440	1604	0,1143	8,7497
	BOZOUM	Birvan-Bolé	206	119	491	0,0350	28,5489
	BOCARANGA	Bocaranga	208	168	1337	0,0953	10,4927
	BOCARANGA	Bocaranga	219	313	1589	0,1132	8,8305
	BOCARANGA	Bocaranga	231	276	1147	0,0817	12,2353
	BOZOUM	Dan-Gbabiri	203	216	922	0,0657	15,2236
	NGAOUNDAYE	Dilouki	206	214	1037	0,0739	13,5233
	NGAOUNDAYE	Dilouki	218	222	994	0,0708	14,1215
	NGAOUNDAYE	Kodi	211	226	1400	0,0998	10,0235
	NGAOUNDAYE	Kodi	221	305	1540	0,1097	9,1131
	KOUI	Koui	202	185	1008	0,0719	13,9163
	KOUI	Koui	215	156	690	0,0492	20,3371
	NGAOUNDAYE	Lim	201	246	1107	0,0789	12,6772
	NGAOUNDAYE	Lim	214	238	1148	0,0818	12,2212
	BOCARANGA	Loura	206	242	1087	0,0775	12,9102
	PAOUA	Malé	208	182	807	0,0575	17,3838
	PAOUA	Mia-Péndé	214	262	1231	0,0877	11,4012
	PAOUA	Mom	204	272	1252	0,0892	11,2071
	PAOUA	Nana-Barya	203	348	1457	0,1038	9,6295
	PAOUA	Paoua	201	209	852	0,0608	16,4604
	BOCARANGA	Péndé	201	218	1296	0,0924	10,8270
	NGAOUNDAYE	Yémé	204	281	1179	0,0840	11,9037

Région 4
Préfecture : Nana-Grébizi

Milieu	Sous-préfecture	Commune	AD	Ménage	Population	Probabilité d'inclusion	Coefficient d'extrapolation
Urbain : 8 AD	KAGA-BANDORO	Kaga-Bandoro	001	274	1245	0,4216	2,3721
	KAGA-BANDORO	Kaga-Bandoro	004	290	1459	0,4939	2,0246
	KAGA-BANDORO	Kaga-Bandoro	006	250	1086	0,3676	2,7203
	KAGA-BANDORO	Kaga-Bandoro	009	229	1083	0,3666	2,7275
	KAGA-BANDORO	Kaga-Bandoro	011	268	1282	0,4342	2,3030
	KAGA-BANDORO	Kaga-Bandoro	014	287	1306	0,4421	2,2619
	KAGA-BANDORO	Kaga-Bandoro	017	203	957	0,3241	3,0852
	KAGA-BANDORO	Kaga-Bandoro	019	331	1447	0,4899	2,0411
Rural : 25 AD	KAGA-BANDORO	Botto	203	207	879	0,2334	4,2841
	KAGA-BANDORO	Botto	206	263	1325	0,3516	2,8442
	KAGA-BANDORO	Botto	210	214	1059	0,2811	3,5571
	KAGA-BANDORO	Nana	203	146	726	0,1926	5,1923
	KAGA-BANDORO	Nana	207	256	1125	0,2985	3,3504
	KAGA-BANDORO	Nana	210	271	1315	0,3491	2,8647
	KAGA-BANDORO	Nana	213	204	1242	0,3296	3,0344
	KAGA-BANDORO	Grevai	201	257	1308	0,3473	2,8797
	KAGA-BANDORO	Grevai	204	101	489	0,1297	7,7089
	KAGA-BANDORO	Grevai	208	272	1067	0,2833	3,5299
	KAGA-BANDORO	Grevai	211	291	1063	0,2822	3,5434
	KAGA-BANDORO	Ndénga	203	229	998	0,2649	3,7755
	KAGA-BANDORO	Ndénga	207	338	1560	0,4141	2,4148
	KAGA-BANDORO	Ndénga	209	274	1190	0,3158	3,1664
	KAGA-BANDORO	Ndénga	213	226	1176	0,3122	3,2030
	KAGA-BANDORO	Ndénga	216	265	1296	0,3440	2,9069
	KAGA-BANDORO	Ndénga	219	274	1302	0,3455	2,8947
	KAGA-BANDORO	Ndénga	223	282	1206	0,3202	3,1235
	KAGA-BANDORO	Ndénga	226	191	1130	0,2999	3,3342
	MBRES	M'Brès	201	359	1312	0,3483	2,8707
	MBRES	M'Brès	204	442	1710	0,4539	2,2033
	MBRES	M'Brès	207	229	884	0,2345	4,2642
	MBRES	M'Brès	210	373	1824	0,4842	2,0652
	MBRES	M'Brès	213	226	929	0,2465	4,0575
	MBRES	M'Brès	216	314	1272	0,3375	2,9630

Région 5
Préfecture : Bamingui-Bangoran

Milieu	Sous-Préfecture	Commune	AD	Ménage	Population	Probabilité d'inclusion	Coefficient d'extrapolation
Urbain : 3 AD	NDELE	Dar-el-Kouti	002	328	1541	0,3744	2,6708
	NDELE	Dar-el-Kouti	005	286	1347	0,3272	3,0560
	NDELE	Dar-el-Kouti	008	307	1308	0,3178	3,1469
Rural : 22 AD	NDELE	Dar-el-Kouti	201	307	1390	0,9906	1,0094
	NDELE	Dar-el-Kouti	202	208	1048	0,7470	1,3386
	NDELE	Dar-el-Kouti	203	226	1201	0,8557	1,1686
	NDELE	Dar-el-Kouti	204	304	1203	0,8573	1,1665
	NDELE	Dar-el-Kouti	207	153	736	0,5242	1,9076
	NDELE	Dar-el-Kouti	209	294	1166	0,8311	1,2033
	NDELE	Dar-el-Kouti	210	174	818	0,5828	1,7158
	NDELE	Dar-el-Kouti	211	200	1070	0,7624	1,3116
	NDELE	Dar-el-Kouti	213	193	931	0,6630	1,5083
	NDELE	Dar-el-Kouti	214	220	1153	0,8218	1,2168
	NDELE	Dar-el-Kouti	215	221	1073	0,7648	1,3076
	NDELE	Dar-el-Kouti	217	201	885	0,6306	1,5857
	NDELE	Dar-el-Kouti	218	245	1285	0,9159	1,0919
	NDELE	Dar-el-Kouti	219	265	1267	0,9028	1,1077
	NDELE	Mbolo-Kpata	201	282	1138	0,8110	1,2330
	NDELE	Mbolo-Kpata	202	162	869	0,6191	1,6154
	NDELE	Mbolo-Kpata	204	151	616	0,4387	2,2797
	BAMINGUI	Vassako	201	182	667	0,4749	2,1057
	BAMINGUI	Vassako	202	288	1354	0,9644	1,0369
	BAMINGUI	Vassako	203	230	1137	0,8102	1,2342
	BAMINGUI	Vassako	205	264	1139	0,8118	1,2318
	BAMINGUI	Vassako	206	229	1011	0,7200	1,3888

Région 5
Préfecture : Vakaga

Milieu	Sous-préfecture	Commune	AD	Menage	Population	Probabilité d'inclusion	Coefficient d'extrapolation
Urbain : 4 AD	BIRAO	Ridina	001	54	204	0,1449	6,9035
	BIRAO	Ridina	004	131	1035	0,7336	1,3632
	BIRAO	Ridina	006	195	921	0,6526	1,5323
	BIRAO	Ridina	008	142	636	0,4506	2,2195
Rural : 16 AD	BIRAO	Ouandja	203	395	2389	0,8200	1,2195
	BIRAO	Ouandja	205	161	1179	0,4046	2,4717
	BIRAO	Ouandja	207	229	1491	0,5119	1,9534
	BIRAO	Ouandja	208	682	3589	1,2321	0,8116
	BIRAO	Ouandja	209	554	2767	0,9498	1,0529
	BIRAO	Ouandja	212	168	1089	0,3740	2,6741
	BIRAO	Ouandja	216	216	1133	0,3888	2,5721
	BIRAO	Ouandja	219	563	3421	1,1742	0,8516
	BIRAO	Ridina	201	157	1006	11,9657	0,0836
	BIRAO	Ridina	203	207	1289	0,4425	2,2601
	BIRAO	Ridina	206	189	868	0,2980	3,3553
	BIRAO	Ridina	213	91	467	0,1601	6,2445
	BIRAO	Ridina	217	126	631	0,2166	4,6165
	BIRAO	Ridina	220	155	862	0,2961	3,3778
	OUANDA-DJALLE	Vokouma	202	174	1099	0,3772	2,6513
	OUANDA-DJALLE	Vokouma	204	225	1088	0,3735	2,6773

Région 5
Préfecture : Haute-Kotto

Milieu	Sous-préfecture	Commune	AD	Ménage	Population	Probabilité d'inclusion	Coefficient d'extrapolation
Urbain : 8 AD	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	004	229	1165	0,2547	3,9264
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	007	386	2010	0,4396	2,2746
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	010	316	1461	0,3195	3,1299
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	014	255	1385	0,3028	3,3025
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	018	334	1462	0,3197	3,1276
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	022	249	1111	0,2430	4,1151
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	026	230	1341	0,2932	3,4105
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	029	269	1085	0,2374	4,2129
Rural : 17 AD	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	201	244	839	0,3317	3,0148
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	204	377	1047	0,4137	2,4172
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	207	302	753	0,2976	3,3607
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	209	608	1977	0,7811	1,2803
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	210	439	1253	0,4950	2,0203
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	212	327	1105	0,4365	2,2910
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	216	611	2332	0,9216	1,0851
	BRIA	Daba-Nydou	202	180	730	0,2883	3,4684
	BRIA	Daba-Nydou	204	265	1071	0,4234	2,3620
	BRIA	Daba-Nydou	207	253	1099	0,4344	2,3021
	OUADDA	Ouadda	203	164	493	0,1948	5,1346
	OUADDA	Ouadda	206	197	955	0,3776	2,6486
	OUADDA	Ouandja-Kotto	201	310	1199	0,4737	2,1110
	OUADDA	Ouandja-Kotto	203	318	1193	0,4715	2,1207
	OUADDA	Ouandja-Kotto	205	207	765	0,3022	3,3090
	OUADDA	Ouandja-Kotto	208	285	994	0,3930	2,5446

CALCUL DE L'ESTIMATION DE LA POPULATION DÉPLACÉE INTERNE

Région 2

Préfecture : Nana-Mambéré

Milieu	Sous-préfecture	Commune	AD enquêtée	Nombre de déplacés actuels dénombrés (DEPhi)	Coefficient d'extrapolation (Whi)	Estimation du nombre de déplacés actuels (TNDEPhi= Whi * DEPhi)
Urbain : 8 AD	BABOUA	Baboua	1	57	9,0	513
	BAORO	Bawi-Tédoua	1	3	11,3	34
	BAORO	Bawi-Tédoua	7	80	8,8	700
	BOUAR	Bouar	1	125	6,0	749
	BOUAR	Bouar	8	51	5,9	303
	BOUAR	Bouar	14	107	7,0	752
	BOUAR	Bouar	18	66	10,8	714
	BOUAR	Bouar	24	90	7,2	645
		Total urbain		579		4 410
Rural : 25 AD	ABBA	Abba	205	4	6,7	27
	ABBA	Abba	209	0	11,1	0
	BABOUA	Baboua	202	40	14,7	588
	BABOUA	Baboua	207	1	21,0	21
	BABOUA	Baboua	214	8	11,3	90
	BAORO	Bawi-Tédoua	203	9	10,9	98
	BAORO	Bawi-Tédoua	209	0	53,7	0
	BOUAR	Béa-Nana	204	11	10,8	118
	BABOUA	Bingué	204	3	15,1	45
	BOUAR	Doaka-Koursou	204	30	7,0	211
	BOUAR	Doaka-Koursou	210	55	8,5	466
	BABOUA	Fô	205	2	11,4	23
	BABOUA	Groudrot	201	87	7,9	685
	BOUAR	Herman-Brousse	203	185	6,4	1181
	BOUAR	Herman-Brousse	210	23	10,4	240
	BABOUA	Koundé	205	10	23,4	234
	ABBA	Nadziboro	204	63	8,2	516
	BOUAR	Niem-Yéléwa	205	0	12,1	0
	BOUAR	Niem-Yéléwa	218	0	17,4	0
	BOUAR	Yénga	203	0	14,7	0
	BOUAR	Yénga	210	0	10,3	0
		Yoro-Samba-				
	BAORO	Bougoulou	205	4	8,1	32
	BOUAR	Zotoua-Banguéréme	202	0	11,8	0
	BOUAR	Zotoua-Banguéréme	208	0	13,1	0
	BOUAR	Zotoua-Banguéréme	216	0	22,1	0
		Total rural		535		4 575
Total				1 114		8 986

Région 3 Préfecture : Ouham

Milieu	Sous-préfecture	Commune	AD enquêtée	Nombre de déplacés actuels dénombrés (DEPhi)	Coefficient d'extrapolation (Whi)	Estimation du nombre de déplacés actuels (TNDEPhi= Whi * DEPhi)
Urbain : 12 AD	BATANGAFO	Batangafo	004	0	9,2	0
	BATANGAFO	Batangafo	010	0	5,9	0
	BOSSANGO	Bossangoa	001	0	9,2	0
	BOSSANGO	Bossangoa	006	0	9,5	0
	BOSSANGO	Bossangoa	013	0	8,6	0
	BOSSANGO	Bossangoa	018	0	9,3	0
	BOSSANGO	Bossangoa	024	0	11,2	0
	BOSSANGO	Bossangoa	028	0	7,2	0
	BOUCA	Bouca-Bobo	005	0	9,4	0
	BOUCA	Bouca-Bobo	012	0	13,1	0
	KABO	Sido	005	0	8,8	0
	KABO	Sido	010	0	7,9	0
		Total urbain		0		0
Rural : 22 AD	BATANGAFO	Bédé	201	0	13,6	0
	BATANGAFO	Bédé	212	0	56,4	0
	BOSSANGO	Ben-Zambé	203	0	28,3	0
	BOSSANGO	Ben-Zambé	213	0	12,1	0
	BOUCA	Bouca-Bobo	207	0	19,9	0
	BOUCA	Fafa-Boungou	207	0	33,2	0
	BOSSANGO	Koro-M'poko	206	1 561	13,6	21 277
	BOUCA	Ladi-Gbawi	209	0	39,5	0
	NANA-BAKASSA	Nana-Bakassa	203	0	15,5	0
	NANA-BAKASSA	Nana-Bakassa	213	0	24,0	0
	NANA-BAKASSA	Nana-Bakassa	222	0	15,1	0
	NANA-BAKASSA	Nana-Bakassa	233	0	8,7	0
	MARKOUNDA	Markounda	207	0	11,1	0
	NANGA-BOGUILA	Nanga-Boguila	215	0	31,0	0
	BOSSANGO	Ndoro-Mboli	205	0	23,1	0
	BOSSANGO	Ndoro-Mboli	215	713	14,1	10 083
	BOSSANGO	Ndoro-Mboli	228	0	19,3	0
	KABO	Ouaki	211	0	29,5	0
	BOSSANGO	Ouham-Bac	201	0	21,2	0
	BOSSANGO	Ouham-Bac	212	0	17,5	0
	KABO	Sido	207	0	50,7	0
	BOSSANGO	Soumbé	204	0	18,4	0
		Total rural		2 274		31 359
Total				2 274		31 359

Région 3

Préfecture : Ouham-Pendé

Milieu	Sous-préfecture	Commune	AD enquêtée	Nombre de déplacés actuels dénombrés (DEPhi)	Coefficient d'extrapolation (Whi)	Estimation du nombre de déplacés actuels (TNDEPhi= Whi * DEPhi)
Urbain : 8 AD	BOCARANGA	Bocaranga	005	133	10,1	1 341
	BOCARANGA	Bocaranga	011	207	4,0	823
	BOZOUM	Bozoum	003	21	5,8	121
	BOZOUM	Bozoum	008	2 702	4,7	12 651
	BOZOUM	Bozoum	013	96	10,8	1 041
	PAOUA	Paoua	002	20	5,6	113
	PAOUA	Paoua	008	146	8,2	1 196
	PAOUA	Paoua	015	179	4,0	718
		Total urbain		3 504		18 003
Rural : 27 AD	PAOUA	Bah-Bessar	204	3	24,9	75
	PAOUA	Bah-Bessar	217	0	15,6	0
	PAOUA	Banh	211	44	13,3	586
	PAOUA	Banh	222	17	14,0	238
	PAOUA	Bimbi	211	45	14,3	643
			209	5	14,0	70
	BOSSEMPTELE	Binon	206	181	24,7	4 463
	BOZOUM	Birvan-Bolé	208	15	16,4	247
	BOCARANGA	Bocaranga	219	78	16,5	1 289
	BOCARANGA	Bocaranga	231	10	13,6	136
	BOZOUM	Dan-Gbabiri	203	29	17,7	514
	NGAOUNDAYE	Dilouki	206	16	16,4	263
	NGAOUNDAYE	Dilouki	218	61	14,5	887
	NGAOUNDAYE	Kodi	211	0	10,2	0
	NGAOUNDAYE	Kodi	221	169	10,0	1 692
	KOUI	Koui	202	137	13,2	1 807
	KOUI	Koui	215	12	36,7	441
	NGAOUNDAYE	Lim	201	51	18,7	954
	NGAOUNDAYE	Lim	214	96	11,7	1 124
	BOCARANGA	Loura	206	169	12,9	2 175
	PAOUA	Malé	208	50	16,6	831
	PAOUA	Mia-Péndé	214	89	6,1	545
	PAOUA	Mom	204	6	17,4	104
	PAOUA	Nana-Barya	203	0	10,3	0
	PAOUA	Paoua	201	0	27,9	0
	BOCARANGA	Péndé	201	344	21,6	7 425
	NGAOUNDAYE	Yémé	204	92	65,6	6 032
		Total rural		1 719		32 543
		Total		5 223		50 546

Région 4

Préfecture : Nana-Grébizi

Milieu	Sous-préfecture	Commune	AD enquêtée	Nombre de déplacés actuels dénombrés (DEPhi)	Coefficient d'extrapolati on (Whi)	Estimation du nombre de déplacés actuels (TNDEPhi= Whi * DEPhi)
Urbain : 8 AD	KAGA-BANDORO	Kaga-Bandoro	001	329	2,2	721
	KAGA-BANDORO	Kaga-Bandoro	004	475	2,1	1 014
	KAGA-BANDORO	Kaga-Bandoro	006	466	1,9	901
	KAGA-BANDORO	Kaga-Bandoro	009	246	4,5	1 102
	KAGA-BANDORO	Kaga-Bandoro	011	216	3,2	696
	KAGA-BANDORO	Kaga-Bandoro	014	442	2,0	877
	KAGA-BANDORO	Kaga-Bandoro	017	175	3,5	621
	KAGA-BANDORO	Kaga-Bandoro	019	288	1,8	511
		Total urbain		2 637		6 444
Rural : 25 AD	KAGA-BANDORO	Botto	203	49	6,8	335
	KAGA-BANDORO	Botto	206	74	3,1	231
	KAGA-BANDORO	Botto	210	0	4,9	0
	KAGA-BANDORO	Nana	203	88	4,9	428
	KAGA-BANDORO	Nana	207	52	7,3	380
	KAGA-BANDORO	Nana	210	0	3,9	0
	KAGA-BANDORO	Nana	213	0	7,7	0
	KAGA-BANDORO	Grevai	201	0	4,1	0
	KAGA-BANDORO	Grevai	204	59	3,6	215
	KAGA-BANDORO	Grevai	208	39	3,5	136
	KAGA-BANDORO	Grevai	211	19	4,0	77
	KAGA-BANDORO	Ndénga	203	25	4,1	103
	KAGA-BANDORO	Ndénga	207	60	3,1	185
	KAGA-BANDORO	Ndénga	209	21	4,3	91
	KAGA-BANDORO	Ndénga	213	17	4,5	77
	KAGA-BANDORO	Ndénga	216	20	3,9	77
	KAGA-BANDORO	Ndénga	219	16	38,4	615
	KAGA-BANDORO	Ndénga	223	0	3,7	0
	KAGA-BANDORO	Ndénga	226	18	4,2	75
	MBRES	M'Brès	201	42	3,8	159
	MBRES	M'Brès	204	0	7,4	0
	MBRES	M'Brès	207	1	4,4	4
	MBRES	M'Brès	210	25	3,1	76
	MBRES	M'Brès	213	0	5,7	0
	MBRES	M'Brès	216	19	3,5	66
		Total rural		644		3 332
Total				3 281		9 775

Région 5

Préfecture : Bamingui-Bangoran

Milieu	Sous-préfecture	Commune	AD enquêtée	Nombre de déplacés actuels dénombrés (DEPhi)	Coefficient d'extrapolation (Whi)	Estimation du nombre de déplacés actuels (TNDEPhi= Whi * DEPhi)
Urbain:3 AD	NDELE	Dar-el-Kouti	002	39	4,5	174
	NDELE	Dar-el-Kouti	005	19	5,7	108
	NDELE	Dar-el-Kouti	008	6	7,4	45
		Total urbain		64		327
Rural : 21 AD	NDELE	Dar-el-Kouti	201	286	0,9	254
	NDELE	Dar-el-Kouti	202	66	1,4	91
	NDELE	Dar-el-Kouti	203	13	3,4	44
	NDELE	Dar-el-Kouti	204	1	3,8	4
	NDELE	Dar-el-Kouti	209	0	1,4	0
	NDELE	Dar-el-Kouti	210	0	1,7	0
	NDELE	Dar-el-Kouti	211	31	1,9	59
	NDELE	Dar-el-Kouti	213	0	1,7	0
	NDELE	Dar-el-Kouti	214	0	1,7	0
	NDELE	Dar-el-Kouti	215	0	1,2	0
	NDELE	Dar-el-Kouti	217	61	1,6	98
	NDELE	Dar-el-Kouti	218	418	1,2	503
	NDELE	Dar-el-Kouti	219	6	3,7	22
	NDELE	Mbolo-Kpata	201	15	4,4	66
	NDELE	Mbolo-Kpata	202	32	5,3	171
	NDELE	Mbolo-Kpata	204	6	10,2	61
	BAMINGUI	Vassako	201	97	2,4	232
	BAMINGUI	Vassako	202	78	1,3	102
	BAMINGUI	Vassako	203	34	2,7	93
	BAMINGUI	Vassako	205	138	1,7	228
	BAMINGUI	Vassako	206	10	2,1	21
		Total rural		1 292		2 051
		Total		1 356		2 378

Région 5
Préfecture : Vakaga

Milieu	Sous-préfecture	Commune	AD enquêtée	Nombre de déplacés actuels dénombrés (DEPhi)	Coefficient d'extrapolation (Whi)	Estimation du nombre de déplacés actuels (TNDEPhi= Whi * DEPhi)
Urbain:4 AD	BIRAO	Ridina	001	111	5,9	656
	BIRAO	Ridina	004	0	3,2	0
	BIRAO	Ridina	006	39	1,0	40
	BIRAO	Ridina	008	192	1,8	340
		Total urbain		342		1 035
Rural : 13 AD	BIRAO	Ouandja	203	135	1,6	214
	BIRAO	Ouandja	205	30	2,7	80
	BIRAO	Ouandja	207	94	2,9	275
	BIRAO	Ouandja	208	29	1,1	31
	BIRAO	Ouandja	219	61	0,7	44
	BIRAO	Ridina	201	76	0,3	23
	BIRAO	Ridina	203	121	3,1	377
	BIRAO	Ridina	206	154	2,0	307
	BIRAO	Ridina	213	8	6,1	49
	BIRAO	Ridina	217	142	15,6	2 212
	BIRAO	Ridina	220	0	2,7	0
	OUANDA-DJALLE	Vokouma	202	0	4,8	0
	OUANDA-DJALLE	Vokouma	204	11	3,6	39
		Total rural		861		3 652
		Total		1 203		4 687

Région 5

Préfecture : Haute-Kotto

Milieu	Sous-préfecture	Commune	AD enquêtée	Nombre de déplacés actuels dénombrés (DEPhi)	Coefficient d'extrapolation (Whi)	Estimation du nombre de déplacés actuels (TNDEPhi= Whi * DEPhi)
Urbain: 8 AD	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	004	117	6,5	756
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	007	112	5,2	587
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	010	87	7,2	624
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	014	183	5,2	947
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	018	159	5,0	800
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	022	99	4,4	438
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	026	174	5,2	909
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	029	109	6,8	741
		Total urbain		1 040		5 801
Rural : 14 AD	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	201	1	4,5	5
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	204	160	3,4	538
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	207	29	4,2	122
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	209	127	3,5	444
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	210	206	2,4	503
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	212	57	3,2	183
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	216	87	3,2	278
	BRIA	Daba-Nydou	202	0	4,8	0
	BRIA	Daba-Nydou	204	1	3,0	3
	BRIA	Daba-Nydou	207	7	3,7	26
	OUADDA	Ouandja-Kotto	201	587	3,4	1 991
	OUADDA	Ouandja-Kotto	203	653	3,6	2 351
	OUADDA	Ouandja-Kotto	205	432	5,5	2 387
	OUADDA	Ouandja-Kotto	208	17	3,1	52
		Total rural		2 364		8 881
Total				3 404		14 682

Tableau A43 : Répartition des DR tirés selon la préfecture et le milieu de résidence et taux de sondage au premier degré par strate

PREFECTURES	Milieu	Nombre de AD tirés	Nombre total de AD	Taux sondage (%)
Nana-Mambéré	<i>Urbain</i>	8	44	18,18
	<i>Rural</i>	27	163	16,56
	<i>Ensemble</i>	35	207	16,91
Ouham-Pendé	<i>Urbain</i>	8	44	18,18
	<i>Rural</i>	27	343	7,87
	<i>Ensemble</i>	35	387	9,04
Ouham	<i>Urbain</i>	12	68	17,65
	<i>Rural</i>	23	267	8,61
	<i>Ensemble</i>	35	335	10,45
Nana-Grébizi	<i>Urbain</i>	8	20	40,00
	<i>Rural</i>	25	84	29,76
	<i>Ensemble</i>	33	104	31,73
Bamingui-Bangoran	<i>Urbain</i>	3	9	33,33
	<i>Rural</i>	22	32	68,75
	<i>Ensemble</i>	25	41	60,98
Haute- Kotto	<i>Urbain</i>	8	29	27,59
	<i>Rural</i>	17	41	41,46
	<i>Ensemble</i>	25	70	35,71
Vakaga	<i>Urbain</i>	4	8	50,00
	<i>Rural</i>	16	42	38,10
	<i>Ensemble</i>	20	50	40,00
Ensemble	<i>Urbain</i>	51	222	22,97
	<i>Rural</i>	157	972	16,15
	<i>Ensemble</i>	208	1194	17,42

Tableau A44 : Répartition des ménages dénombrés selon la préfecture et le milieu de résidence

PREFECTURES	Milieu	Ménages dénombrés	Ménages d'accueil		CM déplacés
			effectif	%	
Nana-Mambéré	<i>Urbain</i>	1 587	198	12,5	140
	<i>Rural</i>	3 854	461	12,0	378
	<i>Ensemble</i>	5 441	659	12,1	518
Ouham-Pendé	<i>Urbain</i>	2 128	2 082	97,8	2 046
	<i>Rural</i>	4 053	3 883	95,8	3 843
	<i>Ensemble</i>	6 181	5 965	96,5	5 889
Ouham	<i>Urbain</i>	1 227	1 168	95,2	1 170
	<i>Rural</i>	4 135	3 931	95,1	3 915
	<i>Ensemble</i>	5 362	5 099	95,1	5 085
Nana-Grébizi	<i>Urbain</i>	1 769	1 697	95,9	1 687
	<i>Rural</i>	4 789	4 546	94,9	4 681
	<i>Ensemble</i>	6 558	6 243	95,2	6 368
Bamingui-Bangoran	<i>Urbain</i>	556	502	90,3	472
	<i>Rural</i>	4 493	1 852	41,2	1 830
	<i>Ensemble</i>	5 049	2 354	46,6	2 302
Haute- Kotto	<i>Urbain</i>	1 294	231	17,9	154
	<i>Rural</i>	3 131	757	24,2	937
	<i>Ensemble</i>	4 425	988	22,3	1 091
Vakaga	<i>Urbain</i>	374	372	99,5	368
	<i>Rural</i>	2 656	2 317	87,2	2 352
	<i>Ensemble</i>	3 030	2 689	88,7	2 720
Ensemble	<i>Urbain</i>	8 935	6 250	69,9	6 037
	<i>Rural</i>	27 111	17 747	65,5	17 936
	<i>Ensemble</i>	36 046	23 997	66,6	23 973

Tableau A3 : Répartition de la population totale, population déplacée actuelle, population de déplacée de retour, dénombrés selon la préfecture et le milieu de résidence

DEPARTEMENTS	Milieu	Nombre total de personnes	Effectif des PDI actuel	Effectif des PDI de retour	CM déplacés
Nana-Mambéré	<i>Urbain</i>	7 745	579	857	140
	<i>Rural</i>	15 973	558	1685	378
	<i>Ensemble</i>	23 718	1 137	2 542	518
Ouham-Pendé	<i>Urbain</i>	12 523	3 582	11278	2 046
	<i>Rural</i>	23 399	1 931	20240	3 843
	<i>Ensemble</i>	35 922	5 513	31 518	5 889
Ouham	<i>Urbain</i>	6 297	-	5068	1 170
	<i>Rural</i>	19 052	2 274	14834	3 915
	<i>Ensemble</i>	25 349	2 274	19 902	5 085
Nana-Grébizi	<i>Urbain</i>	9 935	2 657	7444	1 687
	<i>Rural</i>	22 978	659	21412	4 681
	<i>Ensemble</i>	32 913	3 316	28 856	6 368
Bamingui- Bangoran	<i>Urbain</i>	2 553	64	2269	472
	<i>Rural</i>	20 318	1 317	8173	1 830
	<i>Ensemble</i>	22 871	1 381	10 442	2 302
Haute- Kotto	<i>Urbain</i>	6 676	1 040	997	154
	<i>Rural</i>	11 271	2 361	3577	937
	<i>Ensemble</i>	17 947	3 401	4 574	1 091
Vakaga	<i>Urbain</i>	2 869	342	2777	368
	<i>Rural</i>	18 186	874	15215	2 352
	<i>Ensemble</i>	21 055	1 216	17 992	2 720
Ensemble	<i>Urbain</i>	48 598	8 264	30 690	6 037
	<i>Rural</i>	131 177	9 974	85 136	17 936
	<i>Ensemble</i>	179 775	18 238	115 826	23 973

ANNEXE 3 : LISTE DES SUPERVISEURS, CHEFS D'EQUIPE, ENQUETEURS, AGENTS DE CODIFICATION ET AGENTS DE SAISIE

I. SUPRWISEURS, CHEFS D'EQUIPE, ENQUETEURS ET CHAUFFEURS

Préfecture	Superviseur	Chef d'équipe	Agents enquêteurs	Chauffeurs
Vakaga	DAOULI Charles	FEIKERAM David	DJIMASDE BATA Justin SENDE Dieudonné SELEMANE Noël BANGUE ABGABA Michel	ADAM MAHAMAT
Bamingui-Bangoran	GOUNJI Emmanuel	OUABIRO Patricia	BARRY-DAKE Évariste NGUERKOUDOU Bienvenu ASSAN LAKA Norbert SAKILA Eugénie	DAWILI-BIA Bienvenu
Ouham	ANGUIMATE Sylvain-Guy	FEIMONAZOUI Elvis	GALA GALAS Dieu Béni WABANGA Yvon YABINGUI Nestor NGAKOUTOU Manassé	GBARA Arsène
Ouham-Pendé	YANGOUPANDE Faustin	KETTE Paulette	NDODJIM Lundy MIABE Olivier DANWE Achille DOGUELA Privat Constantin	ENGUENAM Augustin
Haute-Kotto	BANDEPOU Juvénal	YONGORO Sylvie-Solange MBOLIFOUGUIMI Jacob	KPOKA Evariste Constantin GREKETO Hypolito PERESSY Jocelyn ANIYESSI Martin ENDJIPAMA Aubin BOTTO Bertin	ZOUHORO MENDJI
Nana-Grébizi	OUANGO-NDAKALA Bernice	OUATALA Edgard	SENGUE Jean-Jacques YAKOUARA Jean Louis DAYADINE Ibrahim NGADJAMA-BALEZOU Devien SANZE Nicolas NGOUYOMBO Alain YARISSI Elie	GREANDA Francis
Nana-Mambéré	BAKONO Daniel	KOUADONGUI Leocadie	MOUSSA-NGANA Marcelin BODANGA David MOYPEMNA Chimène GAZAYOMBO Jean-Baptiste	ADAMOU-MBESSAN Séraphin

II. Agent de codification

1. BANZA Mireille
2. BEH BAMA Pélégie Blandine
3. ADJOUYA-NOUGANGA Natacha Laurence
4. ANGUIDA Justin
5. BOMESSE Christian
6. KOLOUNZA Donatien
7. LOBAKA Thierry
8. BOUL BINGA
9. ONTIGA
10. KPAYA Clément

III. Agents de saisie

1. ALI Séraphine Marie Blandine
2. ATTO Jean Benoît
3. BANGAKPAN Magloire
4. REMANGAYE Alfred
5. SANZA ADE Onesine
6. DOUMAUULT Claudia
7. GUIAPONGO Delphine
8. KOYINA Emilienne
9. YATANGBANDO Geneviève
10. TOTE KONGBO Timothée
11. LATOU Fabrice
12. MBEMBA Emilie
13. ALAZOULA Catherine
14. GONDA François
15. BOTI GOULA Synthiche